

Revue fondée par ANDREI OȚETEA

Paraît sous l'égide de la

**SECTION DES SCIENCES HISTORIQUES ET D'ARCHÉOLOGIE
DE L'ACADÉMIE ROUMAINE**

Comité de rédaction

Dan BERINDEI, membre de l'Académie Roumaine – *rédacteur en chef*; Florin CONSTANTINIU, membre de l'Académie Roumaine, Dinu C. GIURESCU, membre de l'Académie Roumaine, Alexandru ZUB, membre de l'Académie

Comité consultatif

Karl Otmar Freiherr von ARETIN (München), Jean-Paul BLED (Paris), Keith HITCHINS (Illinois), Jacques LE GOFF (Paris)

Rédaction éditoriale: Ana BOROȘ, Virginia PETRICĂ

Informatique éditoriale: Daniela FLORESCU

La REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE a quatre numéros par an.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Toute commande sera adressée à:

EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE, Calea 13 Septembrie nr. 13, Sector 5, București, România, 050711, Tel. 4021-318 81 06, 4021-318 81 46; Fax 4021-318 24 44
E-mail: edacad@ear.ro

ORION PRESS IMPEX 2000 S.R.L., P.O. Box 77–19, sector 3, București, România, Tel./Fax 4021-610 67 65, 4021-210 67 87; E-mail: office@orionpress.ro

S.C. MANPRES DISTRIBUTION S.R.L., Piața Presei Libere, nr. 1, Corp B, Etaj 3, Cam. 301–302, sector 1, București, Tel.: 4021 314 63 39, fax: 4021 314 63 39, E-mail: abonamente@manpres.ro, office@manpres.ro, www.manpres.ro

DEREX COM S.R.L.: E-mail: derex_com@yahoo.com

Les manuscrits, les livres et les revues proposés en échange, ainsi que toute correspondance seront envoyés à la rédaction: 010071 București, 125 Calea Victoriei, tél. (40-21) 212 86 29.

© 2013, EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE

www.ear.ro

ISSN 0556-8072

494266

TOME LI

N^{OS} 1-2

Janvier-Juin

2012

R E V U E

ROUMAINE

D'HISTOIRE

BCU Cluj-Napoca



BCPER201401956

SOMMAIRE

EXPANSION ET RÉSISTANCE EN EUROPE CENTRALE-ORIENTALE

IOAN-AUREL POP et ALEXANDRU SIMION, *Rapports italiens sur les affrontements de l'année 1456 en Europe centrale-orientale* 3

MARIAGES MIXTES EN TRANSYLVANIE À L'ÉPOQUE MODERNE

IOAN BOLOVAN, MARIUS EPEL et LIANA LĂPĂDATU, *Entre les contraintes de l'État et celles de l'Église: identité et altérité à travers les mariages mixtes en Transylvanie à l'époque moderne* 27

VENIZELOS ET LA GRÈCE MODERNE

DIMITRIS MICHALOPOULOS, *Venizelos and the Balkan wars (I)* 37

PROBLÈMES DU DANUBE

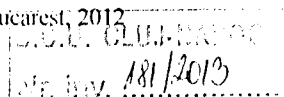
AGNIESZKA KASTORY, *Le rôle du Danube dans la politique du développement durable des transports de l'Union européenne* 79

RAMIRO ORTIZ

VERONICA TURCUȘ, *Intorno alla biografia di Ramiro Ortiz: Elementi inediti* 93

COMPTE RENDUS ET NOTES DE LECTURE

SPIRIDON CRISTOCEA, *Din trecutul marii boierimi muntene. Marele vornic Stroe Leurdeanu* (Du passé de la grande noblesse valaque. Le grand «vornic» Stroe Leurdeanu), Brăila, Musée de Brăila, Maison d'édition Istros, 2011, 320 p. + XVI illustrations (Dan Berindei) ... 103



22124

- ZAMFIRA MIHAIL, *Nicolae le Spathaire Milescu à travers ses manuscrits*, Bucarest, Maison d'édition de l'Académie Roumaine, 2009, 178 p. (D.B.) 103
- Constituțiile României. Studii* (Les Constitutions de la Roumanie. Études), volume paru par les soins du professeur Gheorghe Sbârnă, Bucarest, Institut de la Révolution Roumaine de décembre 1989, Maison d'édition Cetatea de Scaun, 2012, 349 p. (D.B.)..... 104
- IGOR DESPOT, *The Balkan wars in the eyes of the warring parties. Perceptions and interpretations*, Bloomington, iUniverse, 2012 (Dimitris Michalopoulos, Athènes)..... 104
- MARCU PETCU, ADRIAN PINTILIE, NICOLAE LIHANCEANU et RAMONA-ANCA CREȚU, *Pagini din istoria monahismului ortodox în revistele bisericești din România* (Pages de l'histoire du monachisme orthodoxe dans les revues ecclésiastiques de Roumanie), Bucarest et Putna, Éditions de la Bibliothèque Nationale de Roumanie et Éditions Metropolitane Iacov Putneanul, 2011, vol. I-III, 655 p. + 692 p. + 615 p. (D.B.)..... 105

RAPPORTS ITALIENS SUR LES AFFRONTEMENTS DE L'ANNÉE 1456 EN EUROPE CENTRALE-ORIENTALE

IOAN-AUREL POP
et ALEXANDRU SIMION

1. ASPECTS GÉNÉRAUX ET PRÉMISSSES

Deux événements qui ont eu lieu en 1453 et 1456, bien qu'apparemment difficiles à comparer, ont au moins un dénominateur commun : ils mettent en évidence le grand affrontement entre Occident et Orient, entre deux mondes en cours de changement. En 1453, le nouvel empire des sultans, qui avait au fur et à mesure englouti celui des basileus, établissait fermement sa résidence dans l'ancienne capitale du monde chrétien (c'est-à-dire dans la Nouvelle Rome, la cité impériale de Constantin le Grand), pervertissant complètement sa vocation. L'année 1456 marque la revanche du monde chrétien européen sur l'empire des sultans en pleine ascension, qui avait commencé son avancée vers la première Rome, la Rome éternelle, et vers ses symboles plus ou moins éloignés (les royaumes apostoliques de la première ligne). Sur ce chemin belliqueux il y avait, naturellement, des fragments importants de « Byzance après Byzance », telles les Principautés roumaines, que les Ottomans n'avaient pas l'intention d'épargner.

Les événements de l'an 1456 ont eu une influence considérable sur le monde sud-est européen, notamment sur la Hongrie, la Valachie, la Moldavie, la Pologne, l'Allemagne, en fait sur toute l'Europe chrétienne, dirigée, souvent de manière symbolique, par l'Empire et le Saint-Siège. Le plus connu et le plus significatif de ces événements a sans doute été la victoire des chrétiens sur les Ottomans à Belgrade, en juillet 1456¹. Sous la commande du « dernier grand croisé européen », Iancu/Ianko (Jean) de Hunedoara (Jean Hunyadi, Hunyadi János, Johannes de Hunyad)², des dizaines de combattants, de différentes ethnies et confessions

¹ Ana Dumitran, L. Mádly, Al. Simon (edited by), *Extincta est lucerna Orbis: John Hunyadi and his Time (In memoriam Zsigmond Jakó)*, dans *Mélanges d'histoire générale*, Nouvelle Série (general editor Ioan-Aurel Pop), section I. Between Worlds, no. 2, Cluj-Napoca, 2009, 562 p. + XXXII p. et 34 figures.

² C. Mureşan, *Iancu de Hunedoara*, II^e éd., Bucarest, 1968; M. P. Dan, *Un stejar al luptei antiotomane. Iancu de Hunedoara*, Bucarest, 1974; A. A. Rusu, *Ioan de Hunedoara și românii din vremea lui. Studii*, Cluj-Napoca, 1999.

(hongrois, slaves, roumains, germaniques, sicules, « latins » et « byzantins »³) y ont résisté au siège des conquérants de la Nouvelle Rome (Constantinople), évitant la chute de la Hongrie et empêchant pour environ trois quarts de siècle l'avancée des Ottomans vers le centre de l'Europe. C'est la première grande « croisade » gagnée par les chrétiens contre l'autre empire, qui était entré en possession de l'héritage byzantin et l'avait assumé sous une forme *sui generis*, transformant l'ancienne rivalité politico-spirituelle entre les deux empires européens en un assaut militaire de l'Orient contre l'Occident.

D'un certain point de vue, la bataille de 1456 est la continuation de l'affrontement évité en 1453, sous les murailles de Constantinople, lorsqu'on supposait que tout le « monde chrétien » – autrement dit ce qu'on avait appelé le *Commonwealth* byzantin et celui latin (symbolisés par les empires adjacents) – se serait opposé au « monde païen » (symbolisé par l'empire des sultans)⁴. La préfiguration de ce grand affrontement entre les empires peut déjà être saisie avant la prise de Constantinople. Bien que Jean Hunyadi n'ait jamais accédé au trône, sa qualité de défenseur de la Chrétienté et de lieutenant du roi lui a assuré un prestige incommensurable dans le contexte de la « crise constitutionnelle » que le Royaume de Hongrie a connue après 1444. À ce moment-là, suite à la croisade échouée de Varna, soldée par la mort du roi Vladislav I^{er}, un nouveau souverain, Ladislas V, fut retenu par le « roi des Romains », Frédéric III de Habsbourg. Une partie des magnats hongrois formèrent bientôt une ligue (1450) et se réconcilièrent avec Frédéric III, le « roi des Romains », concluant un arrangement « constitutionnel » par lequel Ladislas V entra jusqu'à l'âge de la majorité sous la tutelle (protection) du susmentionné souverain Habsbourg (et ensuite, en 1458, sous la protection de Jean Hunyadi). Le protecteur du roi hongrois et, par extension, de toute la Hongrie, était couronné en 1452 à Rome comme « empereur des Romains »⁵.

Dans ce cadre, qui a été facilité par le dialogue établi après l'union religieuse de Florence, les puissances politico-militaires occidentales (le pape, l'empereur, le roi de Hongrie, Jean Hunyadi) ont répondu aux demandes d'aide de Byzance. Le pape avait même imaginé un plan vaste, d'intervention massive auprès des puissances catholiques directement intéressées, pour que celles-ci viennent avec un

³ L'événement avait lieu 17 ans après le Concile de Florence (1439), qui avait décidé l'union des deux Églises chrétiennes et généré une certaine solidarité entre les chrétiens, issue surtout de la nécessité d'une défense commune face aux attaques ottomanes. Voir Ch. Gastegeber, I.-A. Pop, O. J. Schmitt, Al. Simon (edited by), *Church Union and Crusading in the Fourteenth and Fifteenth Centuries (Transylvanian Review, XVIII, Supplément 2)*, dans *Mélanges d'histoire générale*, Nouvelle Série (general editor Ioan-Aurel Pop), section IV. Worlds in Change, no. 1, Cluj-Napoca, 2009, 444 p.

⁴ Dan Ioan Mureșan, *Le Royaume de la Hongrie et la prise de Constantinople. Croisade et union ecclésiastique en 1453*, dans Ana Dumitran, L. Mádly, Al. Simon (edited by), *Extincta est lucerna Orbis: John Hunyadi and his Time...*, p. 465–490.

⁵ Il est vrai que peu de temps après, suite à une révolte dans les pays autrichiens, soutenue par le comte de Cilly, l'empereur Frédéric se voit obligé de renoncer à la tutelle de Ladislas V, mais il garde pour plusieurs années encore la Sainte Couronne de la Hongrie. I. D. Mureșan, *Le Royaume de la Hongrie...*, p. 473.

soutien effectif⁶. Même si ce projet général n'a pas abouti, la Hongrie a toutefois agi de manière positive en vue de la défense de Byzance. Une semaine avant le siège de Constantinople, une ambassade hongroise venait, semble-t-il, informer le sultan des nouvelles réalités politiques de Hongrie : la « protection » de Frédéric III sur la Hongrie, le couronnement de celui-ci comme empereur, les accords conclus entre l'empereur et Jean Hunyadi, la stabilité du pays et sa possibilité de se mobiliser en vue de l'éventuelle défense de la capitale de la Chrétienté orientale. Dukas, en expliquant le rôle de l'ambassade, dit que le roi de Hongrie était devenu empereur des Romains, couronné par le pape Nicolas V. Toute confuse qu'elle puisse paraître, cette interprétation n'est pas loin de la vérité, du moment que le roi légal de Hongrie, Ladislas V, avait été à Rome, dans la suite de son oncle, pour participer à son couronnement. Et plus encore : l'interprétation de Dukas pourrait aussi être issue du statut de la Hongrie de protégée du Saint Empire, étant donné que la garde de sa propre couronne avait été confiée à l'empereur Frédéric III. Il était donc tout à fait normal de considérer que celui qui détenait la couronne de la Hongrie, et venait d'être couronné empereur, était en même temps souverain de ce pays. On a au fil du temps suggéré au sultan que toute attaque contre la Hongrie était un attentat contre un pays protégé par le Saint Empire et dirigé par un Habsbourg. Cependant l'empereur Habsbourg avait à un moment donné quitté la Hongrie, laissant le champ libre à Jean Hunyadi d'assumer une mission impériale, celle de rempart de la chrétienté. C'est ce qui détermina l'auteur byzantin Zotikos Paraspondylos à appeler le combattant de Varna et de Belgrade « empereur » et « oint du Seigneur comme successeur des Romains », « vengeur des chrétiens » ou « grand conquérant »⁷. Il est comparé à Samson des Évangiles, à Alexandre Macédoine et à Constantin le Grand⁸. Autrement dit, aux yeux de certains observateurs contemporains, Jean Hunyadi – avec sa personnalité écrasante et son immense prestige –, en dépit des fissures qui se laissaient entrevoir dans son propre pays, pouvait jouer à Belgrade, où il avait pris la tête de tous les chrétiens, le rôle d'empereur.

*

La bataille de l'été 1456, même si minimalisée parfois, a été considérée dans la plupart des cas – aussi bien à son époque que plus tard – comme l'une des plus

⁶ I. D. Mureşan, *Le Royaume de la Hongrie...*, p. 476.

⁷ Haralambie Mihăescu, Radu Lăzărescu, Nicolae-Şerban Tanaşoca, Tudor Teoteoi, *Izvoarele istoriei României*, vol. IV, *Scritori şi acte bizantine din secolele IV–XV*, Bucureşti, 1982, p. 392–397, I. D. Mureşan, p. 489–490.

⁸ Voir aussi les commentaires de Ekaterini Mitsiou, *John Hunyadi and Matthias Corvinus in the Byzantine Sources. With an excursus on the "Greek poem on the Battle of Varna"*, dans Christian Gastgeber, Ekaterini Mitsiou, I.-A. Pop, Mihailo Popović, Johannes Preisler-Kapeller, Al. Simon (coord.), *Matthias Corvinus und seine Zeit. Europa am Übergang vom Mittelalter zur Neuzeit zwischen Wien und Konstantinopel*, Wien, 2011, p. 223–229.

importantes victoires chrétiennes sur les assiégeants de l'Europe, véritable pierre de touche pour l'évolution ultérieure de la civilisation sur le vieux continent⁹. La vérité est que, dans ce cas aussi, l'analyse historique des faits est loin d'avoir été achevée, pour la simple et bonne raison qu'une grande quantité des sources de l'époque (conservées dans plusieurs archives et écrites dans différentes langues) continue à rester inconnue, ne pouvant donc pas être étudiée et encadrée dans le tableau historique général du temps.

Cette victoire chrétienne¹⁰, comme d'ailleurs les faits qui l'avaient précédée ou succédée, ont généralement été connus dans l'ouest de l'Europe, à Rome, Venise, Milan ou Florence, de même qu'à Madrid, dans le Royaume de France ou dans le monde germanique. Il y avait déjà sur le continent européen un réseau d'envoyés officiels (émissaires, ambassadeurs) et non-officiels (espions) – et souvent des combinaisons entre ces deux catégories – qui informaient régulièrement et avec empressement leurs patrons et maîtres de tout ce qui se passait d'important, notamment dans les points chauds d'affrontement direct entre le monde européen (chrétien) et celui ottoman (islamique). Le mieux informées et dotées de ce point de vue étaient les cours princières de la Péninsule italique, principalement le Saint-Siège, Venise, Milan, Gênes, Naples, Florence. Ainsi, dans les archives milanaises on peut trouver des sources significatives (surtout des rapports ou, comme l'on dit en italien, *dispacci*) relatives à tous les événements notables de l'an 1456 qui ont eu lieu en Hongrie ou dans son voisinage. Il y a des données sur les préparatifs de la bataille de Belgrade et sur l'affrontement proprement dit. D'autres ont trait à la grande victoire chrétienne, à la personnalité du héros vainqueur mais aussi à sa mort, survenue peu de temps après. On peut également trouver des renseignements sur la retraite des troupes ottomanes, sur l'attitude du roi Ladislas V le Posthume, sur le conflit entre le fils aîné de Jean Hunyadi et le comte Ulrich von Cilly, sur l'assassinat de ce dernier (en novembre 1456), sur la condamnation et ensuite la décapitation de Ladislas de Hunedoara (en mars 1457) etc.

2. DES RAPPORTS MILANAIS DE 1456 SUR LES ÉVÉNEMENTS DU DANUBE

Nous avons choisi les documents milanais les plus significatifs qui reflètent ces événements¹¹. Ainsi, le 27 avril 1456¹², Jean, l'évêque de Pavie, écrivait (en

⁹ I.-A. Pop, *La battaglia di Belgrado (1456) nelle testimonianze venete*, dans le vol. *ΦΙΛΑΝΑΓΝΩΣΤΗΣ. Studi in onore di Marino Zorzi*, soigné par Chryssa Maltezou, P. Schreiner et Margherita Losacco, Istituto Elenico di Studi Bizantini e Postbizantini, Venezia, 2008, p. 339–348.

¹⁰ Voir N. Housley (edited by), *Crusading in the Fifteenth Century: Message and Impact*, London and New York, 2004.

¹¹ Voir aussi Al. Simon, *The Milanese Reports on the Hungarian Events of 1456*, dans V. Sârbu, C. Luca (éditeurs), *Miscellanea historica et archaeologica in honorem professoris Ionel Cîndea*, Brăila, 2009, p. 249–260.

¹² Archivio di Stato di Milano (ASM), Archivio Ducale Sforzesco (ADS), Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n. (documenti non numerati).

tant qu'émissaire ou « orateur ») au duc Francesco Sforza qu'il avait été mis au courant de ce que « le voïvode Jean (Jean Hunyadi), ancien gouverneur de la Hongrie »¹³, de plein accord avec les barons et les autres, avait pris l'initiative de combattre les Turcs, que le despote de la Serbie (Georges Brankovič) avait été mis en liberté, qu'il n'y avait pas de nouvelles sur l'accord (préconisé) entre la Hongrie et le susdit gouverneur, mais que ces nouvelles, il l'espérait bien, devaient arriver sous peu. L'évêque écrivait aussi avoir beaucoup encouragé par ses lettres à la fois le pape et le susdit gouverneur. Il adresse ensuite au duc une requête personnelle, liée à la récupération de quelques biens qui lui appartenaient et qu'un certain Martino Grasso s'était appropriés.

Le 18 juin 1456, un autre Milanais, Antonio Guidobono, ambassadeur à Venise, répondait à quelques questions que le duc de Sforza lui avait posées (dans une lettre datée à Milan le 15 juin)¹⁴. Il lui annonçait que « le Turc était arrivé dans les contrées de la Valachie et de celles du despote de la Serbie, à la tête d'une grande armée » ; le despote (Georges Brankovič), pensant que le Turc attaquait « en désordre » (de manière désorganisée), était venu à sa rencontre à la tête de quelque huit milliers de combattants ; il constata cependant que les Turcs s'étaient bien préparés et subit de graves conséquences : la plupart des huit milliers de combattants sont tombés prisonniers ou ont trouvé la mort. Alors que le Turc – ajoutait Guidobono – entendait que le pape, le roi d'Aragon et le duc de Bourgogne envoyaient au même moment des troupes vers Constantinople, décida de faire marche arrière pour veiller sur la susdite ville ; ce qu'il fit aussitôt, retirant une partie de ses meilleurs hommes et laissant les autres causer des dégâts au despote et aux Roumains. Jean Hunyadi (appelé d'habitude, par une corruptèle, *Biancho*)¹⁵ était resté dans le voisinage, pour assurer la défense au Danube, en attendant la grande armée des Hongrois, qui ne pouvait se réunir avant le 1^{er} août, après la récolte. Ces nouvelles provenaient de bonnes sources, d'un Vénitien qui avait quitté Jean 18 jours auparavant (soit autour du 1^{er} juillet).

L'autre diplomate, l'évêque de Pavie, écrivait le 23 juillet 1456 de Wiener Neustadt au duc de Milan qu'à cause de l'agitation et surtout « de tant de nouvelles malheureuses liés aux Turcs » il n'a pas pu entrer chez l'empereur pour cette « affaire à nous »¹⁶. Il donne ensuite des détails sur les Turcs : le sultan était lui-même

¹³ Jean Hunyadi, à cette date-là capitaine général du royaume, avait été voïvode de Transylvanie (1441–1446) et gouverneur de Hongrie (1446–1452), mais il eut aussi d'autres titres. Le titre de voïvode (entre autres) était porté par les dirigeants de Transylvanie, de la Valachie et de la Moldavie.

¹⁴ ASM, ADS, Potenze Estere, Venezia, carteggio 343, fascicolo 6, s.n.

¹⁵ I.-A. Pop, *A Few Considerations Regarding the Name of Matthias Corvinus*, dans *Transylvanian Review*, vol. XVIII, no. 3, Autumn 2009, p. 3–12; I.-A. Pop, *Numele din familia regelui Matia Corvinul – de la izvoarele de epocă la istoriografia contemporană*, dans *Studii și materiale de istorie medie*, vol. XXVI, 2008, p. 111–138.

¹⁶ ASM, ADS, Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n. Cette « affaire à nous » concernait un préconisé traité entre le duc Francesco Sforza et l'empereur Frédéric III pour la réglementation des rapports entre l'Empire et le Duché de Milan et l'établissement du statut de ce dernier.

arrivé au Danube « à la tête d'une grande foule de différentes ethnies » et d'environ 200 galères ; il fit construire un pont sur la rivière Sava, ce qui lui permettait de parvenir jusqu'en Slavonie, soit à proximité de l'Italie. Dans ce mauvais état de toute la chrétienté – disait le même rapport – aucun prince ne bouge pour donner du secours, excepté « ce Jean Voïvode digne de toutes les honneurs, le chrétien le plus infatigable », qui fait de son mieux avec son armée, affrontant le Turc. Mais, dans les conditions où il manque de tout soutien – disait encore l'émissaire – cette résistance ne va pas durer. Le duc de Milan était en même temps informé qu'il n'y avait pas de nouvelles au sujet de « notre affaire ».

Le 4 août 1456, le même émissaire perspicace écrivait toujours d'Autriche au duc de Milan de n'avoir pas encore eu « l'opportunité » de traiter cette « affaire à nous », en raison du fait que l'empereur était trop impliqué et occupé avec les différends qu'il avait avec le roi de Hongrie, ainsi qu'avec les conspirations ourdies contre lui par certains barons et nobles¹⁷. Quelques jours après, l'évêque de Pavie trouva toutefois le bon moment pour négocier le traité, de paix ou d'armistice, entre l'Empire et le Duché de Milan, acte bien accueilli par le Habsbourg. Le rapport annonçait ensuite la victoire des chrétiens sur les Turcs, attachant la copie de la lettre écrite par « ce très courageux et bon chrétien prince, Jean Voïvode, comte de Bistrița » et précisant que le roi de Hongrie allait envoyer l'un de ses proches – monsieur Georges, prévôt de Bratislava, très bon ami de l'évêque de Pavie – chez le duc milanais, après que cet émissaire eût passé par Rome.

Le 29 août 1456, les nouvelles concernant les événements étaient, certes, beaucoup plus nombreuses, dont quelques-unes très bonnes, d'autres tristes¹⁸. Le même « serf » Jean, évêque de Pavie, confirmait, par exemple, la victoire de Belgrade, ainsi que la mort du héros vainqueur, « Jean Voïvode ». Parmi les rumeurs moins crédibles figuraient la mort du sultan et la mise en fuite des Turcs de Constantinople. Des données plus réalistes concernaient le retour du roi Ladislas V dans son pays (en Autriche), la prépotence du comte de Cilly, qui « fait tout » en Hongrie, la présence du cardinal Juan de Carvajal à Belgrade, lieu vers lequel se dirigent des armées de croisés, le campement sur l'ordre de l'évêque de Pavie d'environ six mille hommes bien armés au dehors de Vienne avec l'espoir de former une grande armée en Autriche, le plus tard jusque l'année prochaine, en 1457.

Le plus ample et le plus complet de ces documents est le rapport du 1^{er} décembre 1456, qui fait aussi une synthèse, tirant des conclusions au sujet de plusieurs événements qui s'étaient passés au cours de cette année trouble¹⁹. L'auteur du rapport est Jean de Ulesis, l'ambassadeur de Milan à Vienne, qui déplore au début la durée de son voyage (22 jours depuis Milan jusque dans la capitale des Habsbourg), très dangereux, comme pour s'excuser auprès de son maître pour n'avoir pas donné de nouvelles pendant tout ce temps-là. Une des causes du retard avait été la

¹⁷ ASM, ADS, Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n.

¹⁸ ASM, ADS, Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n.

¹⁹ ASM, ADS, Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n.

nécessité d'un sauf-conduit pour pouvoir traverser en sûreté les lieux contrôlés par le comte de Cilly ; même dans ces conditions – disait le diplomate –, comme il était tombé sur le camp des ennemis installé dans le lieu appelé « Sous Vienne », à environ 20 mille de Wiener Neustadt, il a dû attendre l'arrivée d'une escorte qui allait le conduire dans la susdite ville. La première nouvelle était au sujet de l'évêque de Pavie, qui, 15 jours auparavant, était partie de la ville (« Nova Citta ») pour Nürnberg, où devaient se rencontrer tous les princes d'Allemagne et les électeurs de l'Empire et où l'empereur était « cité » aux côtés d'autres princes, le jour de Saint-André (30 novembre 1456), « pour traiter de l'anéantissement du Turc ». L'émissaire sait que « sa majesté » n'a pas l'intention de s'y rendre et veut envoyer un représentant. En l'absence du monseigneur de Pavie (qui était trop loin pour pouvoir être convoqué), Jean de Ulesis avait décidé de ne pas le suivre, mais de rester sur place pour apprendre directement de « sa majesté impériale » ce qui aurait dû lui dire le susdit évêque. La question principale, pour la narration de laquelle l'émissaire prodigue tant d'espace et d'encre, est l'accord que le duc Francesco Sforza voulait conclure, à son avantage, avec l'empereur Frédéric III. Dans la question de cet accord, les opinions étaient divergentes : l'empereur prétendait, en échange de la reconnaissance du duché de Milan comme le fief héréditaire de la famille Sforza, un cens annuel et autres subsides, alors que le duc milanais voulait maintenir le duché libre de toute obligation, bénéficiaire « d'amples privilèges », comme ses prédécesseurs, acceptant toutefois le paiement d'une petite somme d'argent (unique au début), de commun accord avec « sa majesté ». Les détails de la préconisée entente – largement exposés dans le rapport – ne présentent aucun intérêt pour notre démarche. Nous précisons tout de même que Jean de Ulesis donne les noms des personnes qui l'ont aidé dans la mission que lui avait confiée son maître, il assurait celui-ci de la bienveillance de « sa majesté » mais n'obtint rien de concret, puisque l'empereur sollicitait l'envoi d'un nouvel « orateur », avec pleins pouvoirs, pour traiter sérieusement et trancher la question. Jean de Ulesis ajoute encore que le nouvel envoyé devait avoir sur lui suffisamment d'argent pour « graisser la patte » de tous ceux qui allaient le conduire chez le souverain et vers la conclusion de l'accord.

Quant aux questions hongroise (et germanique), l'émissaire offre des données précises, bien que certaines soient des rumeurs : la nouvelle au sujet de la mort en Hongrie du comte Ulrich de Cilly²⁰, tué par le fils de celui de « bon souvenir » Jeán Hunyadi (avant que le défunt comte ait réussi à tuer lui-même l'assassin, comme il l'avait menacé) ; le roi Ladislas V serait en mauvais état (incertain), du moment que le souverain était la marionnette du comte de Cilly ; les Hongrois sont des gens infidèles, faibles et font preuve d'inconstance à l'égard de leurs seigneurs et surtout de leurs princes ; tous les conseillers et toute la suite dudit comte ont été arrêtés et retenus et leurs affaires ont été pillées. L'émissaire constate, à juste titre, que tout

²⁰ J. Grabmayer, *Das Opfer war der Täter: Das Attentat von Belgrad – über Sterben und Tod Ulrichs II. von Cilli*, dans *Mitteilungen des Österreichischen Instituts für Geschichte*, vol. CXI, no. 3-4, 2003, p. 286-316.

le monde se réjouissait « dans ces contrées-là » de la mort du comte, les gens sachant qu'il était la cause de cette guerre contre l'empereur, qu'il avait été un tyran qui voulait « corrompre » toute l'Allemagne et y apporter « de mauvaises mœurs », qu'il avait par testament légué tous ses domaines et toute sa fortune au roi de Hongrie (car il n'avait pas d'enfants), au grand mécontentement de l'empereur, puisque le défunt avait eu en possession « des terres et des lieux » qui appartenaient à l'Empire et ne pouvaient pas être aliénés. Le diplomate ajoute encore – influencé par d'autres opinions – que la mort du comte aurait pu générer « de grands maux dans ces contrées ».

Le panorama continue par la relation de quelques événements qui ont eu lieu après la mort du comte de Cilly : deux des chefs qui s'étaient soulevés contre l'empereur, sujets de droit de celui-ci (comme ceux de Correggio étaient les sujets du duc de Milan) – mais qui, à l'aide et sur l'instigation dudit comte, du roi de Hongrie et de quelques seigneurs d'Allemagne, avaient déclenché la guerre contre leur maître légitime – étaient venus chez « sa majesté impériale », bénéficiant d'un sauf-conduit de sa part, pour traiter un accord, un armistice ou la paix, qui s'avérait très souhaitable, étant donné que la guerre avait causé de grandes privations et limitations dans le pays, car elle avait été entretenue et soutenue par le comte de Cilly, ce que les chefs actuels ne pouvaient plus faire. La paix était attendue de tous côtés et les consultations se prolongeaient tard dans la nuit ; à la cour de l'empereur on dansait et on s'adonnait à des jeux chevaleresques (au plus fort de la guerre), pour montrer au peuple que la guerre ne comptait pas, bien que l'empereur eût dépensé pour ce conflit 150 000 ducats.

Jean de Ulesis s'est intéressé auprès des témoins oculaires comment les choses s'étaient passées avec la défaite infligée aux Turcs à Belgrade en été de la même année 1456. Ceux-ci lui dirent qu'il aurait suffi de peu de chose pour que les Turcs ne fussent pas vaincus, que le nombre des morts chrétiens avait à peu près été égal à ceux des Turcs, que le plus grand dommage des Turcs a été la perte de la munition et de « l'armée de l'eau » (la flotte). L'orateur annonce aussi que les Turcs se prépareraient à la guerre avec un « appareil » comme jamais il ne sera vu un autre pareil, que bien des chrétiens qui sont partis pour la guerre contre les Turcs rentrent chez eux, car le Turc, pour ne pas être poursuivi, « a mis le feu au pays et aux bons lieux sur 20 jours 'de distance' ». Et l'assemblée de Nürnborg se fait dans le but d'envoyer contre le Turc des chrétiens – autour de 70 000 – qui ne fassent pas marche arrière et qui disposent de vivres et de subsides jusqu'au printemps ; l'on croit que s'ils avaient suffisamment de nourriture, 200 000 chrétiens s'uniraient pour combattre le Turc.

Le jour même où le rapport était expédié – dit-on – « l'orateur » a appris à la chancellerie du duc Sigismond (d'Innsbruck) que « les princes » (magnats et barons) de Hongrie et le fils dudit Jean Hunyadi (après avoir tué le comte de Cilly) auraient fait prisonniers le roi de Hongrie avec sa famille et le duc de Bavière (qui accompagnait le roi). On disait que le roi était gardé avec tous les honneurs dus à son rang, mais on craignait qu'il ne lui arrive quelque chose, puisque les Hongrois étaient « des gens méchants et infidèles ». Aussi l'empereur cherchait-il d'apporter

de l'aide et du soutien au roi dans la mesure du possible. Étant donné les circonstances et comme les pays en cause étaient déjà en guerre et en souffrance, Jean de Ulesis demande à son maître d'envoyer aussitôt son émissaire, avec pleins pouvoirs et de l'argent. Celui-ci pourrait profiter du fait que l'empereur, étant en guerre, aurait besoin d'argent, alors que les Milanais auraient sans doute hâté la conclusion de l'accord dans des termes favorables au duc Francesco Sforza. Et « l'orateur » envoyé devrait aussi apporter de l'argent nécessaire pour donner des pots-de-vin à quelques « grands maîtres » (puisque cette cour impériale était avide de « fricasser » de l'argent). On n'avait peut-être pas besoin de 12 000 ducats, comme l'avait de manière un peu exagéré demandé l'évêque de Pavie, mais sept milles étaient toutefois nécessaires pour faire ouvrir les nombreuses portes. On dit encore que la paix entre l'empereur et ses ennemis va être conclue et que le souverain, avec le subside généreux offert par le duc de Milan, « se mettra à piller les terres et les lieux dudit défunt comte de Cilly ».

3. LE TABLEAU PLUS COMPLET DES ÉVÉNEMENTS DE 1456 PRÉSENTÉS PAR LES SOURCES

Toutes ces données et ces faits semblent disparates, et parfois difficiles à comprendre dans la forme ci-dessus présentée, extraite à l'état brut de ces rapports (*dispacci*) adressés au duc de Milan. S'ils sont cependant corrélés à d'autres détails connus, ils sont à même de reconstituer un tableau assez cohérent.

Dès le mois d'avril 1456, l'on savait donc à Milan que Jean Hunyadi, ancien voïvode de la Transylvanie (1441–1446) et gouverneur de la Hongrie (1446–1452), chevronné dans les combats anti-ottomans, « avait pris la croix contre le Turc ». C'était une décision extrêmement importante pour le destin du Royaume de Hongrie, des pays voisins et de toute l'Europe chrétienne, symbolisée par l'Empire et la papauté. L'affrontement entre les deux empires-symbole avait atteint à l'apogée. Le jeune sultan, auréolé de gloire après avoir conquis la capitale de la chrétienté orientale, paraissait impossible à arrêter. Le moment choisi n'était pas le plus favorable pour le monde chrétien et la Hongrie, en raison des rivalités et des confrontations de toutes sortes. En dépit des promesses de solidarité, Jean Hunyadi était resté assez seul, ce qui ne le fit pour autant renoncer à sa volonté d'agir. Peut-être avait-il des remords de n'avoir participé, en 1453, à la défense de Constantinople où, selon certaines opinions, Mehmed II aurait pu être arrêté. D'un point de vue objectif, il aurait été très difficile de le faire, pour plusieurs raisons, y compris pour le fait que la rébellion contre l'empereur Frédéric III, en 1452, (machinée par le comte Ulrich von Cilly) avait affecté la balance du pouvoir (contribuant aussi à la libération du roi de Hongrie de la « garde » viennoise) – ce sont autant de choses qui l'ont empêché de venir en aide à Byzance²¹. Les relations entre le roi et Jean Hunyadi étaient assez froides, parfois même tendues, bien que,

²¹ Al. Simon, *The Milanese Reports...*, p. 250.

pour le bien de l'alliance chrétienne et du succès de l'opération, beaucoup attendaient un accord ou une entente entre les deux, comme d'ailleurs entre tous ceux intéressés (par la victoire sur les Ottomans), qu'ils soient catholiques ou orthodoxes.

L'entente entre le roi et Jean Hunyadi dépendait cependant du comte Ulrich de Cilly²². Or, dès le milieu de l'an 1456, celui-ci se montra un allié et un partisan du sultan derrière le front et un possible artisan du triomphe hongrois, ardemment voulu par Mehmed III. Le comte, à l'aide involontaire de Jean en ascension, attira de son côté les nobles divisés, isolant ainsi l'ancien gouverneur. Il a aussi réussi, dans les conditions d'une préoccupation excessive pour sa propre personne, à pousser l'inexpérimenté roi en dehors de la Hongrie. Par les messages équivoques, voire malveillants, qu'il avait adressés aux cours italiennes dans les années 1455–1456, au sujet des plans de combat et des questions intérieures de la Hongrie, le comte a réussi à semer suffisamment de confusion, d'où le refus de subsides alloués au pays, sur le fond de la faiblesse de Jean Hunyadi et du royaume. Enfin, ce fut toujours Ulrich de Cilly qui a aidé l'opposition autrichienne contre l'empereur Frédéric III et qui a attaqué celui-ci, l'empêchant d'envoyer ses modestes forces au secours de Jean Hunyadi. Dans ces conditions, l'ancien voïvode de Transylvanie, face à l'hostilité de Cilly, voyant quelques-uns de ses fidèles passer du côté du comte et perdant la confiance du roi (qui était sous l'influence du même comte), ne pouvait compter en Occident que sur l'empereur.

Dans le sud, le despote serbe Georges Branković était souvent obligé d'alterner la politique de résistance devant les Ottomans avec celle de conciliation. Ses rapports avec Jean Hunyadi ont suivi le même trajet sinueux. Dans la Diète de Győr, de 1455, le franciscain Jean de Capestrano²³ attaqua publiquement Branković. De plus, vers la fin de 1454 ou au début de 1455, le chef serbe a dû faire face à la colère du beau-frère de Jean Hunyadi, Michel Szilagyí, qui lui a coupé les doigts d'une main. Par conséquent, le grand commandant transylvain n'a plus pu jouir du soutien du despote, bien que celui-ci, on l'a déjà vu, en alliance avec le prince régnant de la Valachie, Vladislav II, s'opposât (fin mai ou début juin 1456) à une armée ottomane qui se dirigeait contre la Valachie et la Serbie. La résistance serbo-roumaine ne s'est toutefois pas avérée trop bénéfique pour les chrétiens, puisque tous les huit milliers de combattants anti-ottomans avaient été annihilés. Aussi Jean Hunyadi ne pouvait-il pas compter à Belgrade sur le soutien de Branković.

Le soutien d'un autre grand commandant, Georges Castriota, dit Skanderbeg²⁴, ne s'est pas avérée plus efficace non plus, dans les conditions où le chef albanais

²² Al. G. Supan, *Die vier letzten Jahre des Grafen Ulrich II. von Cilli*, Viena, 1868.

²³ I. M. Damian, *Giovanni da Capestrano, i valacchi e la battaglia di Belgrado: fonti e ideologia della crociata dei minori*, dans Ana Dumitran, L. Mádly, Al. Simon (edited by), *Extincta est lucerna Orbis: John Hunyadi and his Time (In memoriam Zsigmond Jakó)*, dans *Mélanges d'histoire générale*, Nouvelle Série (general éditeur I.-A. Pop), section I. Between Worlds, no. 2, Cluj-Napoca, 2009, p. 443–458.

²⁴ Voir O. J. Schmitt, *Skanderbeg: eine Biographie*, Regensburg, 2009.

était entraîné dans des rivalités locales. La Moldavie de Pierre Aron n'était pas, à son tour, dans une position qui lui permit de donner de l'aide contre les Turcs, du moment que l'assemblée des États, sous la pression du sultan, avait décidé, le 5 juin 1456, de la paix avec les Ottomans et du paiement d'un tribut (symbolique) annuel de deux mille ducats vénitiens, en contrepartie de cette paix. La Valachie était, en mai-juin, en conflit avec les Turcs, ses troupes luttant (aux cotés des Serbes) contre les armées ottomanes, en vertu d'un accord entre le prince Vladislav II et Jean Hunyadi. À moins que Vlad Țepeș l'Empaleur (Drăgulea), chargé au même moment (peut-être vers mi-juin, l'information datant du 3 juillet 1456) par Jean Hunyadi de la défense du sud de la Transylvanie, eût, paraît-il, dépassé ses attributions, pénétrant par le sud des Carpates, tuant son rival Vladislav II (dont les soldats étaient engagés dans le combat anti-ottoman) et s'installant sur le trône.

En dépit de ces conjonctures défavorables, Jean Hunyadi, presque tout seul, réussit un miracle à Belgrade, vainquant le sultan. La nouvelle de ce succès (inattendu) arriva dans la Péninsule italique dans la première semaine du mois d'août, environ 12 jours après que le sultan eut levé le siège de Belgrade et se fut retiré. Les puissances italiennes ont exploité la nouvelle de différentes manières. Le royaume de Naples (le principal soutien anti-ottoman – moral le plus souvent – de Jean Hunyadi et de Skanderbeg) attaqua Gênes, motivant que cette ancienne rivale de Venise était la traîtresse traditionnelle de la cause chrétienne. Il est vrai que les Génois, avec toutes leurs colonies, jusqu'à Caffa, avaient refusé, fin de 1455 – début de 1456, de venir en aide à Jean Hunyadi, pour au moins deux raisons : la peur que leur inspiraient les Ottomans et les faibles forces dont disposait l'ancien gouverneur. Gênes aurait toutefois été prête à s'engager – et cela non seulement de façon déclarative – dans une action anti-ottomane générale italienne, considérée comme ayant plus de chances de succès. Le duché de Milan²⁵, comme Gênes, était vu par certains comme un obstacle devant la croisade, étant donné sa longue expectative et son attitude parfois trop « amicale » envers les Ottomans. Néanmoins, l'évêque de Pavie, l'envoyé du pape et de Milan, se trouvait à la fin juillet 1456 à Vienne, pour restaurer la paix avec les Habsbourg en vue de la croisade, facilitant aussi la voie de « notre affaire », c'est-à-dire la conclusion de l'accord entre le duc Francesco Sforza et l'empereur Frédéric III. Il s'émerveilla de la force que Jean Hunyadi avait mis en branle à Belgrade, mais ne croyait pas que cette entreprise, sans bénéficier d'une aide sérieuse, pût « durer », c'est-à-dire obtenir un résultat durable. Le 4 août, l'évêque informait le duc milanais de la victoire des chrétiens, attachant aussi une lettre de Jean Hunyadi adressée à Francesco Sforza. Le roi de Hongrie devait lui aussi envoyer un émissaire à Rome et à Milan. À ce moment, lorsque le sultan s'était retiré, le duc de Milan pensait sérieusement à soutenir la croisade générale. Peu de temps après, le même évêque de Pavie annonçait la mort de Jean Hunyadi, ainsi que les événements qui ont suivi,

²⁵ L. Fumi, *Il disinteresse di Francesco I Sforza alla crociata di Calisto III contro i Turchi*, dans *Archivio Storico Lombardo*, IV^e série, XVII (1912), p. 101-111.

y compris les préparatifs de guerre et l'armement des croisés (six mille personnes), par ses efforts, avec de l'argent milanais.

L'état d'agitation créé dans le Royaume de Hongrie après la victoire et la mort du héros vainqueur était sans précédent. Avant la mort de Jean Hunyadi, ils étaient nombreux ceux qui craignaient son hégémonie, devenue évidemment plus solide après le succès de Belgrade. Cilly profita de cette crainte pour renforcer son statut parmi les magnats, étant dans les bonnes grâces du roi, dont l'influence ne faisait que grandir. La mort de Jean Hunyadi facilita l'ascension du roi, mais changea aussi, irrémédiablement, le destin du comte de Cilly. Ladislas revenait dans son royaume – du moment où Jean Hunyadi n'était plus – pour se faire couronner de lauriers. Le comte de Cilly, même s'il « faisait tout » dans le pays – comme dit le rapport de l'émissaire milanais – avait une position extrêmement délicate, ayant atteint l'apogée de l'impopularité, accusé d'avoir laissé Jean seul et favorisé la puissance ottomane.

Le souverain se sent plus à l'aise sans Jean Hunyadi. Au début de septembre 1456, dans le message adressé aux princes et aux villes du Saint Empire, Ladislas V ne parle que de soi-même, de ses efforts, ses besoins et ses mérites. Il ne fait nulle mention à Jean Hunyadi, alors que Belgrade devient une victoire de la couronne. Le jeune souverain se voit déjà en dirigeant de la croisade, qui devait continuer, compte tenu de la soif de vengeance du sultan. Il restait cependant la grosse fortune de Jean Hunyadi, qui conférait à ses descendants un immense pouvoir, principalement à son fils aîné, Ladislas de Hunedoara. C'est pourquoi – peut-être sur le conseil de Cilly, de Jean Vitez ou même à l'initiative du roi – on demanda impérieusement à Ladislas de Hunedoara de rendre aux représentants du roi les forteresses du sud, confiées autrefois à son père, y compris Belgrade. Le refus aurait sans doute attiré l'accusation de haute trahison. Or, comme tout le monde le savait, le comte de Cilly n'attendait que cela pour tuer le fils de son rival, mort à Belgrade. Loin de refuser de se soumettre à l'ordre, Ladislas de Hunedoara invita le roi et le comte, avec leurs suites, de venir eux-mêmes prendre possession de la cité de Belgrade. À ce moment le roi fut fait prisonnier, et le comte Ulrich von Cilly exécuté. Ainsi, au début de novembre 1456, le plus grand ennemi de Jean Hunyadi et de l'empereur Frédéric III était éliminé. Cet acte du fils de Jean Hunyadi déclencha une grande joie dans certains milieux, depuis Belgrade à Vienne, mais aussi consternation et peur parmi les magnats de Hongrie. Même si certains alliés, anciens ou nouveaux, du défunt comte (tels les susdits Garai et Ujlaki) n'avaient pas eu trop de sympathie pour lui, ils envisageaient avec crainte la possibilité que la plus riche famille du royaume, les Hunyadi, puissent reprendre le pouvoir.

Ce fait va conduire l'année suivante (mars 1457), à la veille de la campagne ottomane de vengeance, à l'exécution de Ladislas de Hunedoara. Il paraît que le roi Ladislas le Posthume, que beaucoup qualifiaient de faible et insignifiant, étant probablement bien conseillé en ce sens, s'était servi à son propre avantage aussi bien des partis de Jean Hunyadi et de Cilly que – soit-il pour un instant – de leur mort. Ainsi, la mort de Cilly n'a pas été utile (pour peu de temps) qu'au fils aîné de

Jean Hunyadi, elle a été tout aussi profitable au roi. N'ayant pas d'héritiers, comme le précisait le rapport du 1^{er} décembre 1456, l'immense fortune du comte allait entrer en possession du roi Ladislas V (qui était en même temps duc d'Autriche). Certes, il y avait aussi la possibilité qu'elle revienne à l'empereur Frédéric III (comme tout le monde le savait, c'était le pouvoir impérial qui avait créé les comtes de Cilly) – il a d'ailleurs agi fermement en ce sens – ou qu'elle soit partagée entre les deux.

Finalement, le roi Ladislas ne pourra pas se réjouir trop longtemps de la victoire remportée par la disparition de son puissant homonyme, car il trouva sa mort au cours de la même année (1457). Peu de temps après (en 1458), comme une vengeance divine, Mathias, le deuxième fils de Jean Hunyadi, un adolescent d'à peine 15 ans, fut élu roi de Hongrie. Le nouveau souverain deviendra le glorieux Mathias Corvin et marquera un tournant dans l'histoire de tout le Royaume de Hongrie et de l'Europe centrale, traçant à ce monde chrétien un destin distinct dans son affrontement avec les Ottomans et donnant son nom à toute une époque.

4. DE NOUVELLES INTERPRÉTATIONS ISSUES DES SOURCES DE L'AN 1456

Ces quelques documents trouvés dans les archives milanaises présentent des nuances qui ont échappé en quelque mesure aux historiens et qui sont susceptibles de changer la perception des événements et des destins.

Une nuance de ce genre est « la solitude » de Jean Hunyadi avant le grand affrontement. Au moment où l'on parle de la bataille de Belgrade de 1456, nous avons l'image d'une grande croisade, c'est-à-dire d'une grande réunion de forces de toute l'Europe chrétienne. Cependant, en dépit de l'effort claironné de l'Occident, l'ancien voïvode de Transylvanie était presque seul à Belgrade, à la veille de la bataille, avec ses propres forces et les foules, essayant de faire face au conquérant de Byzance. Les dirigeants occidentaux avaient fait beaucoup de promesses, mais avaient peu entrepris pour la défense de la République chrétienne. D'autre part, les dirigeants chrétiens orientaux de la première ligne – Georges Brankovič, Georges Castriota (Skanderbeg), les princes régnants des deux Valachies –, intéressés au plus haut degré à défendre leurs propres valeurs devant la vague ottomane, étaient faibles, rongés par des rivalités intérieures, prêts à se concilier avec le sultan ou occupés avec d'autres affaires. Quant à une collaboration harmonieuse entre « Latins » (catholiques) et « Grecs » (orthodoxes), préconisée par certains optimistes à la lumière d'un élan fraternel affirmé après l'union religieuse de Florence (1439), il n'en pouvait pas être question au niveau des leaders, mais uniquement au niveau du peuple, des combattants, défenseurs efficaces, l'arme à la main, sur le champ de bataille, de la civilisation chrétienne européenne.

Pour ce qui concerne la « solitude » intérieure de Jean Hunyadi, son isolement et les complots ourdis contre lui par quelques groupements nobiliaires, force est de tenir compte de l'image des Hongrois en Occident, exprimée sous la forme de quelques caractérisations générales (clichés), telles qu'elles sont reflétées, même si assez

vaguement, dans les textes susmentionnés. Les Hongrois sont généralement présentés comme « des gens méchants », « infidèles », « faibles », « inconstants à l'égard de leurs seigneurs et surtout de leurs princes » etc., cela dans le contexte où le comte de Cilly a été tué et le roi retenu à Belgrade (en novembre 1456). Certes, on fait ici référence à l'élite nobiliaire, principalement aux barons et aux magnats, à ceux qui participaient à l'exercice du pouvoir, et non aux gens ordinaires. Cette mauvaise réputation dont les Hongrois jouissaient en Occident pourrait être le résultat non seulement des événements récents du XV^e siècle, mais aussi des accumulations sédimentées au fil du temps au sujet de cet *ius resistendi*, acquis par la noblesse hongroise dès l'époque de la Bulle d'Or de 1222, érudé par certains rois, mais resté tout le temps en actualité, comme un *memento* embarrassant pour les souverains et les autres leaders. Les Hongrois, par comparaison à d'autres peuples, se soulevaient rapidement, sous la forme de conjurations, contre leurs dirigeants, qu'ils voulaient faibles et donc faciles à manœuvrer. Ce soulèvement était en quelque sorte « constitutionnel », l'élite nobiliaire ayant depuis les temps anciens déjà la conscience de son droit à l'insurrection, au moment où elle considérait que les leaders dépassaient leurs attributions par des actes discrétionnaires.

Une autre nuance qui se détache est liée au destin de Jean Hunyadi peu de temps avant et après la bataille. Le héros combattant avait une position délicate non seulement comme militaire chrétien, face aux « plus cruels ennemis de la Croix », mais aussi du point de vue politique, dans son propre royaume. En quelque sorte, la mort de Jean Hunyadi, à cause de la peste, est survenue à temps, au milieu de disputes chrétiennes et de rivalités intérieures sans précédent, qui lui avaient depuis longtemps déjà périclité la vie et le destin. Jean Hunyadi, était, certes, le plus riche et, aux yeux de beaucoup, le plus puissant homme du pays. C'était une situation qui inspirait beaucoup de respect, mais qui suscitait aussi la crainte, la suspicion et la haine. L'isolement du grand commandant était visible. En dépit de sa victoire retentissante, il ne paraissait pas avoir plus de chances pour survivre. Bien des magnats (Cilly en tête), de même que le roi, craignaient le pouvoir de Jean Hunyadi et de sa famille, pouvoir qui se serait considérablement accru dans l'éventualité d'une victoire à Belgrade et de sa fructification ultérieure. Ulrich von Cilly, l'allié et le partisan du sultan derrière le front, et « le roi déserteur » Ladislas V le Posthume étaient prêts à arrêter Jean Hunyadi et à le jeter en prison, afin de l'annihiler. Immédiatement après la victoire, face à la peste qui faisait des ravages sur les deux rives du Danube (comme autrefois à Venise, selon le rapport du 18 juin 1456) celui-ci écrivait d'ailleurs à l'empereur Frédéric III qu'il était assez inquiet par ce qui allait se passer²⁶.

Une autre perspective qui s'impose est au sujet de la victoire chrétienne de Belgrade. Il s'agit, on l'a déjà vu, d'une victoire morale et politique plutôt que militaire. Comme le soulignait le rapport du 1^{er} décembre 1456, les témoins oculaires recrutés parmi les vainqueurs donnent autant de morts chrétiens qu'ottomans, ce qui jette une lumière nouvelle sur la question. Certes, le Turc avait

²⁶ Al. Simon, *The Milanese Reports...*, p. 250.

perdu sa « munition » et sa flotte, mais sa défaite est estimée « peu », en invoquant le pouvoir ottoman, la force de régénération et de destruction de l'ennemi ainsi que le désir de vengeance. Les chrétiens se sont retrouvés dans l'impossibilité de poursuivre le sultan (qui avait ordonné de mettre le feu et dévaster tout derrière lui), de sorte que les nouveau-venus de l'Occident pour continuer la croisade faisaient marche arrière, effrayés et affamés. La Diète de Nürberg réunie à la fin de 1456 prendra en discussion cette question, cherchant des solutions pour nourrir les 70 000 hommes préconisés jusqu'au printemps de 1457, lorsque, disposant de suffisamment de nourriture, ils pourraient augmenter à 200 000, étant prêts à se mettre en route « contra el Turcho ». Voilà donc un autre exemple de la grande différence qui existe entre la gloire d'une victoire et la réalité du terrain.

Enfin, une autre nouveauté est liée à la personnalité du roi Ladislas V, tenu généralement pour une marionnette entre les mains de l'empereur, mais surtout du comte de Cilly et des autres magnats, ennemis des Hunyadi. Ce fait s'insinue comme un cliché dans les messages transmis de Milan par les orateurs suscités. Certains détails qui y sont révélés (corrélés à d'autres données) esquissent pourtant l'image d'un roi plus volontaire, avide de pouvoir et de gloire à son compte. Même si la tutelle de Cilly ne peut toutefois être niée, et encore moins les conseils qu'il recevait constamment de la part de conseillers chevronnés (dont surtout Jean Vitez, l'ancien précepteur ou éducateur des fils de Jean Hunyadi), le roi n'apparaît plus comme un simple instrument. Le souverain, délié de certaines contraintes après la mort de Jean Hunyadi, rêve, semble-t-il, de continuer la croisade à son compte, comme pour suivre une vocation confiée par la grâce divine. Il se voulait l'initiateur de grands exploits chrétiens dans le contexte du plan du sultan de se venger cruellement des « giaours ». Il est évidemment difficile de préciser dans quelle mesure ces idées lui appartenaient ou étaient le fruit des conseils que lui donnaient des gens mûrs et expérimentés (Jean Vitez aurait eu la réputation d'un « faiseur de rois », de dirigeants politiques) ; néanmoins, le jeune souverain commençait, semble-t-il, à avoir foi dans sa supposée étoile de leader.

L'histoire a voulu finalement que ce soit autrement, et la gloire posthume resta du côté de Jean Hunyadi et de son fils, Mathias, deux personnalités d'envergure européenne, le père devenant « le dernier grand croisé européen », mais aussi une sorte d'empereur messianique, et le fils, une figure de la Renaissance pleine de vertus, aspirant aux lauriers de la couronne impériale et considérée par le peuple comme l'incarnation de la justice. Autant d'aspects qui se sont répercutés en fin de comptes sur toute la République chrétienne européenne – dirigée par des empereurs –, obligée de faire face au plus grand ennemi qu'elle ait connu jusqu'alors, l'Empire ottoman. Parmi les héros chrétiens à fonction impériale on doit désormais placer aussi Jean Hunyadi qui, selon une prophétie, était destiné à anéantir les Ottomans et à restaurer l'Empire Romain d'Orient, en tant que membre distinct de la Chrétienté unifiée²⁷.

²⁷ D. I. Mureşan, *Le Royaume de Hongrie...*, p. 490.

ANNEXES DOCUMENTAIRES

1. Rome, le 27 avril 1456

Illustrissime ac potentissime princeps et domine mi colendissime²⁸,
 Post affectuosam recommendationem, ritourna da la Illustrissima Signoria Vostra, lo/ Magnifico et spectabile cavaleo messere Sceva, instructissimo del tutto, tanto del passato como de lo presente. Solo per/ questa notifico a essa Vostra Signoria che havemo nova como Iohanne Vvayvoda, alias governatore de Ungaria²⁹,/ con molti baroni et altri, ha preso la Croce contra lo Turcho. Lo despoto de Servia³⁰ è liberato, de l'acor/do tra el Re³¹ e lo ditto governatore non havemo altro, ma spero tandem seguira. Io per le mee lettere/ ne ho molto confortato la Soa Sanctita et cossi lo governatore. Ceterum, Signore mio, prego la iustissima/ Signoria Vostra che presto me facia fare restitutione de li mei beni, liqualli tanto tempo ha occupati Mar/tino Grasso. Per sollicitare la Vostra Benignità, ho mandato uno mio capellano et secretario, prete Stephano/ de Robijs, como altra volta, ho scritto ala Excellentia Vostra li instrumenti et lettere autentiche sopra questa cosa/ fano piena prova et sententia.

Ex Castro Iubilei, XXVII^a Aprilis, 1456.

Eiusdem Vestre D<ominationis>

Fidelis Servitor Iohannis, episcopus Papiensis³², manu propria³³.

2. Venise, la 18 juin 1456

Signore,

Questa maytina ho recevuto le littere de Vostra Eccellenza de XV del presente. Respondero ad le parte necessarie [...].

De novo non c'è cossa veruna, salvo ch'el Turcho era venuto verso le parte de Valachia et del/ despoto de Rassa cum grande zente. El quale despoto, credendo venesse cum dexordine,/ cum alchune zente, circha persone VIII m<illia>, ando per assaltarli. Ma trovo li Turchi bene/ in ordine et hebe la pezore. Ne rimasero prexi et morti la piu parte d'essi VIII m<illia>./ Poy el prefato Turcho sente ch'el Papa, la Maestate de Re d'Aragona et ducha de Borgogna andaveno/ o vero mandaveno alchuna possanza verso Constantinopoli, delibero de retornare indrieto/ per provedere a dicta cita de Constantinopoli. Et cossi ritorno cum una parte de sue/ zente piu utile. Li altri sono restati ad danni del prefato despoto e de Valachi./ El Bianco sta la vicino, ad la guarda del Danubio, aspeta grande exercito de/ Ungari, quali non porano meterse in seme fine non sia facto el ricolto,/ quale sera

²⁸ Le présent rapport, à côté des autres suivantes, est adressé à Francesco Sforza, duc de Milan.

²⁹ Jean (Iancu, Ianko) de Hunedoara (Hunyadi), mort en août 1456, a été voïvode de Transylvanie (1441–1446), gouverneur de Hongrie (1446–1452), mais aussi comte de Timis (aujourd'hui en Roumanie), de Bistrita (aujourd'hui en Roumanie) etc.

³⁰ Georges Branković (1427–1456), au début knèze et à partir de 1427 despote.

³¹ Ladislas V le Posthume.

³² Pavie (en Italie).

³³ ASM, ADS, Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n.

facto ad kalendas d'agosto. Queste sono novelle portate per uno Venetiano, persona/ intendente partito dal Bianco da XVIII di in qua.

La peste fa pur ognia di qualche dano. Heri ne morino quatro, Merchore dui/ Marte dui, Lune nissuno. Qua non se guardino piu como non li fosse/ peste. Et questo procede perche non è salvo in zente minuta. Ricomandomi/ ad Vostra Eccellenza et suplico ad quella voglia fare pagare l'andata mia de uno mexe/ ad Arasino da gallara, perche holli impremutati da sui responsalli qua,/ per potermi levare et havere qualche dinaro da spendere per camino.

Datum Venecijs, die Veneris, XVIII Iunij, 1456.

Fidelis servus Antonius Guidobonus³⁴.

3. Wiener Neustadt, le 23 juillet 1456

Illustrissime princeps ac excellentissime domine, domine mi colendissime,

Post affectuosam recommendationem de di XVI de questo mese, gionse qui/ ben visto da lo Imperadore et tutti de la soa corte, ho trovato le cose tanto destonze che non è stato modo de intra/re anchora el fatto nostro, e de di in di havemo tante dolorose novelle del Turcho, che anchora mal s'è potuto/ parlare d'altra cosa. El Turcho si è venuto in persona con grandissima multitudinede genti de ogni natione, et/ a miso el campo a Nanderalba³⁵, la qualle è logio dextro de lo Regname de Ungaria, et, como se scrive, ha bene/ ducento galee et ha fato uno ponte sopra Sava fiume, et po transcorrere fin a la Schiavonia³⁶. Veda la Signoria/ Vostra in que termini è la Christianita et nessuno principe se move a dare adiuto, salvo che quello degno/ de ogni honore Johanne Vvayvoda, strenuissimo Christiano, fa tutto quello po, et si è con quello exercito ha/ potuto mettere in scema a fronte de la possanza del Turcho. Ma se non ha altro adiuto non potera durare./ De lo fato nostro non s'è nova altramente la Signoria Vostra fin che Alberto cavalaro retorna. Quanto piu tosto valero el tempo/ non mancaro de mente.

Repente ex Nova Civitate, XXIII^a Iulii, 1456.

Eiusdem Vestre D<ominationis>

Fidelis Servitor Johannes, episcopus

Papiensis etc., manu propria³⁷.

4. Vienne, le 4 août 1456

Illustrissime princeps ac potentissime domine mi,

Post affectuosam recommendationem, io scrissede Nova Cita³⁸ a la Vostra Signoria como per certo respecto in quilli primi/ giorni de la mia venuta, non

³⁴ ASM, ADS, Potenze Estere, Venezia, carteggio 343 (1456), fascicolo 6 (giugno), s.n.

³⁵ Belgrade, aujourd'hui la capitale de la Serbie, à l'époque forteresse hongroise.

³⁶ Région historique, à l'époque sous l'autorité du roi hongrois.

³⁷ ASM, ADS, Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n.

³⁸ Wiener Neustadt, en Autriche.

haveva habiuto oportunita de tractare el fatto nostro. Anche lo Imperadore era molto im/plicato et affanato per la differentia è tra luy e lo Re de Ungaria, e per che certi baroni et gentilhomini erano congregati/ contra de la soa Serenita. Passati alchuni giorni, me è convenuto venire qua per tractare lo acordio, ho per pace, ho per/ tregua, Dio me daga la gratia de fare l'uno o l'altro. Le cose sono molto desquaturnate, nientedemeno io disse a lo/ Imperadore volesse fare qualche pensare sopra el facto etc., tanto che io retornasse da la soa Signoria. Sorrise et disse/ lo voleva fare. Tegnaro allerto cavalaro tanto abbia fato qualche cosa degna de remandarlo, faro ogni diligentia/ como de mia cosa. Ceterum, a fin che la Signoria Vostra sapia quanta gratia abbia facta Dio a lo exercito de Christiani/ contra el Turcho, mando la copia de le lettere de quello Strenuissimo e Christianissimo Signore, Johanne Vvaivoda, conte de/ Bistricie³⁹, el qualle, se non fusse lo Turcho, havereva gia fato una grande parte de la soa volunta. Sera bono che la/ Excellentia Vostra ne facia qualche bona demonstratione, como è acostumato a fare in simile grande e bone novelle. Lo/ Re, como ho inteso, mandara uno so caro famiglo, messere Giorgio, preposto de Posonio⁴⁰, mio amicissimo, dala Signoria Vostra,/ ma in prima andara a Roma. Prego la Signoria Vostra voglia havere raccomandata la giesa de Pavva e quilli homini de lo/ veschoato.

Ex Vienna, IIII^a Augusti, 1456.

Eiusdem Vestre D<ominationis>

Fidelis Servitor Johannes Episcopus

Papiensis, manu propria⁴¹.

5. Wiener Neustadt, le 29 août 1456

Copia

Illustrissimo Signore mio,

De novelle di Turchi poso la victoria de Nandoralbe⁴², de la quale scripsi/ a la Signoria Vostra, et mandai la copia de le lettere de Jo<hanni> Vayvoda, è sequita la morte del dicto Jo<hanni> Vayvoda. Item se dice della morte del Grande Turco./ Item se dice che li Turchi sono caciati de Constantinopoli, non lo credo bene./ Lo Re se tira in lo Reame de Ungaria. El Conte de Cili⁴³ fa tucto./ Monsignore de Sancto Angelo⁴⁴ è in Nanderalba. Grande quantita de cruci/ signati vano la. Io in tre di ne ho mettuto fora de Vienna circha/ VI m<illia> bene armati, et li ho acopagnati⁴⁵ fine alle

³⁹ Titre porté par le même Jean de Hunedoara, selon le nom d'une unité territoriale (*districtus*) transylvain, située aujourd'hui en Roumanie.

⁴⁰ Le nom latin de la capitale actuelle de la Slovaquie, à l'époque ville en Hongrie.

⁴¹ ASM, ADS, Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n.

⁴² La victoire de Belgrade (juillet 1456).

⁴³ Ulrich von Cilly, grande noble autrichien-hongrois, allié secret des Turcs.

⁴⁴ Juan de Carvajal, cardinal de Saint Ange (Sant'Angelo), entre 1447 et 1469.

⁴⁵ Correct *acompanati*.

nave, et lo Re spesso è/ venuto ad vedere. Se Dio me⁴⁶ da gratia de fare questa pace, ho speranza/ se ordenara grande exercito in questo paese maxime per lo anno sequente. Ex Nova Civitate⁴⁷, XXVIII Augusti, 1456.

Servitor Johannes Episcopus Papiensis, manu propria⁴⁸.

6. Wiener Neustadt, le 1^{er} décembre 1456

Illustrissime princeps et Excellentissime domine, domine mi singularissime, Post recommendationem, non se maravegli/ la I<Illustrissima> S<ignoria> V<ostra> io so stato longo in avisarla de quanto ho seguito da poy gionto qua. La/ casone è questa che io sonno stato in camino vintidoy di prima sia gionto qua./ prima siando conducto al Lago de Garda per passare expeditamente ad Riva per/ andare ad Trento. La fortuna de quello lago me tenne tri di li, prima potesse/ passare, et deliberando io pur de passare, me misi in pericolo de anegare con tucti./ pur Deo dante passay. Preteara siando la guerra in piedi in queste parte./ se ho voluto passare per alchuni lochi del Conte de Cile, me ha convenuto havere/ salvoconducto. Preteara li inimici erano acampati appresso ad uno loco chiamato/ Sottovienna, longo ventimiglia de Cita Nova, per lo quale loco me fo bisogno passare./ perche non haveva altra via da potere fare, et andandogli foy in grandissimo pericolo/ de essere preso, et quando fuy gionto al dicto loco, me fece bisogno expectare li con/ grandissimo discunzo mio et delli cavalli, per fino che ebbi scorta et compagnia de/ condurme ad Civitta Nova. Siche, Signore mio, io ho facto piu c'ha fece Carlo in Franza/ ad condurme sicuro qua, che non sia male acapitato. Delle conditione et extremitade/ de queste guerrequesta.

Per ritornare ad quanto ho exequito da poy, so gionto qua ad Nova Citta, adviso la Signoria V<ostra>/ che ritrovay Monsignore de Pavia essere partito da Nova Citta et esser andato/ ad Norumberg⁴⁹ quindece di prima arivasse qua, perche ad Norumberg conve/veno tutti li principi de Alemagna et li ellectori del Imperio et doveva/ andarli la Mayesta Imperiale, quale è stata citata dalli ellectori che debbia essere/ li, una cum li altri principi, el di de Sancto Andrea proximo futuro⁵⁰, per tractare la/ destructione del Turcho, quantunqua secondo intendo dicta Mayesta fa poco pensiero/ de andare al dicto Concilio, rasonase che gli mandara uno de soy, ma che non gli/ andara la Mayesta soa. Deche vedendo io non gli essere dicto Monsignore, et inten/dendo che la paternita soa non era per ritornare qua, et siando dicto loco de No/rumberg multo piu distante de qui che non è Milano, deliberay intendere la/ volonta della Maesta Imperiale de quello doveva intendere per mezo del dicto Mon/signore, zoe circa lo annuo censo et lanciate, quale non intendeva la Vostra Signoria/ fare, et cussi ancora intendere qualche cosa della summa che intendeva volere sua/ Mayesta per le bolle et littere della confirmatione del Ducato,

⁴⁶ Suivi par *f*, barré.

⁴⁷ Wiener Neustadt, en Autriche.

⁴⁸ ASM, ADS. Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n.

⁴⁹ Nürnberg, en Allemagne.

⁵⁰ 30 novembre, comme dans le calendrier orthodoxe.

anday ad trovare uno Fede/rico, figliolo de uno misser Zuhanne Jacomo, fisico dal Imperatore, quale è Taliano/ et è da Romano. El quale Federico è uno bello et apto giovene, et taglia de/ nanti al Imperatore et è multo amato dalla Maesta soa, et questo perche siando io andato/ prima da uno secretario imperiale chiamato misser Johanne de Intropach et pregatolo/ facesse noto alla Maesta Imperiale che io era uno mandato dalla V<ostra> S<ignorìa>, che era venuto/ per conferire alchune cose con Monsignore de Pavia, spectante in beneficio della dicta/ soa Maesta, et che non trovando la paternita soa qua, volentiera faria intendere// dalla dicta Mayesta quello voleva farli intendere per mezo del dicto Monsignor. Et lo/ dicto misser Johanne me rispose che non gli paria bene gle lo dicesse luy per bono ris/pecto, ma che intendeva a fare et darne ogni favore. Siche per dicta casone an/day ad ritrovare dicto Federico, con lo quale presi bona amititia l'altra volta,/ che venni qua. Et s'el patre fosse stato qui, saria ancora piu tosto andato dal/ patre, ma era absente de qui, perche lo Imperatore lo haveva mandato ad medi/care lo vescovo de Salxpurch⁵¹. Et in effecto dicto Federico ando illo instanti/ dalla Mayesta Imperiale et si gli dixè quello haveva pregato che dicesse dicto misser Jo/hanne Intropach, secundo ho dicto de sopra, de che pare secundo me referi dicto Federico che/ la dicta Mayesta intendesse volentiera la mia venuta. Et commise in continenti/ ad Monsignor lo vescovo Gurcense et ad misser Ulrico redrar soy con/sigliari et delli primi et piu amati che habbia, che me volesseno intendere, et/ referire poy. Et intesa tale commissione subito me transferiti da l'uno et/ da l'altro. Et ad tutti doy, simul et separatim, con bon modo gli feci intender quanto/ haveva per la mia instructione, pregandoli che volessero ricordare et persuadere alla/ Mayesta Imperiale che se dignasse ritrare et rimuovere del animo la domanda de al/chuno annuo censo, et similiter delli stipendi et lanciate fuora d'Italia, perche saria/ quando sua Mayesta volesse persister in tale dispositione conceder alla V<ostra> S<ignorìa> il ducato obli/gatorio, et non libero come l'hanno posseduto li precessori della V<ostra> S<ignorìa>, che quella non/ accepteria may obligatione alchuna piu che habbiano havuto li soi precessori, et/ che V<ostra> S<ignorìa> sperava per la devotione et affectione ha in verso soa Maesta et lo Sacro Imperio, che/ non tanto la sua Maesta concederia alla V<ostra> S<ignorìa> il ducato libero, como l'havevano havuto/ li altri soy precessori, ma li concederia multo piu ampli et liberali et honorevoli/ privilegij. Preterea li pregay che oltra questo se operasseno farne intendere qualche/ cosa della summa intendeva avere la Maesta Imperiale per li privilegij del ducato, perche quando/ la S<ignorìa> V<ostra> intendera che la dicta Mayesta se removea d'animo de concederli el ducato obli/gatorio et oneroso, et che gli voglia concedere liberi et honorevoli privilegij, et che sua/ Mayesta se reduca per tale concessione al una honesta et condecete summa, et alla S<ignorìa> V<ostra> tol/erabile, che inmediate havuto, haverà V<ostra> S<ignorìa> tale aviso da mi della bona dispositione/ della prefata Mayesta, la dicta V<ostra> S<ignorìa> mandera qua uno suo oratore honorevole con/ pieno mandato de poter tractare tale materia et de concludere et fare quanto sara circa/ zo expediente. Quale

⁵¹ Salzburg, en Autriche.

oratore era ellecto et non havera se non montare ad cavallo/ et vignir via. Et in fine ad questi tali duy consiglieri ad ognuno da per si ho/ ricommandato lo facto della S<ignoria> V<ostra> circa ad quanto sara expediente, et per parte della V<ostra> S<ignoria>/ gli ho facto proferte assay honeste, et cum moderatione tamen. Et loro multo largamente se sonno proferti a fare mirabilia per la V<ostra> S<ignoria> questi duy. Et misser Johanne Ungnot,/ quale è camerastro, sonno li principali de auctorità appresso la Maesta Imperiale, dicto/ misser Johanne non è qui, perche è ad uno suo castello, ma se aspecta qui de di in di,/ quando sara venuto lo andaro ad trovare, et faro lo simigliante che ho facto con li altri duy,// advisando la V<ostra> S<ignoria> che siando qui lo doxe Sigismundo de Ispruch⁵², quale è uno grande/ et potente signore in queste parte, lo anday ad visitare, et quantunqua non havesse/ littere de credenza, et facta de zo condigna excusatione, lo confortay per parte de la S<ignoria> V<ostra>/ et si gli dixi lo facto perche era venuto, ricommandandoli lo facto della S<ignoria> V<ostra>, et che/ li piacesse volere interponere l'opera et auctorita della soa Signoria con la Maesta Imperiale/ ad farla condescendere ad cose honeste et che volesse acceptare la V<ostra> S<ignoria> per suo bono/ et devoto servitore et del Sacro Imperio, et che con sicurtà ricoreva alla S<ignoria> soa attenta/ la singulare affectione li portava la V<ostra> S<ignoria>, et che non dubitava che quando la Signoria V<ostra> in/tendera che soa Signoria sia qui, che essa li scrivera quanto accadera. Et la soa Signoria gratiosa/mente me intese, et si me rispose che portava singulare amore et affectione alla/ S<ignoria> V<ostra>, quale haveva et reputava per bon et caro fratello, et che faria tale opera che la/ S<ignoria> V<ostra> intenderia che havesse facto qualche cosa, et che haveva summo piacere a fare cosa/ grata alla V<ostra> S<ignoria> per respecto alle virtude soe. Et monstrosse con mi multo affectio/nato alla V<ostra> S<ignoria>, et ha havuto grato esser richiesto per li favori della S<ignoria> V<ostra> et ad mi/ per respecto della S<ignoria> V<ostra> monstra familiarita et benivolentia assay, et ha voluto tre/ volte che disui et ceni con la soa Signoria. La quale soa Signoria per quanto intendo ha multo bene/ parlato con la Maesta Imperiale in favore et beneficio della V<ostra> Signoria pur ritornando alla/ commissione de Monsignore Guercense, et de messer Ulrico. Prima che io habbia potuto hevere/ de loro la risposta della intentione dello Imperatore, me hanno tenuto vintiquattro di/ non obstante che li habbia nontando sollicitati ma importunati, certificando la S<ignoria> V<ostra>/ che questa è la piu longa corte che sia al mondo in le soe expeditione. Tandem heri/ me fecero per parte del Imperatore questa risposta ad quanto haveva proponuto, zoe che/ atteso la Maesta Imperiale la instantia che la S<ignoria> V<ostra> haveva piu volte facta, et per messi,/ et soy oratori, et qui et in le parte d'Italia, poy tandem per Monsignor de Pavia,/ che la soa Maesta era inclinata et bene hedificata et disposta a fare verso la S<ignoria> V<ostra> de/ quelle cose li siano grate attento la virtude della S<ignoria> V<ostra>, et anche perche spera domati essere/ bono devoto del Sacro Imperio, ma che non voleva precise respondere altramente circa/ al facto del censo, ne delle lanciate per soa

⁵² Innsbruck, en Autriche.

Mayesta adimandate, perche vole sia soa/ liberta lo adimandare et permutare et addere et diminuire come li piace, et che/ quando per lo oratore della V<ostra> S<ignoria> havera inteso la volunta della S<ignoria> V<ostra> che allora forsi/ secondo se praticaranno le cose, tale adimanda se potera permutare per qualche bona via/ in altre cose, per modo che la V<ostra> S<ignoria> venera ad esser satisfacta, et similiter non li pareva/ dire altro della summa intendeva adimandare, perche soa Mayesta vole potere con lo oratore/ parlare de quanta summa li pareva, et ridurse poy et firmarse ad quella li parera. Et che/ ne del censo, ne delle lanciate, ne del numero della summa non intendeva fare altra/ risposta, perche non intendeva essere privata soa Maesta del adimandare, et che voleva che queste/ cose stesseno in soa liberta. Et ha dicto tandem che scriva alla S<ignoria> V<ostra> che mandi liberamente/ lo suo oratore con pleno mandato circa la materia, et che la Mayesta soa tractare et fara/ tractare la cosa con quanta piu satisfacione della S<ignoria> V<ostra> li sera possibile con honore del// Sacro Imperio. Et questa in summa è stata precise la risposta. Et replicandoli pur per inten/der qualche cosa piu chiaramente, me risposero che non replicasse piu che non haveria/ in mille anni altra risposta, partito alhora con questa risposta, da poy disnare ritor/nay da messer Ulrico, che fa bon Taliano, per vedere se poteva intendere altro, et in/ conclusione luy me disse: “Domine Johannes, non cercati altro per adesso, scriviti libera/mente al Signore Vostro che mandi qua lo suo oratore, che per quanto ho compreso della mente/ della Maesta Imperiale le cose del Vostro Signore passeranno per bona via”. Et che ancora non havea/ may soa Mayesta facto simile parlare, per lo quale conosceva soa Mayesta esser inclinata/ ad fare delle cose grate ad V<ostra> S<ignoria>, et multo me ha confortato ad scrivere alla S<ignoria> V<ostra>, / che mandi lo oratore qua. Questo è in summa quanto ho potuto et saputo ritrare de qui./ La Signoria V<ostra> e piu prudente de mi et sa quanto ha ad exequire circa zo, ma, per quanto io/ ho potuto intendere, io spero che mandando la signoria V<ostra> lo oratore che fara bon/ fructo. Et lo Signore duca Sigismundo me ha dicto che voglia scrivere alla S<ignoria> V<ostra> et/ confortarla ad mandare l’imbasciatore. Io exequiro quanto me sara mandato et scripto/ per la Vostra Signoria. Circa ad questa parte, io non scrivo altramente, resta ad ad/visare la S<ignoria> V<ostra> delle nove de qua.

<S’ensuit une partie chiffrée, formée de 10 lignes>

Qua se dice ch’el Conte de Cile è morto, et che lo figliolo della bona memoria de Zohanne/ Uniad lo habbia amazato sotto pretexto ch’el dicto Conte de Cile voleva amazare/ luy. Et questo è stato in Ungaria, et alchuni pensano male del stato del Re de Un/garia, perche dicto Conte de Cile faceva fare al dicto Re su et giu, come voleva/ luy. Et Ungari sonno infideli et imbecilli et inconstanti homini verso li loro Signori, / et maxime li principi. Et se dice etiam che tutti li consiglieri et grandi mae/stri che erano con el Conte de Cile siano presi et sostenuti, et che tucta la robba/ et havere havea con si el dicto Conte de Cile sia stata saccommanata. Et in queste/ parte ognuno se ralegra della morte del dicto Conte de Cile, et qua communiter/ se dice che era casone de questa guerra che se faceva al

Imperatore, et che era uno/ Tiranno che voleva guastare et mettere male usanze et graveze in tucta Alemagna,/ et piu se dice che ha lassato per testamento tucto lo so dominio et havere al Re de/ Ungaria, et piu se dice che non ha figlioli, ne figliole, et che ha piu terre et lochi/ apartinenti al Imperio, et che lo Imperatore intende de haverli, perche non ha potuto testare// de feudi et de cose pertinente al Imperio. Alchuni pensa et crede che questa morte/ sara casone de suscitare de grandi mali in queste parte.

Duy deli principali che fanno la guerra al Imperatore, che sonno soi soditi como/ sariano quelli de Corezo subditi della Signoria Vostra, quali faceanno, hanno facto et/ fanno la guerra con lo favore, adiuto et instigatione del dicto Conte de Cile/ et del Re de Ungaria et de alchuni altri Signori de Alemagna, loro colligati, sonno/ venuti qua dalla Mayesta Imperiale con salvoconducto del Imperatore per tractare/ accordo, o tregua, o pace, lo quale accordo, tregua o pace se stima per ognuno/ che havera logo si, perche per casone della dicta guerra è multa penuria et extre/mita in questa terra, quale è assediata de ogni bene, et si per respecto della/ dicta morte del Conte de Cile, quale tegniva et ha tenuto et mantenuto in/ piedi dicta guerra, perche li dicti principali non sonno possenti da per loro ad/ mantenere la guerra, siche se crede inanti siano diece di che la pace se pu/blicara, advisando la Signoria V<ostra> che ogni di per fino ad meza nocte se sta in consul/tatione sopra el facto della dicta pace, in la corte del Imperatore, quando piu/ stricta guerra haveva, piu se attendeva ad balare et danzare et ad giostrare,/ che credo tucto era per non monstrare al populo suo che se facesse stima de dicta/ guerra. Ma bene certifico la Signoria V<ostra> che per fino qui la Mayesta soa ha dispeso in/ questa guerra et per casone de questa guerra delli ducati CL m<ilia>.

Io ho voluto sentire della sconfitta de Turchi et trovo per tre o quattro persone con/ chi ho parlato, quali se sonno personaliter ritrovati in quella guerra, et chi de loro/ fo ferito et chi strupiato de schiopetti in quella guerra et sconfitta. Et dicono/ che li Turchi hanno havuto poca rotta, et che se ritrovano essere morti tanti/ Christiani quanti Turchi, et che lo maggior danno che habbiano havuto Turchi è/ la perdita delle munitione et della armata d'aqua. Et dicese che lo Turcho fa/ maggior apparato ad guerra che may, et ch'el fa come fa lo lione quando è/ stimolato et irritato, che butta la bava per tucto. Et per de qua li passano tanti/ che vanno contra el Turcho che è una meraviglia, et multi ritornano in/ drieto che dicono che non se trova da mangiare in quelle parte, perche nel ritornare/ ha facto el Turcho in drieto, perche li Christiani non el possano seguitare,/ ha facto brusare piu de vinti giornate de paese et de boni lochi. Pur questo/ concilio che se fa ad Norumberg se fa a fine che le gente che sonno adviate/ drieto al Turcho de Christiani, che se dice essere delle persone LXX m<ilia>, non ritor/ni in drieto, et che habbiano da mangiare et de substenarse per fino alla prima/vera et dicese che quando habbiano da vivere se uniranno delle persone CC m<ilia> Chri/stiane per andare contra el Turcho.//

Preterea io ho inteso in questo di dal cancelliero dal Duca Sigismundo che/ li Ungari, zoe li principi de Ungaria et lo figliolo del antedicto Zohanne/ Uniad, da

poy ch'el figliolo del dicto Iohanne⁵³ have amazato lo Conte del Cile⁵⁴,/ che hanno presa tucta la famiglia del Re d'Ongaria et lo duca de Baviera,/ che era con lo dicto Re. Et lo dicto Re se dice essere honestamente sostenuto,/ et dubitase che non accapiti male, perche li Ungari sonno mala gente et infideli, et/ questo Imperatore cerca de dare al dicto Re qualche favore et adiuto, s'el pora;/ tutti questi paesi de za sonno in guerra et in tribulatione, il perche conforto la/ S<ignoria> V<ostra> che quando deliberi mandare lo oratore qua che lo mandi presto, perche so/ de parere che stagando le cose cussi in guerra, lo Imperatore haverà piu spesa/ et per consequens piu tosto se concludera lo facto della S<ignoria> V<ostra> per tohare dinari. Ri/cordo ancora ch'el bisogna ch'el oratore mandandolo qua la S<ignoria> V<ostra> porti dinari/ da donar ad alchuni grandi maistri per accunzo del facto della S<ignoria> V<ostra>, perche questa/ Corte sta tucta in expectatione de tohare dinari per le proferte che altre volte/ gli sonno state facte. Ben adviso la S<ignoria> V<ostra> che io spero che se fara cum meno dinari/ assay che non diceva Monsignore de Pavia, el quale diceva che la S<ignoria> V<ostra> non/ posseva fare cum mancho de XII m<ilia> ducati ad dare in qua et in la per tributi, perche/ el me basta l'animo cum quattro milia ducati, et ancora cum tre milia de fare ad/ sufficientia contenti tutti quelli che saranno da tributare et cum meno non me pare/ se possa accunzamente fare. Io exequiro quanto per la V<ostra> S<ignoria> me sarà scripto et ordi/nato. Ceterum ricordo alla S<ignoria> V<ostra> che, mandando lo oratore qua, li faza portare/ uno sigillo della S<ignoria> V<ostra> per potere fare littere de credenza et altre littere che acca/desseno ad persuasione et bono accunzo della materia. Qua se rasona et se stima/ et spera ch'el Imperatore se accordera per ogni modo cum questi soy inimici, et che con/ dicta gente inimica, quale fara soe stipendiate soa Maesta, se partira et andara/ ad pigliare le terre et luochi del prefato quondam Conte de Cile. Altro non/ me occorre al presente, se non che me ricomando sempre alla V<ostra> I<llustrissima> S<ignoria>.

Ex Nova Civitate, prima Decembris, MCCCCLVI.

E<iusdem> Ill<ustrissime> D<ominationis> V<estre>

Servitor devotissimus, Iohannes de Ulesis⁵⁵.

⁵³ Ladislas de Hunedoara (décapité en mars 1457), le frère de Matthias Corvin, le futur roi de Hongrie.

⁵⁴ Tué en novembre 1456.

⁵⁵ ASM, ADS, Potenze Estere, Germania, carteggio 569, fascicolo 7, s.n.

**ENTRE LES CONTRAINTES DE L'ÉTAT ET CELLES
DE L'ÉGLISE : IDENTITÉ ET ALTÉRITÉ À TRAVERS
LES MARIAGES MIXTES EN TRANSYLVANIE
À L'ÉPOQUE MODERNE**

IOAN BOLOVAN,
MARIUS EPEL et LIANA LĂPĂDATU

L'identité de l'individu humain suppose son appartenance à une communauté religieuse, à un groupe ethnique, à une nation, appartenance soit héritée soit acquise pendant la vie à travers le processus de socialisation. En d'autres termes, la diversité ethnique de l'humanité s'est exprimée de manière concurrentielle par la relation **nous** et **eux**, sur laquelle est fondée aussi la conscience nationale. C'est sur ces assises que chaque nation s'est forgée une image de soi, tout en se rapportant aux **autres**. Tout au long de l'histoire, la plupart des peuples d'Europe centrale et du Sud-Est ont vécu dans un état d'insécurité quasi permanente en ce qui concerne les frontières et leur identité ethnique et confessionnelle. Un pareil héritage géopolitique a évidemment laissé des traces profondes dans la conscience collective, chaque génération inventant et sédimentant des clichés, « des mentalités et des images ethniques, tant de soi que des autres, qui sont devenues au fil du temps des normes normales de la vie quotidienne. La suspicion à l'égard des voisins, l'appréhension des allogènes se sont transformées, consciemment ou non, dans des coordonnées du comportement ethnique. Chez ces peuples, le souci pour l'affirmation de l'identité nationale a acquis des proportions exagérées, l'ethnicité devenant synonyme de la survivance¹. Il est extrêmement intéressant dans un tel contexte de reconstituer les attitudes des individus de la zone central-européenne à l'égard du mariage mixte et de la manière par laquelle, parmi d'autres mécanismes sociaux et politiques, il pouvait conduire dans le temps à une altération de l'identité ethnique et confessionnelle.

Le mariage a représenté, au moins jusqu'au modernisme, la modalité essentielle de fondation une famille, de légitimation sociale de l'existence d'une institution essentielle dans l'histoire de l'humanité. Par le mariage, le couple formé d'un homme et d'une femme, ainsi que de leurs descendants biologiques, entrait dans le cycle cosmique de la vie et de la mort. Le mariage était considéré comme un acte fondamental, sacré, divin, unique, comme un mystère, pareillement à la naissance et à la mort. Si le mariage a été investi d'une telle valeur, c'est justement pour défendre la vie familiale des caprices humains, des influences païennes, pour que la famille

¹ Lily Rain, *Familia etnică mixtă. Județul Covasna, Sfântu Gheorghe*, 2001, p. 16–17.

puisse remplir son rôle économique, social et culturel². Comment l'Église et l'État ont-ils normalisé cette question, quelle a été l'attitude des habitants de Transylvanie de la fin de l'époque moderne à l'égard des mariages mixtes ? En parlant avec sa fille, Persida, au sujet de l'amour de celle-ci pour Ignatius Huber, Mara (le célèbre personnage féminin du roman homonyme écrit par Ioan Slavici) avouait : « Dieu sait combien j'ai pensé à vous, combien j'ai peiné pour vous, combien mon cœur a souffert pour vous, donc Il ne peut pas m'infliger une telle peine. Si je te voyais morte, je perdrais le bonheur de ma vie, mais je me dirais au moins que d'autres mères ont vécu elles aussi un pareil moment, et finalement je me consolerais. Cependant personne de ma famille n'a souillé son sang ! »³. Après la naissance de son petit-fils, lorsqu'il était question de le baptiser dans une église catholique de rite romain, Mara était devant un grand dilemme : « Mara souffrait en sachant que son petit-fils ne serait pas un vrai chrétien, mais elle reconnaissait que c'était la seule possibilité de dompter Huber l'obstiné »⁴. Quelle est la part de la fiction ou de la réalité dans ces passages du roman que Slavici avait écrit à la fin de 1894 ? Voyons deux autres passages, tirés des mémoires que l'écrivain originaire d'Arad avait écrits à partir de l'an 1924 : « Les Roumains ne vivaient pas ensemble, mais aux côtés des autres, en paix, il est vrai, mais pas ensemble. Ce n'était pas mon cas, bien que ma mère n'arrêtât pas de me répéter qu'il ne fallait pas partager la même assiette avec les étrangers »⁵. D'autre part, lors des pèlerinages annuels qu'on faisait le 15 août au monastère romain-catholique Maria-Radna, les groupes de pèlerins passaient juste devant la maison de Șiria où l'écrivain avait passé son enfance, dont les parents avaient maintes fois été tentés de se joindre à ceux-là. « Pour mon grand-père, toute pensée de ce genre était un péché. Dans sa tête, Dieu ne pouvait aimer que la peine de ceux qui se rendaient à l'un des monastères orthodoxes, donc vraiment chrétiens »⁶. Assurément, de pareils textes, qu'ils soient des fictions ou des mémoires, contiennent une grande part de vérité, mais les absolutiser n'aide pas à reconstituer un phénomène extrêmement complexe, avec des connotations démographiques, ethno-confessionnelles, sociologiques, culturelles etc. À quel point ces textes que nous venons de mentionner sont-ils utiles à l'historien ? Naturellement, de pareils témoignages littéraires autobiographiques surprennent aussi des comportements démographiques réels, des clichés et des préjugés ayant influencé de manière décisive le marché matrimonial dans la Transylvanie des dernières décennies du XIX^e siècle. Les textes de Slavici surprennent en même temps un monde qui bouge, ils mettent en évidence les attitudes conservatrices du grand-père de l'écrivain ou de Mara à l'égard du mélange ethnique par le mariage ou par l'adoption d'autres pratiques religieuses, sociales etc.

² Sorina Paula Bolovan, *Familia în satul românesc din Transilvania. A doua jumătate a secolului al XIX-lea și începutul secolului XX*, Cluj-Napoca, 1999, p. 151.

³ Ioan Slavici, *Proză. Povești. Nuvele. Mara*, édition par D. Vatamaniuc, vol. II, Bucarest, 1979, p. 345.

⁴ Ibidem, p. 506.

⁵ Ioan Slavici, *Lumea prin care am trecut. Memorialistică. Publicistică*, édition par Constantin Mohanu, Bucarest, 2004, p. 112.

⁶ Ibidem, p. 118.

ainsi que les ouvertures mentales vers l'interculturalité – illustrées aussi bien par Persida et Natl que par l'écrivain lui-même (sujet lui aussi d'un pareil mariage). Le cas de Slavici est d'ailleurs symptomatique pour milliers d'individus ayant vécu dans des espaces multiethniques et pluriconfessionnels⁷.

Les autorités de l'État dualiste de même que toutes les confessions reçues de Hongrie ont prêté une attention toute particulière aux mariages mixtes et à l'éducation des enfants issus d'une telle union. Tout le monde sait que la Hongrie, comme l'autre moitié de l'Empire austro-hongrois, a été avant la première conflagration mondiale l'un des pays les plus hétérogènes en Europe en ce qui concerne les nationalités et les confessions : 14 nationalités (comptant chacune au moins 10 000 individus) appartenant à sept religions⁸. Les réalités d'une Transylvanie multiethnique et pluriconfessionnelle ont obligé les autorités des deux Églises roumaines à adapter leur discours aux nécessités locales, aux interférences ethnoconfessionnelles apparues au cours des relations quotidiennes⁹.

Dans ce cadre complexe, l'incidence des mariages mixtes ne pouvait être ignoré ni par les autorités laïques ni par les représentants des Églises. Le nombre de mariages mixtes était d'ailleurs considéré assez élevé dès cette époque-là¹⁰ ; dans ces conditions, des questions telle la désignation du prêtre qui devait officier l'union matrimoniale, le baptême et l'éducation religieuse des enfants issus de telles familles mixtes, l'établissement des compétences des tribunaux ecclésiastiques matrimoniaux etc. se sont situées au tout premier plan de l'agenda des relations interconfessionnelles. La loi sur la réglementation de l'union de la Transylvanie à la Hongrie peut être considérée comme un préambule des textes normatifs qui devaient statuer les relations entre les cultes. Stipulant le libre exercice de la religion et l'autogouvernance, l'égalité de droit, la réciprocité entre l'individu et la sphère d'activité des religions reçues, la loi XLIII/1868 a énoncé la future législation de ces questions d'une façon unitaire, tant pour la Hongrie que pour la Transylvanie. Certaines lois émises au cours de l'an 1868 dans la Hongrie dualiste ont visé la problématique matrimoniale, dans la tentative d'établir les nouvelles directions à suivre dans l'épineuse question de la famille, depuis sa formation jusqu'à sa dissolution. Ainsi, le mois de décembre 1868 a marqué l'adoption du cadre législatif, qui allait devenir le fondement juridique légal, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, pour certaines questions tenant à la sphère matrimoniale : l'article de loi XL/1868 « sur le pouvoir de défense », promulgué le 5 décembre par le

⁷ Voir aussi « Căsătoria mixtă sau căsătoria ecumenică » in *Studia Universitatis Babeş-Bolyai. Theologia Catholica Latina*, 2001.

⁸ László Katus, „Multinational Hungary in the Light of Statistics“, in *Ethnicity and Society in Hungary*, edited by Ferenc Glatz, Budapest, 1990, p. 113.

⁹ Voir les études des volumes *Căsătoria mixtă în Transilvania, secolul al XIX-lea și începutul secolului XX*, coord. Corneliu Pădurean, Ioan Bolovan, Arad, 2005 et *Confesiune și căsătorie în spațiul românesc, sec. XVII–XXI. Studii de demografie istorică*, coord. Corneliu Pădurean, Arad, 2006.

¹⁰ Teodor Pavel, „Partidul Popular Catolic, căsătorie civilă și asimilare etnică în Austro-Ungaria la sfârșitul secolului al XIX-lea” in *Annales Universitatis Apulensis Seria Historia*, 7, 2003, p. 57–58.

Parlement ; l'article de loi XLVIII/1868 « sur les procès de dissolution des mariages mixtes », promulgué le 5–6 décembre par le Parlement ; l'article de loi XLIII/1868 « sur les relations entre les religions reçues », promulgué le 8–9 décembre par le Parlement ; l'article de loi XLIV/1868 « en ce qui concerne le règlement de procédure civile », promulgué le 8–9 décembre par le Parlement. Ces quatre actes normatifs ont constitué dans la législation hongroise dualiste les principaux points de référence pour la réglementation de certains aspects liés aux mariages mixtes jusque'en 1894–1895¹¹.

L'analyse des textes des lois promulguées en 1868 nous permet de les quantifier en fonction de certains paramètres. Ainsi, la loi LIII/1868 « sur les relations entre les religions reçues » a un caractère prescriptible plus prononcé, tandis que les lois XLVIII/1868 « sur les procès de dissolution des mariages mixtes » et LIV/1868 « en ce qui concerne le règlement de procédure civile » visent surtout des questions de procédure. L'un des textes de loi les plus controversés de 1868 a été celui sur les relations entre les religions reçues. Les 24 paragraphes de la loi LIII ont réuni quelques aspects problématiques des relations interconfessionnelles : la conversion à une autre confession ; la fondation de nouvelles communautés religieuses, l'éducation religieuse dans le cadre de l'armée et dans les institutions de l'État etc. Les plus importants sous aspect matrimonial ont été les paragraphes de 9 à 11, sur la modalité de conclusion des mariages mixtes, respectivement les paragraphes de 12 à 18, sur l'éducation religieuse des enfants nés de mariages mixtes. En théorie, la loi a mis fin à des différends qui duraient depuis des siècles, stipulant clairement que dans les couples mixtes du point de vue confessionnel, l'éducation religieuse des enfants n'était préétablie dans nul contrat – ce qui annulait les lettres reversales –, l'enfant devant suivre la confession du parent du même sexe : *sexus sexum sequitur*¹².

Un acte tout aussi important a été la loi XLVIII/1868 « sur les procès de dissolution des mariages mixtes ». Selon Moritz Csáky, celle-ci complétait en quelque sorte la loi précédente, sur les relations entre les religions reçues, statuant en trois paragraphes la compétence des tribunaux ecclésiastiques d'analyser la validité de l'union matrimoniale ou de prononcer la sentence de séparation provisoire ou définitive. Conformément à la loi, chacune des parties était obligée à respecter la décision prononcée par le tribunal ecclésiastique dont il dépendait du

¹¹ Voir *Legislația ecleziastică și laică privind familia românească din Transilvania în a doua jumătate a secolului al XIX-lea*, édition de textes, étude introductive et notes par Ioan Bolovan, Diana Covaci, Daniela Deteșan, Marius Eppel, Crinela Elena Holom, Editura Centrul de Studii Transilvane, 2009, p. 51–52 (désormais *Legislația ecleziastică și laică*).

¹² Voir *Legislația ecleziastică și laică...*, p. 54: le paragraphe 12 de la loi LIII/1868. *Colecțiunea legilor din anul 1868*, p. 324–325. Le projet initial de la loi LIII/1868, appartenant à Eötvös József a été beaucoup plus ambitieux que la variante adoptée finalement par le Parlement hongrois. L'intention du ministre des Cultes a été de dégrever complètement l'État de cette question, laissant à la latitude des parents de décider de l'éducation religieuse de leurs enfants, par un contrat verbal ou écrit. L'opposition des protestants du Parlement, qui avaient expérimenté les effets négatifs des lettres reversales, a conduit à l'adoption de la forme consacrée du paragraphe 12 de cette loi.

point de vue confessionnel. Le paragraphe 2 de cette loi ne reconnaissait que la juridiction des tribunaux ecclésiastiques des confessions catholiques de rite latin et grec, des confessions gréco-orientales, des fidèles des deux Églises évangéliques transylvaines et des unitariens. Pour les fidèles des autres Églises (comme les deux Églises évangéliques de Hongrie) ou des personnes qui ne se retrouvaient pas dans cette ample mosaïque confessionnelle, la loi renvoyait à la juridiction des tribunaux civils¹³.

Un ouvrage de référence pour le phénomène matrimonial chez les Roumains de Transylvanie pendant la seconde moitié du XIX^e siècle est *Prelecțiuni teologice despre matrimoniu, impedimente, procedura, cu respect la teoria e praxa vigente in provincia metropolitana greco-catolică a Albei-Iulia* (Leçons théologiques sur le mariage, impedimenta, procédure, dans la province métropolitaine d'Alba Iulia), rédigé en 1875 par Ioan Rațiu, ancien professeur de droit canonique au séminaire de Blaj et assesseur au Tribunal matrimonial de II^e instance. Axé uniquement sur des questions d'ordre matrimonial, cet ouvrage contient des réglementations théoriques et pratiques de droit matrimonial, essayant ainsi de suppléer l'absence d'un manuel adapté aux nouvelles réalités de la province métropolitaine d'Alba Iulia¹⁴.

Bénéficiant d'une structure équilibrée, le livre a une introduction et deux parties : *Despre matrimoniu în speță* (Sur le mariage) et *Despre procesul matrimonial* (Sur le procès matrimonial). Véhiculant plusieurs idées relatives au mariage, dont surtout le caractère indissoluble du lien matrimonial, l'introduction souligne les aspects essentiels du mariage, les principaux buts envisagés, la signification majeure du consensus librement exprimé des partenaires. La première partie, *Despre matrimoniu în speță*, comporte six sections, les trois premières divisées en plusieurs chapitres. Le premier chapitre de la première section, *Despre sponsalia*, traite des questions théoriques et procédurales relatives aux fiançailles, telle leur signification et l'accord librement exprimé des partenaires. Un espace consistant est alloué aux formalités à suivre par les deux partenaires. Le deuxième chapitre de la même section, *Despre strigări*, a une structure semblable au premier. Y sont présentés tant l'importance des bans de mariage que la procédure à suivre, ainsi que « les causes justes » et « les causes suffisantes » pouvant déterminer la dispense de bans. Le troisième chapitre, *Despre examinarea sponsorilor*, passe brièvement en revue l'origine, la notion, le but, la période et le lieu où le curé doit examiner les futurs époux, pour voir s'ils sont libres et aptes au mariage et qu'ils ont une formation religieuse et morale adéquate pour fonder une famille. Les deux sections suivantes (étendues sur 113 pages) font une présentation détaillée et rigoureuse des impedimenta matrimoniaux (*Despre impedimentele matrimoniale*, *Despre impedimentele impiedienti*). La deuxième section analyse sur plusieurs pages la répugnance et l'appréhension, réalisant une classification de ce genre d'obstacle : la répugnance physique, la répugnance morale

¹³ *Legislația ecleziastică și laică...*, p. 55.

¹⁴ Ioan Rațiu, „Prefațiune”, in *Prelecțiuni teologice despre matrimoniu, impedimente, procedura, cu respectu la teoria e praxa vigente in provincia metropolitana greco-catolică a Albei-Iulie* (désormais Ioan Rațiu, *Prelecțiuni teologice despre matrimoniu*), Blaj, 1875.

et la répugnance insurmontable. Un espace généreux est alloué aux impedimenta issus de liens de sang et d'affinité, l'ouvrage présentant en détail la modalité de calcul des degrés de parenté¹⁵.

La troisième section, *Despre impedimentele impiedienti*, fait une classification des impedimenta liés à la sphère canonique (en nombre de six) et à la sphère civile (en nombre de cinq). Ils sont traités amplement dans deux chapitres. Le paragraphe 47 du premier chapitre met en discussion l'obstacle représenté par la religion mixte. Après avoir précisé que ce genre de liens constituait un obstacle, mais qu'ils étaient tout de même valides, même si illicites, l'auteur passe en revue les causes pour lesquelles l'Église s'est opposée aux mariages mixtes, dont surtout le fait que la partie catholique commençait à négliger la religion et que les deux partenaires avaient accès réciproque aux sacrements prévus par la religion de l'autre – ce que l'Église ne pouvait pas accepter. En ce qui concerne les obligations des partenaires, la partie non-catholique devait donner son accord écrit qu'elle n'allait pas empêcher la partie catholique de pratiquer librement sa religion et que tous leurs enfants seraient éduqués dans la religion catholique. La partie catholique devait faire des efforts pour essayer de convertir l'autre partie au catholicisme. D'autre part, les deux parties devaient obtenir une dispense de la part des forums habilités pour que le mariage devînt licite. À la fin du paragraphe, l'auteur mentionne les principaux actes et résolutions à caractère normatif concernant les mariages mixtes, émanés par le Saint-Siège : l'instruction Lambruschini (30 avril 1841), l'instruction du pape Grégoire XVI adressée à l'archevêque de Freiburg (23 mai 1846), l'instruction du pape Pie IX adressée aux évêques (15 novembre 1858)¹⁶.

La présentation de Rațiu témoigne d'une attitude assez équilibrée envers la problématique relative à l'assistance du prêtre dans le cas des mariages mixtes. Il évoque tant la pratique de l'assistance passive, jugée plus stricte et rencontrée dans d'autres régions, que celle de l'assistance active, d'usage dans l'espace roumain, considérée comme plus indulgente, mais tout aussi tolérée. La présentation de Rațiu est en fait équidistante, le texte concernant les mariages mixtes évoquant aussi bien les directives du Saint-Siège que des références à des pratiques anciennes. Ce qu'on peut remarquer, c'est que la manière de traiter les mariages est tout à fait équilibrée par comparaison au ton impératif des écrits venus de Rome, étant en quelque sorte en concordance avec les réalités souvent rencontrées dans l'espace roumain¹⁷.

L'implication de l'État hongrois dans des questions matrimoniales s'explique principalement par le fait que les mariages mixtes du point de vue confessionnel ont représenté un vrai problème, notamment par leurs effets. La loi LIII/1868 avait

¹⁵ *Legislația ecleziastică și laică...*, p. 66–67.

¹⁶ *Ibidem*, p. 67; voir aussi Cecilia Cârja, Ion Cârja, „Biserica unită, dreptul matrimonial și modernitatea în Transilvania (a doua jumătate a secolului al XIX-lea și începutul secolului al XX-lea). Schiță pentru o posibilă analiză de caz: căsătoriile mixte”, in *Căsătorii mixte în Transilvania, secolul al XIX-lea și începutul secolului XX*, coord. Corneliu Pădurean, Ioan Bolovan, Arad, 2005, p. 48–49.

¹⁷ *Legislația ecleziastică și laică...*, p. 67–68.

en principe statué tous les aspects connexes à la conclusion de ces mariages. La question se compliquait du point de vue pratique, étant donné que les couples mixtes voulaient éviter la division de la famille pour des questions religieuses. L'inquiétude de l'Église catholique au sujet du fait que le non-catholique aurait pu éloigner son partenaire catholique de la pratique de sa confession n'était pas sans fondement¹⁸ ; nous devons toutefois préciser que la politique de l'Église catholique dans cette question était elle-même assez agressive. La mobilisation de l'Église catholique sur des positions d'offensive dans la question des mariages mixtes du point de vu confessionnel était doublée de ses efforts de continuer les pratiques d'avant 1868. Avant la période du dualisme, par l'intermédiaire des lettres reversales elle œuvrait à ce que l'avenir confessionnel des familles soit catholique si l'un des partenaires était sujet de l'Église romaine. La loi LIII/1868 avait fait entrer cette pratique dans l'illégalité, sans pour autant que les documents disparaissent effectivement. La preuve en est *Îndreptarul practic* (Guide pratique) de Tit Bud, publié en 1883, qui évoquait le parcours historique des lettres reversales de 1841 à 1868. L'auteur affirmait que les prêtres unis devaient observer les ordonnances ecclésiastiques, tout en précisant que la loi de 1868 et le code pénal interdisaient aux prêtres de Hongrie de conclure les lettres reversales¹⁹. Autrement dit, l'auteur laissait à la disposition des prêtres de décider des lois qu'ils voulaient appliquer (ecclésiastiques ou civiles). Dans le cas où le prêtre avait besoin d'éclaircissements, il pouvait s'adresser à son évêque ou aux autorités ecclésiastiques supérieures. Or, les hiérarques recommandaient le respect des instructions du Saint-Siège. Une instruction relative aux mariages mixtes, similaire à celle de 1858, annexée aux décrets du premier synode provincial, a été envoyée à tous les évêques orientaux en 1888. Elle commençait par présenter l'inquiétude du Saint-Siège au sujet de l'augmentation du nombre de mariages mixtes dans « certaines parties orientales ». Elle confirmait ainsi une fois de plus que l'Église catholique condamnait la possibilité de renoncer à sa propre confession suite à un mariage mixte : « puisque les liens de ce genre cultivent trop aisément la soi-disant indifférence, extrêmement nuisible en matière de religion ». Ce que l'Église catholique sollicitait par l'intermédiaire de cette instruction était d'obtenir une « caution » de la partie non-catholique qu'elle n'allait pas faire des pressions sur son partenaire pour l'obliger à changer de confession et ne s'opposerait pas à l'éducation des enfants dans la religion catholique : « Nous devons pour cette cause prétendre des cautions opportunes afin d'éviter à la partie catholique le danger de l'apostasie, par contre la partie catholique doit faire des efforts pour convertir la partie non-catholique et veiller à ce que les enfants, quelque soit leur sexe, soient élevés dans la sainteté de la religion catholique. Et puisque le droit naturel et divin

¹⁸ Voir l'Instruction de la Congrégation de Propaganda Fide relative aux mariages mixtes, de juin 1858. *Conciliul provincial prim al provinciei bisericesti greco-catolice Alba Iulia și Făgăraș ținut la anul 1872*, II^e éd., Blaj, 1886, p. 223-263.

¹⁹ *Legislația ecleziastică și laică...*, p. 81.

leur prétend ces cautions, sans elles aucune autorité humaine ne pourra jamais permettre les mariages mixtes »²⁰. Le futur couple devait donc obtenir ces cautions et seulement après demander une dispense de la part de l'autorité ecclésiastique compétente. L'instruction conseillait aux prêtres comment procéder dans les conditions où le jeune couple voulait conclure le mariage devant un prêtre hérétique ou schismatique : c'était un grand péché dont la partie catholique devait être avertie. Si le couple persistait tout de même dans ce péché, la partie catholique devait savoir que le prêtre hérétique ou schismatique ne représentait que la personne du magistrat civil et qu'un mariage ainsi conclu équivalait à un acte civil. Plus y est, dans le cas où les prêtres savaient qu'un couple mixte du point de vue confessionnel s'était présenté devant un prêtre non-catholique, le curé devait se taire s'il considérait que la révélation du péché aurait pu avoir des effets encore plus nuisibles que le silence. L'attitude de l'Église catholique semblait ainsi plus nuancée par rapport à la situation antérieure : l'obligation des lettres reversales avait conduit à une application plus laxiste des prévisions liées à la validité d'un mariage mixte conclu par un prêtre non-catholique. En Hongrie, cette instruction paraissait devenir le préambule des lois civiles, qui commençait de plus en plus à s'esquisser pendant la 9^e décennie du XIX^e siècle. Par les lois civiles, de telles ententes antérieures au mariage étaient à nouveau entrées en légalité, la cérémonie proprement dite n'étant du point de vue de l'État qu'un simple acte civile²¹.

Les années 1894–1895 sont dans l'histoire de la Hongrie étroitement liées à l'adoption de la législation civile ou des « lois politico-ecclésiastiques », comme s'appellent les cinq lois ayant modifié et complété les lois des confessions adoptées tout au long du XIX^e siècle. Adoptés dans deux étapes distinctes, les cinq articles de loi ont mobilisé l'attention de toute la société de Transleithanie, mettant en discussion la prééminence de l'Église dans le domaine matrimonial sans distinction de confession. Dans une succession temporelle, les lois XXXI/1894, XXXII/1894 et XXXIII/1894 prescrivaient le mariage civil, établissaient la confession des enfants nés de mariages mixtes et le passage des matricules dans l'administration de l'État. Par une décision ministérielle, ces trois actes législatifs entrèrent en vigueur le 1^{er} octobre 1895, devant être mis en pratique sur tout le territoire placé sous la juridiction politique et administrative de Budapest²². Les deux autres lois qui complétaient la nouvelle vision du gouvernement hongrois ont été l'article de loi XLII/1895 « sur la religion israélite », par laquelle le judaïsme était reconnu comme l'une des religions reçues, certaines stipulations de la loi LIII/1868 s'étendant aussi sur les fidèles de rite israélite ; et l'article de loi XLIII/1895 « sur le libre exercice des confessions », qui proclamait la liberté religieuse des citoyens

²⁰ Ibidem, p. 81–82. On voit clairement l'intention de l'Église catholique d'obtenir quelques « garanties » et d'avoir une position privilégiée dans le domaine des mariages mixtes.

²¹ *Legislația ecleziastică și laică...*, p. 81.

²² Voir les Lois XXXI/1894 et XXXII/1894. *Codul civil austriac; Legile politico-bisericești din 1894 și 1895*, Blaj, 1895. (désormais *Legile politico-bisericești...*), p. 109.

de Hongrie et précisait les conditions à remplir par une communauté religieuse pour devenir religion reçue²³.

La promulgation effective de ces textes de loi a eu un grand impact sur toute la société civile de Hongrie. Il est cependant assez difficile de déceler leur impact réel, visible surtout à travers des recherches appliquées. À l'époque, les représentants des confessions reçues ou de celles non-reconnues du point de vue légal ont agi en fonction de leur sphère d'intérêt ; ces coalitions se retrouvaient, à petite échelle, même dans les deux chambres du Parlement de Budapest. Malgré tous ces aspects, le moment des années 1894–1895 a constitué le dernier acte de plusieurs siècles d'accumulations. Comme nous l'avons montré dans cette étude, la normalisation des questions matrimoniales dans l'Empire autrichien et ensuite austro-hongrois a bénéficié, dès le règne de Joseph II, d'une attention particulière de la part des deux facteurs de décision : l'État laïc et l'Église. L'époque jôséphine a marqué la prééminence de l'État dans les questions matrimoniales, pour qu'ultérieurement l'Église, catholique en particulier, regagne une partie du territoire perdu à la fin du XVIII^e siècle. La consolidation de la position de l'Église catholique a entraîné à la longue le renforcement du rôle de toutes les Églises reconnues de l'Empire autrichien ; chaque conquête de l'Église catholique a eu des effets sur les autres Églises, surtout après la reconnaissance du principe de l'égalité des confessions reçues dans la seconde moitié du XIX^e siècle²⁴. Dans l'analyse consacrée aux lois civiles en Hongrie, plusieurs chercheurs qui se sont penchés sur cette problématique ont décelé un fil rouge dans la question des mariages mixtes du point de vue confessionnel, normalisés par les événements historiques suivants : 1781–1790/1791 (les réformes de Joseph II et ultérieurement l'annulation de quelques-unes de leurs stipulations, dont celles relatives à la confession des enfants nés de mariages mixtes), 1841 (la Brève du pape Grégoire XVI sur les mariages mixtes), 1848 (la proclamation de la liberté confessionnelle et de l'égalité des droits), 1868 (la loi LIII sur les religions reçues), 1894–1895 (l'adoption des lois civiles). Outre ces points de repère, la question a été soulevée dans différents autres moments, lorsqu'il s'agissait de la relation entre l'État autrichien/austro-hongrois et l'Église catholique et de ses effets sur les autres confessions²⁵. De tels moments ont été la signature du concordat et la promulgation de la loi sur le mariage des

²³ *Collecțiunea legilor din anul 1895*, Budapesta, 1895, p. 242–256.

²⁴ *Legislația ecleziastică și laică...*, p. 85.

²⁵ Certains aspects liés à la problématique des mariages mixtes du point de vue confessionnel dans la vision de l'Église orthodoxe roumaine de Transylvanie peuvent être décelés dans la position du hiérarque Andrei Șaguna. Pendant la période néo-absolutiste, celui-ci a essayé d'obtenir de la part du Ministère des Cultes autrichien une réglementation correcte des relations interconfessionnelles. C'est dans la même direction que se sont inscrites les mesures des orthodoxes relatives aux mariages mixtes, communiquées au clergé par l'intermédiaire des circulaires. Celles-ci conseillaient aux prêtres orthodoxes de prendre des mesures contre la prolifération de ce type de mariage. Pour plus de détails, voir Mihai Săsăujan, „Decizii bisericești și de stat privitoare la căsătoriile mixte (ortodox – greco-catolice) în deceniul absolutist din istoria Transilvania (1850–1860)”, in *Revista „Tabor” - Revistă de cultură și spiritualitate românească*, I (2008), no. 12, p. 20–32.

catholiques de l'empire – 1856, les réglementations des années '80 et '90 du XIX^e siècle concernant le respect de la loi LIII/1868.

Les familles mixtes du point de vue confessionnel ont été nombreuses dans le cadre de la population roumaine de Transylvanie, ce qui obligea les Églises orthodoxe et gréco-catholique roumaine de se mettre d'accord sur la validité de tels mariages. La question devenait d'autant plus compliquée que les deux confessions considéraient les mariages mixtes comme répréhensibles, mais elles étaient contraintes de les accepter comme des réalités d'une société pluriconfessionnelle. Même si l'État autrichien a reconnu que les Églises avaient le droit de réglementer la question, il fut finalement obligé d'y intervenir, étant donné que chaque Église se considérait autorisée à défendre le droit de ses fidèles impliqués dans un mariage mixte d'éduquer leurs enfants dans leur propre loi. La plus intransigeante à ce sujet aurait été l'Église catholique, dont les résolutions et les instructions émises tout au long du XVIII^e et du XIX^e siècle furent vivement désapprouvées par les représentants des autres confessions de l'empire. Les patentes de Joseph II, dont quelques-unes restées en vigueur jusqu'en 1850, se sont avérées tout aussi inutiles en ce sens, ne pouvant pas réglementer officiellement la question. L'année 1868 a représenté un point de repère pour la législation relative aux mariages mixtes aussi bien en Hongrie qu'en Autriche. Chacun des deux États a réglementé la question à sa manière, à la différence qu'en Hongrie, où la loi LIII/1868 a été moins appliquée, la question a continué à couvrir pendant encore trois décennies, pour n'être réglementée qu'en 1894–1895, toujours par l'État. Il restait aux Églises d'adapter leur discours aux réalités imposées par les lois XXXI et XXXII de 1894²⁶.

Nous précisons en guise de conclusions que les mariages mixtes ont été et continuent de représenter une modalité importante de croissance ou de diminution numérique des communautés, avec des conséquences démographiques à long terme. Évidemment, ce type de mariage a eu une importance réduite sur l'ensemble des échanges maritaux entre les unités sociales²⁷. La Transylvanie a depuis toujours été une région multiethnique et pluriconfessionnelle, attirant les chercheurs par sa diversité linguistique, culturelle, institutionnelle. Les Roumains, les Hongrois, les Allemands, les Juifs, les Arméniens, les Slovaques, les Ruthènes, les Croates, les Serbes, ont eu autrefois une attitude distincte à l'égard du mariage, ce qui tient à une multitude de facteurs bien intégrés dans le climat spécifique d'une époque et d'un espace.

* Ouvrage élaboré avec le soutien et dans le cadre du projet de recherche ID – compétition 2011, code PN-II-ID-PCE 2011-3-0188, sous le titre « *Căsătoriile mixte: între exercițiul de toleranță și expresia modernă a indiferenței, 1895–2010* » (Les mariages mixtes : entre l'exercice de la tolérance et l'expression moderne de l'indifférence »).

²⁶ Conf. *Legislația ecleziastică și laică...*, p. 25–26.

²⁷ Gheorghe Șișeștean, *Etnie, confesiune și căsătorie în nord-vestul Transilvaniei*, Zalău, 2002, p. 68.

VENIZELOS AND THE BALKAN WARS (I)

DIMITRIS MICHALOPOULOS

CHAPTER ONE THE CRETAN PRELUDE

At the end of the 1821 Revolution – and the subsequent foundation of the Kingdom of Greece – Crete remained part of the Ottoman Empire. The key point of the “Cretan Issue” was the strategic importance of Suda Bay, whence almost the whole of the Eastern Mediterranean could be controlled. As a result the Great Powers tried to maintain the rule of the island, since Turkey was then the “Sick Man of Europe”. In 1897, a Greco-Turkish war started. The Greek Army suffered a quick – and somewhat ridiculous – defeat at the hands of the Ottomans. The Sublime Porte, nonetheless, was not allowed to annex Greek territories. On the contrary: thanks to secret discussions between George I, King of the Hellenes, and the Austro-Hungarian government, Crete was proclaimed autonomous. The island was administered as a collective protectorate of the Mediterranean Big Four, namely Great Britain, France, Italy and Russia as well.

It was then and there that Venizelos emerged.

I

Eleutherios Venizelos is an enigmatic character in the Contemporary Greek Drama. Up to now nothing as far as his parents are concerned can be taken for granted. According to established scholarship, he was born in August 1864¹ to Kyriakos Venizelos and his wife, Stylianē². His birthplace was Mournies, a village near Canea (*Chania* in Greek), at that time the small capital of the island of Crete. The island was then Ottoman territory. The point is therefore, when and why Kyriakos Venizelos settled there.

¹ Most likely on the 11th of that month and year – according to the Old Style, i.e. the 24th Gregorian. See A. Lilly Macrakis, “Venizelos’ Early Life and Political Career in Crete” in Paschalis M. Kitromilidis (ed.), *Eleftherios Venizelos. The Trials of Statemanship* (Edinburgh University Press, 2008²), p. 39.

² There are people in Crete who still remember her as Maria.

A certain Kyriakēs Venizelos reached Crete on May 20, 1834, at the age of 26³. Eight years later, he was a poor pedlar, with no property on the island, unmarried – but with his mother and a sister depending upon him⁴. He claimed that he was Cretan by descent, but he refused to mention either his father's name, allegedly dead, or his mother's one⁵. Nevertheless, he was a Greek subject and stated to the Greek consular authority at Canea that he had the intention of going back to Greece within the year 1843⁶.

If Kyriakēs Venizelos were indeed the father of Eleutherios, he was an individual more obscure than his son. It should be noted that *Kyriakēs* is a variant of the baptismal name *Kyriakos*, and quite popular as a name among the Diaspora Greek Orthodox people throughout the eighteenth and nineteenth centuries. However that may be, Kyriakēs/Kyriakos Venizelos, albeit pretending to have Cretan ancestry, had his Greek passport under number 324, issued by the Prefecture of Nauplia⁷. He was allegedly registered in the Syra municipality⁸, Syros island, Cyclades, but was not able to produce any formal evidence⁹.

The conclusion to be drawn from all this is that almost everything Eleutherios Venizelos and his followers stated about Kyriakos Venizelos' ancestry and achievements cannot be verified. In a letter that allegedly Eleutherios himself wrote in 1899 to his friend, Kōnstantinos Digenakēs, he told of his ancestry and father as follows:

“The genealogical tree of Venizelos' family is rooted in Mystras, near Sparta¹⁰. For as early as the seventeenth century the Krevvatas family, one of the most distinguished in the Peloponnese, was established there. Panagiōtēs Krevvatas, a member of that family, renowned for wisdom and bravery, took part in the 1770 uprising against the Turks; [that uprising] was engineered by the Admiral Orlov, envoy of the Empress of Russia Catherine II. After the failure of the uprising, Turkish authorities kept watch on Panagiōtēs Krevvatas. As a result the latter, following the advice of an Ottoman friend, fled to the Ionian Islands, in order to avoid being put to death. Another member of the Krevvatas family was

³ AYE, 1843, 49/1, “Greek Subjects in Canea”; annex to the despatch No. 53 of Stylianos Peroglou, Greek consul at Canea, to Iakōvos Rhizos-Neroulos, Foreign Minister of Greece, Canea, 15/27 December, 1842.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

⁷ Ibid.

⁸ Syra is a municipality on Syros island, dwelled chiefly by autochthonous people of Roman Catholic faith. Hermoupolis, on the other hand, the capital of island, has a population of immigrants, originated from the islands of the eastern Aegean Sea, who are members of the Greek Orthodox Church. With regard to Hermoupolis (= the city of Hermes), see D. Michalopoulos, *Vie politique en Grèce pendant les années 1862–1869* (University of Athens/Saripoleion, 1981), p. 32ff. passim.

⁹ AYE, 1843, 49/1, “Greek Subjects in Canea”; annex to the despatch No. 53 of S. Peroglou, Greek consul at Canea, to the Foreign Minister of Greece, Canea, 15/27 December 1842.

¹⁰ In the southern Peloponnese.

christened Benizelos, left his home as well and settled on Cythera (Cerigo Island)¹¹. It is there that he married and became a tradesman. After having spent some time on Cerigo [nonetheless], he moved to Canea, Crete, wherein he kept doing commerce. One of Benizelos Krevvatas' siblings, Kyriakos, was the father of Eleutherios Venizelos. He was a tradesman as well, and highly regarded by everyone in Canea. He was educated by the standards of his time and also an ardent nationalist. When still very young he [Kyriakos] took part in the 1821 great [Revolutionary] Struggle: he was secretary to Koumēs, the [Cretan] chieftain from Selinon¹², at the siege of Monemvasia [in the Peloponnese]. He was awarded the bronze medal of the Uprising. Three of his brothers fell in that "holy war" [as the Greeks of the time used call the uprising]; another [brother of him], Hadji-Nikolos Benizelos, was one of the three Cretans who were sent to confer with the Greek leaders [in the Peloponnese], when the Revolution broke out. Exiled in 1843 by the Turkish government, which confiscated his property and business assets, he remained an outlaw for a full 19 years"¹³.

Amazing is such a string of absurdities. First of all, and as aforementioned, it is dubious that Venizelos himself wrote this letter¹⁴; for it is not a family's account but a boasting of illustrious ancestry. The effort made by the author to connect Eleutherios' father and his lineage with noted events in the History of Modern Greece is more than obvious. Eleutherios himself, due to his irritable and cynical nature, would have unlikely written such pompous lines. Secondly, with regard to famous Kyriakos' connection with the Mystras Krevvatas family, harped on by several Eleutherios' biographers¹⁵, evidence was never produced¹⁶; for it is an utter myth¹⁷. Third, Monemvasia, in the southeastern Peloponnese, fell to the Greeks in 1821¹⁸.

¹¹ One of the Ionian Islands, offshore the southern Peloponnese.

¹² Selinon is an area in south-western Crete.

¹³ The letter was published *in toto* by Nik. V. Tōmadakēs, *Ho Venizelos ephēvos* (= The Puberty of Venizelos), Athens: Kydōnia, 1964, pp. 22 and partially by Lilē Makrakē, in *Eleutherios Venizelos, 1864–1910. Hē diaplāsē henos ethnīkou hēgetē* (= Eleutherios Venizelos, 1864–1910). The Forming of a National Leader, Athens: Educational Foundation of the National Bank of Greece, 1992, p. 100. A partial English translation is to be found in A. Lilly Macrakis, "Venizelos' Early Life and Political Career in Crete...", p. 37; and also in Andrew Dalby, *Eleftherios Venizelos. The Peace Conferences of 1919–1923 and their Aftermath* (London: Haus Publishing, 2010), p. 4.

¹⁴ Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864–1910...*, p. 101.

¹⁵ Some typical cases: C. Kerofilas, *Eleftherios Venizelos. His Life and Work* (London: John Murray, 1915), p. 4; N. V. Tōmadakēs, *Ho Venizelos ephēvos*, p. 27; Sp. V. Markezinēs, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados, 1828–1964* (= Political History of Modern Greece, 1828–1864), vol. II (Athens: Papyrus, 1966), pp. 286–286; Constantin Iordan, *Venizelos și Români* (Bucharest: Omonia, 2010²), p. 11; Charles Personnaz, *Venizélos, le fondateur de la Grèce moderne* (Paris: Bernard Giovançeli, 2008), p. 35.

¹⁶ A. Dalby, *Eleftherios Venizelos*, p. 4; Steph. I. Stephanou, *Eleftherios Venizelos, plastourgos Historias* (= Eleutherios Venizelos, Maker of History), Athens, 1977², p. 5.

¹⁷ Lilē Makrakē, *Eleftherios Venizelos, 1864–1910...*, p. 101.

¹⁸ Kōnstantinos Paparrhēgopoulos, *Historia tou Hellēnikou Ethnous* (= A History of the Hellenic Nation), book XV (Athens: Galaxias, 1971 [first edition in 1860–1874]), p. 71.

It is highly improbable; therefore, that Kyriakos, then a child merely five years old were secretary to a chieftain in war turmoil¹⁹. Fourthly, if Kyriakos were member of such an illustrious family, with brothers actively involved and perished in the 1821–1829 Greek War of Independence, he would be known and honoured by the consular authorities of Greece in Crete. Not only was not professed such an esteem for him, but he systematically avoided to his death to mention the name of his parents, sister, and brothers. They are actually unknown up to our days. And last but not least, it is quite improbable that in 1843 Kyriakos “was exiled by the Turkish government, which confiscated his property and business assets”, and that “he remained an outlaw for a full 19 years”. For according to the Greek consul at Canea, in December, 1842, he had no property, and, if truth be told, he was not entitled to have. For Greeks subjects were granted the right to acquire property in Ottoman territory no sooner than the 1860s²⁰. Moreover, if he really left Crete in 1843, did so not as “exiled” by the Turks, but because, according to his statement to the Greek consular authority, “he wished to repatriate”.

The point is, however, that in 1846 Kyriakos Venizelos was back in Crete – as poor as ever. He had but one precious piece of luggage with him, namely his Greek citizenship; and he was wise enough to keep it for life. For contrary to a widespread opinion, he did so not for patriotic reasons but rather for practical ones. Thanks to the Capitulations system²¹, being a Greek citizen in an Ottoman province meant that the jurisdiction and, often, arbitrariness of the local Ottoman authorities and bureaucracy did not affect him²². As a matter of fact, he had neither to pay the famous *harac*²³, i.e. the head tax that the Sublime Porte collected from non-

¹⁹ No wonder that the “bronze medal” was never found. Only the wording of the diploma – allegedly – accompanying the medal was published in a pro-government Athens newspaper in 1912, i.e. when Eleutherios Venizelos was an all-powerful Prime Minister. (Lilē Makrakē, *Eleftherios Venizelos, 1864–1910...*, p. 106 [note 6].) Still, the mere wording of such a document cannot be regarded as “evidence”.

²⁰ AYE, 1843. 49/1, S. Peroglou to the Foreign Minister of Greece, No. 53, Canea, 15/27 December 1842; Sinan Kunalp [ed.], *Ottoman Diplomatic Documents on the Eastern Question. The Cretan Uprising, 1866–1869*, Part I (Istanbul: The Isis Press, 2010), doc. 383 Fuad Pasha, Ottoman Minister of Foreign Affairs, to the Ottoman representatives abroad, Constantinople, March 20, 1867, p. 335.

²¹ That means the network of privileges that citizens of Christian countries enjoyed in Turkey. Greece was involved in the Capitulations system. See S. Kunalp (ed.), *Ottoman Diplomatic Documents on the Origins of World War One. The Turco-Italian War, 1911–1912* (Istanbul: The Isis Press, 2011), doc. 1593: Osman Nizami Pasha, Ottoman Ambassador in Berlin, to Assim Bey, Ottoman Minister of Foreign Affairs, Berlin, June 17, 1912, p. 272.

²² According to Ottoman authorities, by 1866 40,000 Greek citizens were established in Ottoman territory. (S. Kunalp, *The Cretan Uprising, 1866–1869*, 1, doc. 129: Photiades Bey, Ottoman minister at Athens, to Aali Pasha, Grand Vizier and Ottoman Minister of Foreign Affairs, Athens, October 17, 1866, p. 123.)

²³ AYE, 1839, 49 (2–3), the Greek consul at Salonika to the Foreign Ministry of Greece, No. 91, Salonika, March 30, 1839; M. Soutsos, Greek consul in Epirus and Albania, to the Greek Ministry of Foreign Affairs, No. 237, Preveza, September 20, 1839.

Moslems²⁴, nor to perform unpaid labour (*corvée*)²⁵. He was a protégé of the relevant Greek consul, who was entitled to judge all civil and criminal cases arising between Greek subjects in Ottoman territory²⁶.

* * *

So, Kyriakos Venizelos was a pedlar, as every “tradesman” in Crete with money-capital no larger than the equivalent of 20,000 Greek drachmae²⁷. His ambition was to be a “true merchant”, i.e. to acquire fixed asset equivalent to 50–60,000 drachmae²⁸. During his wanderings, nonetheless, he met in Therison²⁹, a village about 15 km southward from Canea, in the foothills of the White Mountains, the aforementioned Stylianē, then in her mid-twenties³⁰, and fell in love with her. Stylianē was member of the Ploumidakēs family; and Giannēs³¹ Ploumidakēs, i.e. the future Kyriakos’ father-in-law, used to pride himself on his relationship with the chieftain Vasileios Chalēs, a remarkable character of the 1821 Revolution in Crete. If truth be told, this relationship was only a very distant one³². Yet the point is that Giannēs Ploumidakēs, head of a respectable Cretan family, did not wish his daughter to be married to a “social climber” such as Kyriakos was. The result was easy to foresee: a quarrel arose between the two men and a stormy period followed, embellished with nearly all the relevant spicy happenings of Cretan folklore. The conclusion was going to prove the astuteness of Kyriakos; for Ploumidakēs had managed to rally even the local Pasha’s interest in his family affairs. Mustafa Pasha, Governor-General of Crete, seized the opportunity and reduced Kyriakos to the following dilemma: If Kyriakos wanted to marry Stylianē, he had to settle permanently in Crete and consequently acquire Ottoman citizenship. Otherwise he would be expelled back to Greece.

²⁴ See Stanford J. Shaw, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, vol. I (Oxford University Press, 1978 [reprinted]), p. 120.

²⁵ AYE, 1865, 49/2b, the Secretary of the Greek Consulate at Canea to the Greek Legation at Constantinople, No. 290, Canea, May 20, 1865.

²⁶ AYE, 1865, 98/5b, the Foreign Minister of Greece to P. Delēgiannēs, Greek minister at Constantinople, No. 2837, Athens, June 9, 1865. See also Sinan Kunalalp (ed.), *Ottoman Diplomatic Documents on “the Eastern Question”. The Cretan Uprising, 1866–1869*, Part 2 (Istanbul: The Isis Press, 2010), doc. 1360: Safvet Pasha, acting Minister of Foreign Affairs, to the Ottoman representatives abroad, Constantinople, January 5, 1869, p. 509.

²⁷ AYE, 1865, 49/2b, the Secretary of the Greek Consulate at Canea to the Greek Legation at Constantinople, No. 290, Canea, May 20, 1865.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ It is not yet sure whether he met Stylianē in Therison or (according to a local tradition) in Mourmics, a village on the edge of Canea. See A. Lilly Macrakis, “Venizelos’ Early Life and Political Career...”, p. 37.

³⁰ *Ibid.*, pp. 37–38.

³¹ Vernacular variant of the Christian name Ioannēs (= John).

³² A. Lilly Macrakis, “Venizelos’ Early Life and Political Career in Crete”, p. 38; Steph. I. Stephanou, *Eleutherios Venizelos...*, p. 8.

There is no doubt that the Ottoman Porte did not welcome people having foreign citizenship to her territory – especially if they had the Greek one. For, as aforesaid, such people were not, in practice, subject to the Ottoman law³³. Nevertheless, in all likelihood, Mustafa Pasha would not have paid attention to Kyriakos Venizelos, unless prompted by Giannēs Ploumidakēs. In point of fact, such was the case³⁴. For the latter disliked very much his son-in-law in prospect. Kyriakos, on the other hand, could not abandon his Greek citizenship for the Ottoman one: being subject of King Otho of Greece in Sublime Porte’s territory was somewhat a shield against the Ottoman authorities. Therefore, straightaway he married Stylianē in early 1846³⁵, placed her under the protection of the Greek consul at Canea and fled to Greece. There he awaited the fitting moment for going back to Crete. Yet, the hate of his father-in-law was so strong that he realized that only in the far future he would be able to join his wife³⁶. He opted therefore for a civil service career, and he became an employee of the Greek Ministry of Internal Affairs³⁷, namely secretary of the Missolonghi Sanitary Authority³⁸. He understood, however, that he could not become rich by merely working for the Greek Civil Service. As a result, he abandoned his post in 1858³⁹, and soon after, he returned to Crete. He could do so now, because the Reform Decree issued by the Porte in 1856⁴⁰ enabled him to have a marital life in Crete. But he never reconciled with his family-in-law⁴¹. In any case, the path to prosperity was open to him from then on.

³³ S. Kuneralp, *The Cretan Uprising, 1866–1869*, 2, doc. 1533: Hayder Effendi, Ottoman Ambassador in Vienna, to Aali Pasha, Vienna, March 25, 1869, p. 630. With regard to the Greek subjects in Crete: *ibid.*, doc. 1377: Conemenos Bey, Ottoman chargé d’affaires at Saint Petersburg, to Safvet Pasha, acting Minister of Foreign Affairs, Saint Petersburg, 26 December/7 January 1869, p. 521. Especially as far as Greek subjects in Ottoman territory were concerned, see doc. 1360, Safvet Pasha to the Ottoman representatives abroad, Constantinople, January 5, 1869, p. 509, which, among others, reads as follows: *Sont considérés de vrais sujets hellènes ceux qui sont issus de parents sujets hellènes ou ceux qui ont acquis cette nationalité en vertu du protocole de Londres. Pour les individus de cette [dernière] catégorie, le Gouvernement Impérial avisera à l’expulsion de ceux qu’il voudrait plus permettre le séjour dans l’Empire.*

³⁴ Odyseas Dēmētrakopoulos, “Dyo Othomanika Engrapha gia ton Patera tou Venizelou” (= Two ottoman documents concerning Venizelos’ father”, *Meletēmata gyrō apo ton Venizelo kai tēn epochē tou* (= Essays on Venizelos and his Era). Edited by Thanos Veremēs and Odyseas Dēmētrakopoulos (Athens: Philippotēs, 1980), p. 705.

³⁵ A. Lilly Macrakis, “Venizelos’ Early Life and Political Career in Crete”, p. 37.

³⁶ O. Dēmētrakopoulos, “Dyo othōmanika engrapha gia ton patera tou Venizelou”, pp. 704, 706

³⁷ EVP, I/2/1, Kyriakos Venizelos to Markos Renierēs, Canea, November 27th, 1877; Manousos Koundouros, *Historikai kai diplōmatikai apokalypseis, 1890–1923*. (= Historical and Diplomatic Disclosures. Historical Events, 1890–1923). Edited by Charikleia G. Dēmakopoulou and Eleutherios Skiadas (Athens: ELIA, 1997²), p. 329.

³⁸ *Ephēmeris tēs Kyvernēseos tou Vasileiou tēs Hellados* (= Official Gazette of the Kingdom of Greece), No. 44 [September 24, 1858], p. 288.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Stanford J. Shaw and Ezel Kural Shaw, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, vol. II (Cambridge University Press, 1978), p. 87ff.

⁴¹ Giannēs Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos. Hē agnōstē zōē tou* (= The Unknown Life of Eleutherios Venizelos), Athens: Gnōsē, 1985), p. 52.

II

Was not Kyriakos Venizelos Greek by birth? Abundant literature was produced with the intention of proving that he was. The point is that he never mentioned the names of his father and mother, viz. the name of Eleutherios' grandfather and grandmother. As a result, his ancestry remains shrouded in mystery – and this very fact constitutes a strong indication that his parents were not Greek. Most likely he was an Armenian⁴², who came to Southern Greece from Ayvalık, a seaside town in Asia Minor, after the end of the 1821 Revolution, and as a Christian, became naturalized Greek⁴³.

Thanks to his early wanderings throughout the Kingdom of Greece, Kyriakos gained not only a convenient citizenship but a surname as well. In fact, Venizelos is the scholarly variant of the name *Benizelos*⁴⁴, still existing in the Peloponnese. He added, nonetheless, this surname only after his ambition to be 'someone' had been satisfied. A respectable merchant might not be known even in an Ottoman province merely as "Kyriakos from Ayvalık", as he used to be called during the early stages of his trade activity⁴⁵. Now, being someone and having a surname, he was ready to produce a prolific progeny. Eleutherios was his second son, i.e. the sixth surviving child of the couple.

The birth of Eleutherios, in August, 1864, was a strange one; and the copious literature covering his early life obscures things. Nonetheless, there are some irrefutable details, such as: a) The delivery was by no means an 'easy' one; b) Kyriakos, providing evidence of his indifference to religious matters, invited not only the available Christian Orthodox priest but even a *hoca* and a rabbi to assist Stylianē spiritually⁴⁶; and c) after the baby was born, it was 'abandoned' by an olive tree, near the house. In doing so, Kyriakos and Stylianē⁴⁷ were emphasizing their loyalty to a tradition common in Greek lands. For, if the life of a newborn child is judged to be in danger due to the family's misfortune, the baby is – supposedly – "dropped off"; and a passer-by (of course alerted by the family) 'finds' the baby and 'offers' it to its natural parents – as if the child were one of 'unknown origin'.

⁴² M. Koundouros, *Historikai kai diplōmatikai apokalypseis. Historika gegonota...*, pp. 329–330.

⁴³ The case of people coming into Greece and opting for Greek citizenship was foreseen by the Greek government as early as the 1st of January, 1822. (*Prosōrinon Politēuma tēs Hellados* [= Provisional Constitution of Greece], First Chapter, art. 5; in *Archeia tēs Hellēnikēs Palingenesias* [= The Archives of the Regeneration of Greece], vol. I [Athens: The Parliament of Greece, 1971], p. 26).

⁴⁴ Most likely from the words: Beni + Zelis (= Zelis' son). See Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864–1910* (in Greek), Athens: Educational Foundation of the National Bank of Greece, 1992..., p. 101 (note 8).

⁴⁵ M. Koundouros, *Historikai kai diplōmatikai apokalypseis...*, p. 330.

⁴⁶ *Memoirs of H.R.H. Prince Christopher of Greece* (London: Hurst and Blackett, 1938 [ninth impression]), p. 104; cf. A. Lilly Macrakis, "Venizelos' Early Life and Political Career...", p. 39.

⁴⁷ Dēmētrēs Pournaras, *Eleutherios Venizelos* (= Eleutherios Venizelos), Athens: Eleutheros (no date given), p. 17.

So it was with Eleutherios⁴⁸ and, accordingly, his birthday was celebrated on August 24, 1864 (New Style)⁴⁹. But if one has this story in mind, there are some other facts in the future prime minister of Greece's life to be taken into account. Eleutherios Venizelos was actually never ever dressed in the Cretan traditional dress⁵⁰. In this respect, he was in 'flagrant' contrast to his mother, a woman who was dressed all her life with in the typical clothes of the Cretan peasantry⁵¹. But though she was of a strong character⁵², she remained a shadowy figure in Eleutherios' life. She had nothing of the well-known maternal influence on her illustrious son's life. Nothing that could remotely smack of a Freudian case study, of an Oedipal nature. On the contrary, Kyriakos' (his father's) presence in his life was strong and vivid⁵³.

These are in keeping with the fact that merely in the early 1920s the names of Eleutherios' father and mother were established with some certainty⁵⁴. As a result, trustworthiness should be given to a curious statement that an Athens columnist made on March 20, 1936, i.e. a couple of days after Eleutherios had died: "We do not know yet who his mother and father were; we know nothing about his ancestry"⁵⁵. If the very fact that those male babies born to Stylianē, Kyriakos' wife, were moribund or seriously ill, is taken into consideration⁵⁶, the above statement should be regarded as reliable. And it was a member of the Greek Royal House that shot a Parthian shaft to the reputation of Venizelos a couple of years after the latter's death: "Venizelos was of mixed parentage, Turkish, Jewish and Armenian...He had [in fact] the characteristics of all three races: the ruthlessness of the Turk, the Armenian's love of intrigue and the keen brain of the Jew"⁵⁷. In short, was Venizelos apparently "adopted" or actually adopted by Kyriakos and Stylianē? Up until now, nobody has been able to provide us with an answer to that crucial question.

III

In 1866 an uprising of the Christian element of the Cretan population against the Porte's sovereignty occurred. Kyriakos' position was peculiar. He was a Greek citizen in Ottoman territory; and to be a Cretan-style "hero" was hardly the height of

⁴⁸ Steph. I. Stephanou, *Eleutherios Venizelos...*, p. 9.

⁴⁹ Andrew Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 5.

⁵⁰ Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864-1910*, p. 243.

⁵¹ A. Lilly Macrakis, "Venizelos' Early Life and Political Career...", p. 38.

⁵² Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864-1910*, p. 110.

⁵³ Steph. I. Stephanou, *Eleutherios Venizelos...*, p. 12.

⁵⁴ In 1920 his father's name was "Geōrgios" and that of his mother "Despoina". See Herbert Adams Gibbons, *Venizelos* (Boston and New York: Houghton Mifflin Company, 1920), p. 1.

⁵⁵ Daily paper *Ἡ ἑκατημερινή* (= The Daily [Athens]), March 19, 1936. (In *Ἡ θάνατος τοῦ Βενιζέλου στὸν ἀθηναϊκὸ τύπο* [= Venizelos' Death in the newspapers of Athens]. Edited by Helenē Gardika-Katsiadakē (Canca: "Eleutherios Venizelos" National Foundation, 2004), p. 472.

⁵⁶ G. Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos...*, pp. 54-55.

⁵⁷ *Memoirs of... Prince Christopher of Greece*, p. 104; cf. Thomas Ath. Vaīdēs, *Eleutherios Venizelos* (in Greek), Athens: Patris, 1934, p. 60.

his ambition. He tried to appeal, therefore, to Greek public opinion for appeasement⁵⁸. It was in vain... and he left Crete for Syros, an island in the Cyclades group, in the Aegean. He settled there with his family most likely in October, 1866; and he went back to Crete only in 1872⁵⁹.

Strangely enough, although the Venizelos family were only refugees, they led a luxurious life. Kyriakos opened a general store in Hermoupolis, the Syros' capital, and his business flourished so much that he had means to hire a villa for his family's summer vacations⁶⁰. In early 1869, the uprising in Crete was over, but the Venizelos were uncertain of their repatriation. Life in Syros was easy going and the father had ample chance of making money. As a result, they returned to Canea in the summer of 1872⁶¹. Kyriakos had by now a well-lined purse and, subsequently, was a prosperous tradesman. But he never forgot Syros, where he had become rich. He maintained all his life the profitable Hermoupolis connections⁶². In fact, he was such a Syros enthusiast that, when the young Eleutherios had finished his elementary studies in Canea schools and begun his secondary ones in Athens, he suddenly made up his mind for his son to finish his schooling in Hermoupolis.

And so this was done. Eleutherios actually completed his secondary studies on Syros island on June 28, 1880. His grades were "very good" but his conduct left something to be desired⁶³. In the meantime the prosperous general store of his father was transferred – as aforementioned – from Syros island Crete. As with nearly all traders, Kyriakos did not trust university studies; for he destined Eleutherios to become his successor in business. His opinion was justified by the very fact that Agathocles, his elder son, was a clinically certified idiot who was not able even to stand up⁶⁴. After Kyriakos' death who would run his business? Eleutherios, of course, who was already serving his apprenticeship in his father's shop, learning the trade. If truth be told, he made an excellent merchant, never letting clients go without a purchase, cheerful and affable as he was⁶⁵.

Given nevertheless that Eleutherios was entitled by the Education Certificate obtained at Hermoupolis to pursue university studies, he managed to overcome paternal objections and enrolled in the Law School of the University of Athens

⁵⁸ Andreas Th. Drakakēs, *T'agnōsta chronia. Ho Eleutherios Venizelos stē Syro* (= The Obscure Years. Eleutherios Venizelos on Syros Island), Athens, 1985, p. 15.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 9.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 41.

⁶¹ *Ibid.*, p. 45.

⁶² *Ibid.*

⁶³ EVP, I/3/1: His certificate from the Royal "Gymnasium" at Hermoupolis.

⁶⁴ He died in 1896 on Melos island almost simultaneously with his mother. (Helenē Dalampira, *Ho tafos tēs Stylianēs Venizelou stē Mēlo* (= The grave of Stylianē Venizelos on Melos island), Athens 1992, pp. 12, 16.

⁶⁵ A. Lilly Macrakis, "Venizelos' Early Life and Political Career in Crete...", p. 42.

on October 8, 1880⁶⁶. According to a legend cultivated later by Greek Liberals, it was thanks to the pressure exerted by the Greek Consulate at Canea that Kyriakos finally sent his son to Athens⁶⁷. *Se non è vero, è ben trovato*. Being a Greek citizen, Kyriakos needed the protection of Greek consular authority – and the latter was interested in the family affairs of its *protégés* in the Canea microcosm.

However that may be, Eleutherios had the firm intention of studying Law most likely no later than in his last Syros days. He was clear-sighted enough to understand that the antagonism between the Great Powers over Crete led the way for ambitious young men able to grasp the opportunities offered. British interest for control over Crete was all but an open secret. The island was regarded by the Foreign Office as the “key of the Greek Archipelago”⁶⁸ and “one of Egypt’s keys” (the other one being Cyprus) in the early 1860s⁶⁹. The United Kingdom’s main concern over the island’s fate, moreover, was obvious already in 1806. For the Foreign Secretary then made it clear that British occupation of Crete should take place in case Russia attempted annexation of Ottoman territory⁷⁰. The Suda Bay was of outstanding strategic importance, because it was the “best natural harbour in the Levant”⁷¹.

Of course, things were getting complicated by the fact that Crete had been administratively annexed to Egypt in 1830⁷². The subsequent occupation of the island by troops of Muhammad Ali, then Viceroy in Cairo, was to finish only in 1840⁷³. The unrest provoked by the end of the island’s Egyptian administration fuelled hopes for Crete to be united with the Kingdom of Greece. At the same time, British consular authorities were actively – but unofficially – stirring up sentiment for Crete to be made a British protectorate⁷⁴. They failed in that, but not so much because the feelings in favour of the island’s union with Greece were so strong among the Christians of Crete. For, even though the latter were more numerous

⁶⁶ EVP, I/3/ 2: Receipt of payment of his enrollment fees.

⁶⁷ Steph. I. Stephanou, *Eleutherios Venizelos...*, p. 13.

⁶⁸ Archipelago = The Aegean Sea.

⁶⁹ Miranta Staurinou, *Hē anglīkē politikē kai to Krētiko zētēma, 1839–1841* (= British Policy and the Cretan Issue, 1839–1841), Athens: Domos, 1986, pp. 47–48.

⁷⁰ And French occupation of Egypt. (*Ibid.*, p. 47.)

⁷¹ *Ibid.*, p. 49.

⁷² Athanase G. Politis, *Les rapports de la Grèce et de l’Égypte pendant le règne de Mohamed Aly (1833–1849)*, Rome: Istituto Poligrafico dello Stato per la Reale Società di Geografia d’Egitto, 1935, p. XVII.

⁷³ Thanks to the 1840 London Treaty (*Ibid.*, p. XCI).

⁷⁴ Athanase G. Politis, *Le conflit turco-égyptien de 1838–1841 et les dernières années du règne de Mohamed Aly d’après les documents diplomatiques grecs* (Cairo: Société royale de géographie d’Égypte, 1931), doc. 83. S. Peroglou, Greek consul at Canea, to the Foreign Ministry, Athens. Canea, 6/18 April 1840, p. 100.

than the Moslems⁷⁵, a large number among them had blood ties with the autochthonous Moslems and, as such, were unwilling to remove the Sublime Porte's rule⁷⁶. The Ottoman administration, subsequently, was re-established. That was by common agreement of the Powers, namely the United Kingdom, Russia, Austria and Prussia – but the main Power to take advantage of such a development was Britain. Whilst an “English” protectorate over Crete was not feasible, direct Ottoman sovereignty over it was the best solution for the British. For if the island were annexed to Greece, the corollary would be the strengthening of Russia⁷⁷. As a matter of fact, Otho, the first King of Greece, was considered to be Russophile; while George I, whose Queen Consort, Olga, was née a Grand Duchess of Russia, was Anglophile (by necessity, not by sentiment)⁷⁸.

That was the background of Venizelos' ascendancy. The crux, however, was the marriage of a sister of him, *Katinkō*⁷⁹, to Kōnstantinos Mētsotakēs (fifteen years her senior), a wealthy Canean lawyer and politician – and Greek subject as well⁸⁰. Mētsotakēs was an active anglophile and, since by the end of the 1866–1869 revolution had been created the framework for an embryonic political life in Crete, there were plenty of opportunities to be grasped by astute persons like him. If the story of the Greek Consulate at Canea having intervened on behalf of Eleutherios' university studies is true, the authentic *deus ex machina* is to be found in the Mētsotakēs family. They had recognized the young man's potential and had subsequently informed the

BCU Cluj / Central University Library Cluj

⁷⁵ Ibid., doc. 13, S. Peroglou to C. Zographos, Foreign Minister, Canea, April 25/May 7, 1838, p. 16; cf. idem, *Les rapports de la Grèce et de l'Égypte...*, p. LXVI. During the 1866–1869 uprising in Crete, the Moslems numbered 90,000 according to the Sublime Porte but only 40,000 according to the Russian Chancellery. (S. Kunalp, *The Cretan Uprising, 1866–1869*, 1, doc. 239: Aali Pasha to Musurus Bey, Ottoman Ambassador in London, Constantinople, January 16, 1867, p. 201; doc. 258: Conemenos Bey to Fuad Pasha, Ottoman Minister of Foreign Affairs, Saint Petersburg, February 14, 1867 p. 254.)

⁷⁶ See Athanasios Th. Phōtopoulos (ed.), *Theodōrou Rhigopoulou, grammateōs tōn Kolokotrōnaiōn, Apomnēmoneumata* (= The Memoirs of Theodōros Rhigopoulos, Secretary of Kolokotrōnēs family), Athens, 1979, p. 196. It was a very peculiar situation, literally unique in the Balkans. The Cretan Orthodox Christians had invited the Turks to occupy Crete in 1645 and after the Ottoman occupation of the island was confirmed, they tolerated the famous “temporary marriages”. Ipso facto, Moslems were entitled to have sexual relations with Christian women for a determined period of time. Thereafter these Christian women were free to marry (permanently) their fellow Christians. Nonetheless, the children of those mixed, temporary connexions remained in the family of their Moslem father; and of course the offspring of the women's second marriage were the uterine brothers and sisters of the *siblings* their mother had with her first (Moslem) husband. (V. Bérard, *Krētikēs Hypotheseis* [= Cretan Affairs]. Translated into Greek by G. Moraglēs [Athens: Trochalia, no date given], pp. 79, 84.)

⁷⁷ Miranta Staurinou, *Hē anglikē politikē kai to Krētiko zētēma, 1839–1841...*, p. 13.

⁷⁸ D. Michalopoulos, *Vie politique en Grèce pendant les années 1862–1869* (Athens: Saripoleion/University of Athens), pp. 163–165, 197.

⁷⁹ Variant of the Christian name *Aikaterinē* (= Catherine).

⁸⁰ On the Mētsotakēs family: AYE, 1843, 49/1, “Greek Subjects in Canea” annex to the despatch No. 53 of S. Peroglou to I. Rhizos-Neroulos, Canea, 15/27 December, 1842. Also: G. Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos...*, p. 58; A. Lilly Maerakis, “Venizelos' Early Life and Political Career in Crete...”, p. 49.

Greek Consulate. Due to their wealth, high status and Greek citizenship they had been able to convince the Greek consul at Canea to talk with Eleutherios' father.

IV

Eleutherios' university studies were finished only in 1887⁸¹. But he was unlikely to have done otherwise. For his father had died in 1883 and Eleutherios was forced to look after his family affairs. He, therefore, liquidated Kyriakos' general store at Canea and finally obtained his university degree, though studying for the most part at home. As a result, his grade was "Very Good" instead of "With Honours" which had hoped for. This fact had no practical importance. But it proved to be catalytic as far as his psyche was concerned; for it left him with a complex of "not-being-intellectual", which tormented him for the rest of his life. And it is noteworthy that this complex grew because of the frustration he felt at not having the means to pursue further studies in Germany⁸².

In late 1887, however, he was appointed a Canean lawyer⁸³ – though he had been practicing as a "solicitor" from 1884 onwards⁸⁴. As aforementioned, Canea, where Moslems were the overwhelming majority, was then the capital of Crete. It was an "ugly, little town, with nothing attractive in it"⁸⁵. Thanks, nonetheless, to the special administrative régime (in actual fact an semi-autonomous one) that Crete enjoyed after the Ottomans were defeated by the Russians in 1878 and the subsequent conclusion of the Chalepa Convention a large field of activity was already open to lawyers educated in "Europe", viz. Greece. Still, Eleutherios' professional beginnings were not promising⁸⁶, which was why he tried to make a career as a judge⁸⁷. But suddenly things changed for the better and he proved to be a very successful lawyer. Undoubtedly the *deus ex machine* was again K. Mētsotakēs, his brother-in-law. Not only was he a wealthy individual, but also the very founder and leader of the Liberal party of Crete⁸⁸, the editor of the weekly newspaper *Leuka Orē*⁸⁹, i.e. the Liberals' mouthpiece – and a successful lawyer as well. But in 1888 K. Mētsotakēs retired from all his posts, appointing Eleutherios Venizelos his

⁸¹ Steph. I. Stephanou, *Eleutherios Venizelos...*, *op. cit.*, p. 14. In the meantime he met at Athens, in November 1886, the British liberal politician Joseph Chamberlain. It was in his capacity as a member of a Cretan students' delegation. (See A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, pp. 9–11).

⁸² G. Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos...*, p. 61.

⁸³ *Ibid.*, pp. 61–62.

⁸⁴ EVP, I/4/1–9; I/5/1; I/6/1–2.

⁸⁵ Panagiōtēs Danklēs, *Anamnēseis-Engrapha-Allēlographia-To archeio tou* (= Memoirs-Documents-Correspondence-his Archives). Edited by X. Leukoparidēs, vol. I (Athens: Vagiōnakēs, 1965), p. 217.

⁸⁶ G. Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos...*, pp. 62–63.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 62.

⁸⁸ Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864–1910*, pp. 460–461.

⁸⁹ *Leuka Orē* = White Mountains.

successor in everything⁹⁰. Thanks to K. Mētsotakēs, therefore, Venizelos came to be the leader of a strong political party (he literally inherited it from his brother-in-law), a member of the local Parliament, the editor of an influential newspaper, and a successful lawyer⁹¹. In practice he was the leader of the anglophile party in Crete.

* * *

This was made apparent as early as the following year, 1889. Thanks to K. Mētsotakēs' retirement and financial aid⁹², Venizelos was elected to the local Parliament, in the ranks of the Liberals. Liberals then held a majority in Parliament thanks to universal suffrage, for the first time exercised in Crete⁹³. On the other hand the Conservatives i.e. the other strong Cretan political party, judged the time ripe for Crete to be united with Greece. The Russian Consulate at Canea openly encouraged them to do so⁹⁴; but the Greek Government's attitude was faltering⁹⁵. Anglophile Charilaos Trikoupēs was then in power in Athens and was setting in motion an economic development policy, which implied a pacifist one towards the Ottoman Empire. Venizelos, therefore, was against the "Conservative Uprising" that took place in Crete. And anxious not to be regarded as a "revolutionary" by the Ottoman authorities he voted against the union-with-Greece motion in the local Parliament. But he was almost alone in doing so⁹⁶; subsequently, he fled secretly to Athens in October 1889⁹⁷. He was not to return to Crete until mid-April 1890⁹⁸.

It was then and in the Greek capital that Eleutherios Venizelos publicly emerged as the Cretan anglophile champion. First of all, it was the British Consul at Canea, Alfred Biliotti, his friend⁹⁹, who had arranged his flight to Athens¹⁰⁰; and it was in Athens that he became an adherent of Trikoupēs' policy of internal development¹⁰¹. Since, moreover, he had left behind, at Canea, Maria Katelouzou, i.e. his wife-to-be, he regarded the Russians as responsible for the turmoil in his life¹⁰²: he was separated from his *fiancée* and had lost of his seat in the Cretan

⁹⁰ G. Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos...*, pp. 77–78; Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864–1910*, pp. 194–195.

⁹¹ As far as his post-1888 legal activities are concerned: EVP, 1/8/1–16; 1/9/1–17.

⁹² Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864–1910*, p. 229.

⁹³ Eleutherios K. Venizelos, *Ilē Krētikē Epanastasē tou 1889* (= The 1889 Revolution in Crete). Edited by Giannēs G. Manōlikakēs, Athens, 1971, p. 50.

⁹⁴ Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864–1910*, p. 247.

⁹⁵ *Ibid.*, 246.

⁹⁶ A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 13.

⁹⁷ AYE, 1889, A/12, the Greek Consul General at Canea, to Stephanos Dragoumēs, Foreign Minister of Greece, Canea, October 9th, 1889.

⁹⁸ G. Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos...*, p. 82ff.

⁹⁹ Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864–1910*, p. 175.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 85.

¹⁰¹ E. Venizelos, *Ilē Krētikē Epanastasē tou 1889*, p. 48.

¹⁰² *Ibid.*, p. 58ff.

Parliament. Needless to say, these ideas soon proved to be catalytic as far as the political and international life in South-Eastern Europe was concerned.

Upon his coming back to Canea, therefore, his ideas were evident: no more unrest against the Porte. His father acted as a precedent; for as early as 1877 he had demanded that uprisings against the Ottoman rule be stopped in Crete¹⁰³. In short, the Porte's sovereignty was to be continued – at least for the moment.

Venizelos, therefore, tried to prove again his loyalty to the Ottoman authorities; and he took a step that could have been fatal to his career. In December 1892 a Moslem, Tevfik Bedri Bey, was murdered in the Canea district, and four Christians were jailed as suspected of homicide. The four were taken to court and two of them, namely Geōrgios Papadakēs and Antōnios Larentzakēs, were sentenced to death and executed on January 8, 1894. Nonetheless, they were not guilty: the victim's murder was the result of a family dispute. This was a widely-held opinion in the Canea social microcosm – and proved to be true¹⁰⁴. The consequence was that no lawyer had been willing to prosecute the alleged murderers other than Venizelos and his friends, who managed to send two innocent people to the gallows¹⁰⁵. The protests of the Canea Christians, actually the entire Cretan Christian community, were so vehement that Venizelos feared for his life¹⁰⁶. And he was going to live in constant fear of assassination till he died in Paris in 1936: he was actually assassinated, but not by Cretans.

The 1893 trial, nevertheless, had been his *cause célèbre*¹⁰⁷, but it was a factitious one. In point of fact, it was fraudulently and cynically gained by him against innocent Christians – most likely for the considerable pecuniary advantage he derived from it¹⁰⁸.

V

He could not live in Crete anymore, unless constantly protected by the Ottoman authorities. So he kept his head down for a couple of years¹⁰⁹. It was not until 1895 that he tried to re-enter the political scene of his native island by editing another weekly newspaper, the *Augē* (= Dawn). But in 1895 a fresh Christian uprising took place in Crete. Unlike the 1889 one, it was incited not by Russians but by the British; and its aim was the island's autonomy and by no means union with Greece. The main character in this new drama was Manousos Koundouros, a magistrate with an Athens University degree, like Venizelos, but a bellicose chieftain as well.

¹⁰³ EVP, I/2/1, Kyriakos Venizelos to Markos Rhenierēs, Canea, November 27, 1877.

¹⁰⁴ G. Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos...*, p. 102.

¹⁰⁵ *Ibid.*, pp. 103–105.

¹⁰⁶ Cf. *Ibid.*, pp. 121–123.

¹⁰⁷ A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 14.

¹⁰⁸ Cf. A. Lilly Macrakis, "Venizelos' Early Life and Political Career in Crete", p. 79 (note 46).

¹⁰⁹ *Ibid.*

The Koundouros uprising for autonomy was successful. For now it was the turn of the British to trip up the Russians. It was thanks to the 1878 Russian victory against the Porte that the Chalepa Convention was concluded in that same year; and it was thanks to the Russian consular authorities' activity that the 1889 uprising for union with Greece was launched. The British answer was most effective: they managed to have the semi-autonomy granted to the Christians of Crete by the Porte (thanks to the Russians) developed into a parliamentary system based on universal suffrage.

As aforementioned, the 1895 insurrection had no "unionist" character. What is more, the Ottoman troops after the defeats they had suffered at the hands of the insurgents, abandoned the countryside and entrenched themselves in the island's cities¹¹⁰. The time was, therefore, ripe for essential changes in the political scene of Crete. In July, 1896, the Great Powers jointly decided to provide the populations of the island with the appropriate political régime. In other words, the Porte's sovereignty over the island was to become shadowy¹¹¹.

In the meanwhile, a Revolutionary Assembly was convened and a plan for Crete's future drafted as an autonomous state: the island would be under the Porte's suzerainty with a Christian governor, and a European police force¹¹². Venizelos had taken a seat in the Assembly. Nonetheless, his situation was tricky. He was regarded as an avowed pro-Turkish – and he was. The memory, moreover, of his 1894 innocent victims was still alive. As a result, he was very nearly murdered as soon as he first attended the Revolutionary Assembly. He escaped thanks only to Koundouros' intervention, who had already been elected President of the Revolutionary Assembly¹¹³.

Koundouros was now the seeming star of Anglophilia in Crete. Venizelos' political career was all but doomed; for the Cretan Christians merely put up with him. Koundouros, being confident of his success, rescued unhesitatingly Venizelos' life. Yet in doing so he committed a fatal error. The British did not want so much to rely upon Koundouros, because he was married to the daughter of the Russian consular agent at Rethymnon¹¹⁴. It made no difference whether Koundouros openly criticized Russia and the Russians. Venizelos was more trustworthy to the British; for his obscure ancestry, his ill reputation and, above all, his wretched family life made him a docile instrument in British hands.

Stylianē, his mother, and Agathocles, his idiot brother, died almost to the day in 1896¹¹⁵. Two years later K. Mētsotakēs, his brother-in-law and political mentor, passed away as well. But the most severe blow had been inflicted on him as early as 1894. His young and beautiful wife, Maria, whom he married in 1890, died while delivering Sophocles, their younger son. The cause of death is usually

¹¹⁰ M. Koundouros, *Historikai kai diplōmatikai apokalypseis...*, pp. 63–65.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 91.

¹¹² A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 14.

¹¹³ M. Koundouros, *Historikai kai diplōmatikai apokalypseis...*, *op. cit.*, pp. 94–95; cf. A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 15.

¹¹⁴ Maria Tsirimonakē, *En Rethymnō* (= In Rethymnon), Rethymnon, 1998², p. 32.

¹¹⁵ Helenē Dalampira, *Ho tafos tēs Stylianēs Venizelou stē Mēlo*, pp. 12, 16.

imputed to puerperal fever. But further investigation has now established that Maria died of an infection attributed to squalor¹¹⁶. As a sign of perpetual mourning, Venizelos was bearded for the rest of his life.

As a consequence, he was bound to take on a quasi-maternal role to his siblings. There were two: Kyriakos and the aforementioned Sophocles, a future prime minister of Greece. The point is that in 1896 Venizelos was an afflicted widower in charge of two little boys. What is more, his compliant attitude towards the Ottoman authorities had alienated the Cretan Christians from him. Actually, the most important clients of his law office were Turks¹¹⁷; for there was no sympathy for him among the Christians in Canea.

VI

The British opened all doors to him. Cretan Moslems put obstacles in the way of the island's autonomy. This is why Timoleon Vasos, colonel of the Greek Army and aide-de-camp to King George I of the Hellenes, landed on Cretan soil on the 3rd of February, 1897 and declared "he was occupying the island" in the name of his Sovereign¹¹⁸. Christian irregulars hoisted the Greek flag on a hill close to Canea, and European men-of-war shelled them. An – unavoidable – imbroglio ensued, and Venizelos appeared as the odd-job man: he hastened to the spot of the bombardment and thanks to his legal experience undertook the task of talking with the Powers' representatives. His main contacts were with the British; and the fact that the latter acceded to his suggestions convinced the Christian Cretans that he was the *persona grata* of the new order being created in their island¹¹⁹. For the moment he was not the target of his Christian compatriots' hatred. But anxious about his questionable political past, he addressed a circular letter to his friends advocating instant "Union with Greece" as the "best remedy for the island's pains"¹²⁰.

That famous "Union with Greece" would be in the years to come the main political instrument in Venizelos' hands. Now, having autonomy in their grasp, liberal politicians in Crete were going to use the unionist slogan as a cover for their own goals and ambitions. Such goals and ambitions were readily foreseeable; for "goals" meant the 'duties' assigned to them thanks to Great Britain, and "ambitions" signified Crete's political arena about to be dominated by them.

The role of the Conservatives, on the other hand, was apparently easier: they were constantly advocating "Union with Greece". As a result, they were more

¹¹⁶ G. Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos...*, p. 106.

¹¹⁷ EVP, I/12/1–55; I/14/3–18; I/15/1–31; I/16/1–4.

¹¹⁸ Édouard Driault and Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, vol. IV (Paris: Les Presses Universitaires de France, 1926), p. 345.

¹¹⁹ Dr. C. Kerofilas, *Eleftherios Venizelos*, pp. 18–19.

¹²⁰ EVP, I/17/1. The letter (better: a declaration) was signed, on the 28th of January, 1897, by his new and old political friends as well.

trustworthy than the Liberals in the eyes of the local Christian population. They were backed, nonetheless, by Russia; and in the last analysis their success depended on whether the Tsar Nicholas II would effectively support them.

For the time being, the game was being played in Athens. As already mentioned, Olga, Queen Consort of Greece, was of Russian stock: she was the daughter of the Grand Duke Konstantin Nikolayevich, brother of the Tsar Alexander II. Her husband, King George I of the Hellenes¹²¹, was the second son of King Christian IX of Denmark. According to the secret shared with the French minister at Athens, Joseph Arthur Count de Gobineau, in the autumn of 1864, he “was sold to England”. He knew nothing about Greece, and was not willing to know¹²². But he was driven to accept the Greek Crown, after the fall of King Otho, by his father, because Lord John Russell, then Foreign Secretary of Great Britain, had promised the Danes British support in the Schleswig-Holstein issue¹²³. But the British policy towards his sibling in Athens was dishonest. According to secrets he, George I, divulged to Gobineau with bated breath, the British, after “having dragged him to Greece”, deserted him and re-appeared only in order to cause problems for him¹²⁴.

It was natural, notwithstanding, for the young sovereign¹²⁵ to be obedient to British dictates; for Britain had been the victorious Power in the Greek ‘battleground’ since King Otho’s removal in 1862¹²⁶. This was why, in 1875, King George accepted the parliamentary system to be established in Greece. As a matter of fact, he was by no means persuaded to take such a step, and he had tried to rule his adoptive country in an authoritarian manner¹²⁷. But he failed. Therefore, he unwillingly agreed to have a fully-fledged Parliament functioning in Athens.

Scholars discovered only in the 1980s the impact of the feelings of rancour he harboured against Britain throughout his life. Evidently, his frequent visits to the Viennese Court and his talks with the old Emperor of Austria and Apostolic King of Hungary, Franz Joseph, were no secret¹²⁸. But very few realized that he had achieved a secret rapprochement with Austro-Hungary and regarded – secretly as well – the old Emperor and King as his personal mentor¹²⁹; and strangely enough, he had the support of Ch. Trikoupēs, the well-known Statesman, whose obvious anglophilia had resulted in deep disappointment as well¹³⁰. The point of all this has been that in the last years of the nineteenth century Venizelos was, in British eyes,

¹²¹ King Otho was “King of Greece”.

¹²² Cf. Prince Nicholas of Greece, *Ta penēnta chronia tēs zōēs mou* (= The fifty years of my life), Athens: Greca, 1926, p. 25.

¹²³ D. Michalopoulos, *Vie politique en Grèce...*, p. 165.

¹²⁴ *Ibid.*,

¹²⁵ He was merely 17 years old, when arrived in Athens, in October 1863.

¹²⁶ D. Michalopoulos, *Vie politique en Grèce...*, p. 73ff.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 166ff.

¹²⁸ Prince Nicholas of Greece, *Ta penēnta chronia tēs zōēs mou*, pp. 96–98.

¹²⁹ Paulos V. Petridēs, *Xenikē exartēsē kai ethnikē politikē, 1910–1918* (= Greece’s dependence on foreign Powers and [her] national policy, 1910–1918), Salonika: Paratērētēs, 1981, p. 286ff. *passim*.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 286.

the only reliable person in Greek lands. King George was pro-Austrian, the Cretan Koundouros had pro-Russian family connections, and K. Mētsotakēs, the old, assured pro-British champion was dead. Under these circumstances, the Venizelos ascendancy was no laughing matter: either Venizelos in power or the British influence would be lost. And so a tragicomedy was played out; the main stages of which were the following:

1. T. Vasos' landing in Crete – and his subsequent declaration that he was occupying the island in the name of King George I of the Hellenes – was an open provocation against the Sublime Porte. As a result, the beginning of a Greco-Turkish war was, therefore, easily foreseeable.

2. Before the Vasos landing took place, Theodōros Delēgiannēs, then prime minister of Greece was asked by members of his cabinet whether the Greek Army was able to combat the Ottoman one. The only reasonable answer was that it was not. Nonetheless, T. Vasos arrived in Crete – and, of course, hostilities between the Ottoman Empire and Greece broke out in early April, 1897.

3. Within thirty days the Greek Army was defeated by the Ottomans, and put to flight. The Ottoman troops occupied the whole of Thessaly and their entry into Athens was prevented thanks to the European Powers' mediation.

4. It was an ignominious defeat. But the island of Crete was declared autonomous under the Sultan's suzerainty and the collective protection of four European Powers, namely Great Britain, France, Italy, and Russia. (Germany and Austro-Hungary were with them only till April, 1898¹³¹.) Prince George of Greece, second son of the King George I, was accordingly appointed High Commissioner of the Powers in Crete. He arrived there in early December 1898 and was given a frenzied reception by the island's Christian population.

5. The conclusion is that Greece was militarily humiliated in 1897 but diplomatically triumphant. For Crete was, dynastically associated with the Kingdom of Greece, whilst the Ottoman rule there was in practice over.

The key person in this very matter was King George I of the Hellenes. In actual fact, of fact, it was he who urged the Greek government into war against the Porte, though everybody knew that the Greek Army was not yet fit for warfare. He was sure, nevertheless, that the war's outcome would be advantageous for his House.

Why was he so sure? The mystery was disclosed only in 1910. Before the war began, King George was staying in Vienna and having secret talks with the Emperor and the latter's Foreign Minister, Count Gołuchowski. They guaranteed that despite the defeat the Greek Army was to suffer at the hands of the Ottomans, Greece would not endure territorial losses. On the contrary, Crete was to be put under the rule of the Greek Royal House¹³².

¹³¹ Sp. V. Markezinēs, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados...*, II, p. 351.

¹³² Daily paper *Patris* (= Fatherland), No. 6008 (September 15, 1910); cf. É. Driault and M. Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, vol. V (Paris: Presses Universitaires de France, 1926), p. 332.

* * *

Now all was light. Greece was defeated, but Crete was gained for the Royal Family of Greece. There emerged, nevertheless, a new problem: Prince George, the High Commissioner, was an open Russophile. Not only was he the cousin of Tsar Nicholas II, but he had saved the latter's life in Japan in 1891, when both of them were on official visit to that country¹³³. His appointment, moreover, was the effect of Saint Petersburg's cabinet manipulation and pressure¹³⁴. The point, however, is that Germany and Austria objected to him as High Commissioner; and though Emperor Wilhelm II had understood that the Cretan issue would be, in long run, of great benefit to Britain, he withdrew Germany from the Powers involved in Crete. Austro-Hungary copied Germany, but Italy did not. This was the first fissure within the Concert of Powers – and the Triple Alliance as well¹³⁵. Prince George, therefore, reached Canea on board a French man-of-war¹³⁶.

Be that as it may, his popularity among the Christian peasantry of Crete was enormous¹³⁷; and he did his utmost for island's overall development¹³⁸. At the same time, a constitution was drawn up by a committee, the most active member of which was Venizelos. The draft was submitted in March, 1899 to the Four Powers' representatives¹³⁹ and was promptly approved: it came into force in April of that same year¹⁴⁰. This very Constitution, almost entirely the personal achievement of Venizelos, proved to be a fatal trap set for Prince George. For it was pervaded by a blatantly authoritarian spirit¹⁴¹. If the High Commissioner submitted to the dictates of the British policy-makers, he would be given the freedom to govern as he desired; otherwise he would be removed. In other words, it was a duel between Venizelos and Prince George that was already underway: it was to finish in September 1906. For Venizelos was arguing for the independence of the island, whilst Prince George was advocating the latter's union with Greece.

VII

The High Commissioner began skirmishing with Venizelos by the time the latter was drafting the Constitution. A debate on Prince George's title was opened –

¹³³ Prince Nicholas of Greece, *Ta penēnta chronia tēs zōēs mou*, pp. 123–125.

¹³⁴ Geōrgios Aspreas, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados* (= Political History of Modern Greece), vol. I, part II (Athens: Chrēsima Vivlia, no date given [second edition], pp. 243, 283; É. Driault and M. Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce...*, IV, pp. 442–466.

¹³⁵ É. Driault and M. Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce...*, IV, pp. 450ff.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 466.

¹³⁷ Cf. P. Danklēs, *Anamnēseis-Engrapha-Allēlographia-To archeio tou*, I, p. 221.

¹³⁸ A. Dalby, *Eleftherios Venizelos*, p. 22.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 21.

¹⁴⁰ *Episēmos Ephēmeris tēs Krētikēs Politeias* (= Official Gazette of the State of Crete), First Year, I, No. 24 (April 16, 1899), pp. 41–46.

¹⁴¹ Sp. V. Markezinēs, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados...*, II, p. 353.

and Venizelos jumped at the chance to declare that “Crete was entitled to her own ideas about her future”. Prince George riposted that “foreign policy” either of Greece or of Crete “was not everyone’s business, but that of the King of the Hellenes and his government”¹⁴². The gaps between the two men’s views were now obvious. The High Commissioner had of course the support of almost all the Cretan Christians; Venizelos, on the other hand, was backed by the British Consul and his allies at that time, namely the Italian and the French ones. Who was to gain the upper hand?

The Prince acted with moderation. After the Constitution came into force, he appointed Venizelos his “Councillor”, i.e. Minister, of Justice¹⁴³ – his Council (Cabinet) being five-strong. Koundouros, the ex-anglophile champion and Venizelos’ future bitter foe, was given the portfolio of Home Affairs. Things went well for a while. But in September 1900, the High Commissioner embarked on a tour of Europe. His purpose was to sound out the Powers’ intentions as far as Crete’s future was concerned. To his mind, the only good perspective was island’s union with Greece. If such a union were not feasible in the short run, only the strengthening of Crete’s ties with the Kingdom of Greece would assure the Christian population of the island that the future would be better for them than the past. Four out of his five Councillors concurred with his point of view; but Venizelos kept aloof. According to him Crete, already a “semi-independent” state, should aim to become a “really autonomous”, viz. an independent country¹⁴⁴.

The crux was not only independence or union with Greece: the matter was also whether the “Head of the Executive” would be an elective one – in other words whether Crete would be a republic or not. For if the island became a “totally autonomous” statehood, i.e. an independent republic¹⁴⁵, Venizelos would most likely be her President. Backed by the British as he was, and identifying with republican/democratic ideas and ideals, he would have – sooner or later – the whole island in his grasp. The key was now the attitude of Tsar Nicholas II.

The latter was the first to talk with the High Commissioner about the island’s future. They met each other in the Crimea, in the imperial residence. He was “very sympathetic” with the people who wished Crete to be united with Greece; yet he was not prepared to go ahead with this solution¹⁴⁶. Prince George and his Cretan subjects would have to wait.

The Tsar, however, had miscalculated. Russia being one of Crete’s Protective Powers, Russian men-of-war had now obtained a long-wanted naval base of theirs

¹⁴² A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 21. According to certain sources, nonetheless, this verbal conflict took place somewhat later, when the High Commissioner was about to start his tour to the Powers’ capitals. See Sp. V. Markezinēs, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados...*, II, p. 29.

¹⁴³ *Episēmos Ephēmeris tēs Krētikēs Politeias*, First Year, No. 28 (April 28, 1899), p. 48. The jurisdiction of this very portfolio encompassed foreign affairs as well.

¹⁴⁴ Sp. V. Markezinēs, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados, 1828–1964*, vol. III (Athens: Papyros, 1966), p. 29ff.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 38 (note 3).

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 29.

in the “heart” of the Eastern Mediterranean. The upshot was that the Tsar was not inclined to give up this palpable, substantial gain for a *beau geste* in favour of the King of the Hellenes. Were Crete to be united with Greece, certain would be the loss of the Russian naval “facilities” in the island and questionable the attitude of King George in a major European crisis to ensue.

All this was true; but there was another side to the “Cretan Question”, which was overlooked by the Tsar. And this side was the delicate position of the High Commissioner, the Tsar’s *protégé*. For Prince George’s insular throne was already tottering. The British were by no means disposed to tolerate a Russophile ruler in Crete, and their acolyte, Venizelos, had personal ambitions to gratify, if Prince George were removed. British diplomacy and Venizelos’ ruthlessness were fearsome weapons against the High Commissioner and *mutatis mutandis* against Russia. But Nicholas II did not grasp the situation¹⁴⁷.

After the Crimea, Prince George visited England, where he talked with Edward, Prince of Wales, Sir Donald Mackenzie Wallace, foreign editor of the London *Times* and the Marquess of Salisbury, then prime minister of the United Kingdom. All of them turned down the idea of Crete’s annexation to Greece, but approved of the proposition that the ties between the former and the latter be reinforced¹⁴⁸. The same feelings were expressed to the High Commissioner in Paris, by the President of the French Republic Émile Loubet and the Foreign Minister Théophile Delcassé; and Rome as well, by the King of Italy Victor Emmanuel III and Emilio Visconti-Venosta, his minister of Foreign Affairs¹⁴⁹.

Critical confabulations took place subsequently. But while Prince George, after having talked with the rulers of Europe, hoped that Crete would be annexed at least *de facto* by Greece, a joint note of the Four Powers was issued on 23 February, 1901 (New Style). According to the note, the Prince was “warmly invited” to stay on in his office as High Commissioner¹⁵⁰, but neither union with Greece nor the strengthening of the ties between Crete and the Kingdom of Greece would be tolerated.

This response to the steps the Prince had taken, in order to meet the desire of him and his Christian subjects, provoked bewilderment on the part of Crete’s Christian population except for Venizelos. He likely expected such a Four Powers’ answer; and, what is more, he termed the regrettable outcome of Prince George’s tour of Europe as the intercession “of the finger of Destiny”¹⁵¹.

Why was the sad result of the High Commissioner’s steps regarded by his Councillor for Justice as Destiny’s intervention? Because the island’s union with of Greece, whether formal or *de facto*, would put the island under the rule of the King of the Hellenes; but, as aforementioned, he was an adherent of the Emperor

¹⁴⁷ É. Driault and M. Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce...*, IV, pp. 494–495.

¹⁴⁸ *Ibid.*, pp. 30–31.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 31.

¹⁵⁰ A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 22.

¹⁵¹ Sp. V. Markezinēs, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados...*, III, p. 32.

Franz Joseph of Austro-Hungary. The British, therefore, were by no means ready to replace the Russophile ruler of Crete by his father, supporter of the Habsburgs. And the tool, of course, of such a policy against King George and his namesake son, Powers' High Commissioner in Crete, would be "democracy". Venizelos now undertook the task of saving from the "Russian styled" autocracy of the High Commissioner, "in whose veins the blood of Peter the Great run", the parliamentary system in Crete¹⁵². Little wonder, therefore, that similar arguments, namely the defense of democracy and the indictment of the Royal House of Greece being prone to authoritarian methods of rule, were to used again by Venizelos during the First World War.

The gap then between Prince George and his Justice Councillor was obvious and deep. And Venizelos gave publicity to his point of view by means of an interview with the influential Athens paper *Acropolis*¹⁵³. He did not mince his words: he wanted Crete to be a fully autonomous (i.e. independent) state because in that way the Head of the Executive would be elective¹⁵⁴. It was obvious he was aspiring to a régime change in Crete.

VIII

Venizelos, nevertheless, was then a member of the administration he wished to abolish. Prince George pretended at first to know nothing of his Councillor's seditious activity. But finally, most likely on his father's advice¹⁵⁵, he dismissed Venizelos on March 18, 1901¹⁵⁶. Immediately afterwards came the elections for the Cretan Assembly, in which Venizelos did badly. For he was now anathematized by nearly the whole of Crete's Christian population as the only leading opponent of the island's union with Greece. The High Commissioner, on the other hand, was justly regarded as the pro-Union champion. As a result, he was idolized by the populace and it was thanks to him that the unionist movement grew to such an extent as to jeopardize the authority of the Four Powers' Consuls in Crete.

In other words, because of Venizelos' seditious activity the national sentiment of the island's Christians was being strengthened more and more – and soon would be out of control. Venizelos was isolated, and trying to make his living once more as a lawyer¹⁵⁷. For the British to rescue his political career was now of vital importance.

¹⁵² Ibid., p. 20.

¹⁵³ To be found *in toto* in the book by I. Ēliakēs, *Ho Eleutherios Venizelos ōs dēmosiographos* (= Eleutherios Venizelos as journalist), Athens: Dēmētrakos, 1932, p. 18ff.

¹⁵⁴ Ibid., pp. 22–23.

¹⁵⁵ A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 23.

¹⁵⁶ EVP, I/21/1.

¹⁵⁷ EVP, I/22/1–195; I/23/1–95.

Accordingly a new British Consul-General, Esme Howard, arrived at Canea in July, 1903. His instructions were clear: Prince George should be removed, but with honour; for he was the “beloved nephew” of the King of England Edward VII¹⁵⁸. Of course, these instructions were to be meticulously observed.

The new Consul-General of the United Kingdom paved the way for Venizelos and his friends with the assistance of his French and Italian colleagues¹⁵⁹. On the March 10, 1905, therefore, the leader of the “Cretan liberals” left the Italian Consulate at Canea¹⁶⁰ for Therison, where his followers had gathered¹⁶¹. The slogan of the rebellion was well calculated: “Union with Greece” – and, if it were not feasible, the abolition of the autocracy of Prince George¹⁶². Of course, since union with the Greek Kingdom was for the time being ruled out by Crete’s Four Protective Powers, it was obvious that the rebels’ sole target was Prince George¹⁶³.

The latter was again in a delicate position. The Cretan populace had no sympathy with the rebels¹⁶⁴; and Koundouros, protagonist of the 1895 revolution, threatened to take his followers into the mountains, in competition with Venizelos¹⁶⁵. But the latter was well financed¹⁶⁶ and in constant contact with the Consuls of the Four Powers. The very presence of his armed bands near Canea, the island’s capital, was a challenge to High Commissioner’s prestige; for the problem was that Prince George had no means with which to face them. The Cretan Gendarmerie, modeled on the Italian Carabinieri, was still in embryo¹⁶⁷. What is more, Prince George was forbidden by the Powers’ Consuls at Canea to have a militia formed against the Therison rebels¹⁶⁸. As a result, only the British, Italian, French, and Russian troops camped out in the island could have scattered the rebellious Therison gathering. The High Commissioner asked, therefore, to “be lent a hand”, but when everything was ready for the Powers’ troops to crush the rebels,

¹⁵⁸ Lord Howard of Penrith, *Theatre of life: Life seen from the stalls, 1905–1936* (London: Hodder and Stoughton, 1936), p. 18.

¹⁵⁹ With regard especially to the French and Italian Consuls see Sinan Kunceralp [ed.], *Ottoman Diplomatic Documents on the Origins of World War One. The Final Stage of the Cretan Question, 1899–1913* (Istanbul: The Isis Press, 2009), doc. 289: Sadreddin Bey, Ottoman chargé d’affaires at Athens, to Tevfik Pasha, Ottoman Minister of Foreign Affairs, Athens, July 12, 1906, p. 157.

¹⁶⁰ A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 26.

¹⁶¹ Steph. I. Stephanou, *Eleftherios Venizelos...*, p. 38.

¹⁶² *Ibid.*, pp. 38–39.

¹⁶³ *Les chefs des insurgés ont répondu aux Consuls qu’ils se réservaient de leur faire connaître, dans le délai convenu, leur résolution tout en faisant comprendre que tant que le Prince Georges restera dans l’île, les insurgés ne déposeront pas les armes.* (S. Kunceralp, *The Final Stage of the Cretan Question, 1899–1913*, doc. 266: Sadreddin Bey to Tevfik Pasha, Athens, July 16, 1905, p. 143.)

¹⁶⁴ *Ibid.*, doc. 276: Sadreddin Bey to Tevfik Pasha, Athens, September 16, 1905, p. 148.

¹⁶⁵ A. Dalby, *Eleftherios Venizelos...*, p. 27.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 26.

¹⁶⁷ *Episēmos Ephēmeris tēs Krētikēs Politēias*, I, Eighth Year, No. 51 (16 September, 1906).

¹⁶⁸ S. Kunceralp, *The Final Stage of the Cretan Question, 1899–1913*, doc. 278: Sadreddin Bey to Tevfik Pasha, Athens, October 14, 1905, p. 150.

the British suddenly declared themselves unwilling to do so. For they did not want the 1900 Peking precedent to be repeated¹⁶⁹.

In point of fact, the 1900 events in the Chinese capital, viz. the Boxer rebellion, had nothing in common with the 1905 liberals' gathering at Therison. The argument, nonetheless, was so absurd that no reply could be given. As a result, only Russian troops, in the Rethymnon district, marched with success against the rebels, who were making raids into villages for food¹⁷⁰; but in other regions of the island, rural economic life was being gravely disturbed because of the impunity the rebels enjoyed¹⁷¹.

It was in that way that the summer of 1905 was spent on the island of Crete: the economic ruin of the island in practice was guaranteed. Yet in October, Venizelos, sensitive to cold weather, arranged to be granted an amnesty¹⁷². For winter is harsh in the Cretan mountains. The Powers' Consuls subsequently exerted pressure on the High Commissioner, and the latter *volens volens* acquiesced. The amnesty was granted and the Therison camp was disbanded in November, 1905. The "comedy"¹⁷³ was over.

Henceforth everything would happen contrary to what Prince George hoped. The Consuls grasped the opportunity to have the control over Crete shifted from him to themselves; and accordingly, the Four Protective Powers imposed over Crete an economic control régime¹⁷⁴. Within the framework of this régime the Consuls were entitled to contact the Councillors of the High Commissioner thus circumventing him¹⁷⁵. It was the parliamentary system imposed on Crete – and only humiliations were in store for the Prince.

Be that as it may, the 1906 elections gave Venizelos a minority in the Assembly of Crete. That meant the populace kept regarding him as the foe *par excellence* of the pro-Union movement and Prince George as its beloved leader. But the latter had had enough. Though the Therison rebellion had met neither

¹⁶⁹ Lord Howard of Penrith, *Theatre of life: Life seen from the stalls, 1905–1936*, pp. 24, 35. Cf. S. Kunalalp, *The Final Stage of the Cretan Question, 1899–1913*, doc. 226: Musurus Pasha, Ottoman Ambassador in London, to Tevfik Pasha, London, April 2, 1905, p. 126: ... *les troupes anglaises avaient reçu pour instructions d'assister la gendarmerie de l'île au rétablissement de l'ordre, tout en s'abstenant d'attaquer les rebelles sur les hauteurs où ils se trouvaient.*

¹⁷⁰ S. Kunalalp, *The final stage of the Cretan Question, 1899–1913*, doc. 250: Rifaat Bey, Ottoman minister at Athens, to Tevfik Pasha, Athens, June 6, 1905, p. 135; doc. 269: Sadreddin Bey to Tevfik Pasha, Athens, August 9, 1905, p. 144; doc. 271: Sadreddin Bey to Tevfik Pasha, Athens, August 19, 1905, p. 145. See also M. Koundouros, *Historikài kai diplomatikài apokalypseis...*, p. 190.

¹⁷¹ As far as the impunity is concerned, the Ottoman minister at Athens wrote to the Foreign Minister of the Sublime Porte as follows: *Je crains que le retard mis par les troupes internationales à... étouffer [the Therison insurrection] lui donne une plus grande extension tout en créant des sympathies en Europe.* (S. Kunalalp, *The final stage of the Cretan Question, 1899–1913*, doc. 250: Rifaat Bey to Tevfik Pasha, Athens, April 5, 1905, p. 128.)

¹⁷² *Ibid.*, doc. 282: Sadreddin Bey to Tevfik Pasha, Athens, November 10, 1905, p. 152; Steph. I. Stephanou, *Eleutherios Venizelos*, p. 39.

¹⁷³ S. Kunalalp, *The final stage of the Cretan Question, 1899–1913*, doc. 251: Rifaat Bey to Tevfik Pasha, Athens, June 20, 1905.

¹⁷⁴ *Ibid.*, doc. 287: Naby Bey, Ottoman minister at Athens, to Tevfik Pasha, Paris, December 21, 1905, p. 156.

¹⁷⁵ *Episēmos Ephēmeris tēs Krētikēs Politēias*, Eighth Year, I, No. 32 (July 12, 1906), pp. 201–203.

military nor political success, Britain's support which Venizelos enjoyed enabled him to present everything in a light most favourable to him. Prince George, moreover, was having a love affair with the French Princess Marie de Bonaparte, who disliked life in Crete¹⁷⁶. So, he resigned in September, 1906¹⁷⁷, and a year later he married Marie. He was to spend the rest of his life in France¹⁷⁸. As for Venizelos, he posed now as the parliamentary dictator of Crete.

* * *

The outcome of the 1901–1906 turmoil in Crete was a heavy diplomatic defeat that the Russians suffered at the hands of the British. The Russians preferred the short-term advantages given to them thanks to their position as one of the Four of Crete's Protective Powers. As a result, they only half-heartedly supported Prince George, their tried friend, and finally let him be removed. The British, on the other hand, surmounted everything. They proved to be able to impose Venizelos, their acolyte, as Crete's strongman – and managed to do so against the manifest feelings of the Christian population of Crete. After Prince George abdicated, they took a step further: they confirmed that the Powers' High Commissioner in Crete would henceforth be appointed by the King of the Hellenes¹⁷⁹. Given the fact that King George's throne had been jeopardized owing to the 1897 Greek defeat by the Ottomans, the British were now able to handle him effectively. For if he proved to be 'loyal' to them and prompt to disregard his friendship with the Emperor of Austro-Hungary, they would likely accept Crete's annexation to Greece as "forthcoming"; if he would not, Cretan affairs would be in a stalemate once more. At the same time, they would be able to open the road for turning Crete into an exclusively British protectorate.

The issue, nonetheless, was to be clouded by the 1909 military coup in Athens and, furthermore, by the beginning of the First Balkan War. Radical changes in the Balkans were in store.

CHAPTER TWO THE MATURATION OF THE WARS

An axiom of the British Naval leadership read as follows: "All war is a question of communications. The Power controlling communications holds in the hollow of his hand the Power to whom communications are denied"¹⁸⁰. It is noteworthy, moreover, that World War I was foreseeable as early as 1900; for the preamble of the German

¹⁷⁶ M. Koundouros, *Historikai kai diplōmatikai apokalypseis...*, p. 190.

¹⁷⁷ *Episēmos Ephēmeris tēs Krētikēs Politeias*, Eighth Year, I, No. 45 (September 2, 1906).

¹⁷⁸ He and his wife became intimate friends of Aristide Briand, who sold to them his house in country. (PA, LG/F/3/14/21.)

¹⁷⁹ *Episēmos Ephēmeris tēs Krētikēs Politeias*, Eighth Year, I, No. 44 (September 2, 1906).

¹⁸⁰ PA, BI/53/A/3.

Navy Law, promulgated that very year, was regarded as a declaration of war against Great Britain¹⁸¹. It was quite natural, therefore, that, in the framework of the Royal Navy's planning, only oil-burning ships would be built from 1912 on¹⁸²; and the origin of the First Balkan War is to be found in Britain's rush for oil.

In 1911, when Winston S. Churchill was appointed to the office of First Lord of the Admiralty, the Royal Navy had already built or was in the process of building 56 destroyers dependent exclusively on oil and 74 submarines powered only by oil. What is more, a proportion of oil was used to spray the coal furnaces of almost all the other ships¹⁸³. Why so? Because immense were the advantages conferred by "liquid fuel" on ships: speed first of all, and capability of being easily re-fueled at sea as well¹⁸⁴. Oil, nevertheless, was not found in considerable quantities in the British Isles, even though the British had at their disposal the "best steam coil of the world", safe in the substratum of their own country¹⁸⁵. In other words, if Britain kept building oil-consuming ships, her naval supremacy would depend on oil¹⁸⁶. Little wonder therefore that the very beginning of the twentieth century witnessed the commencement of Britain's rush for petroleum; and the first steps aimed to control the relevant deposits of the Near East¹⁸⁷.

Thus, on May 28, 1901, the British concluded an agreement with the Shah of Persia, Mozzafar-al-Din Shah Qajar¹⁸⁸. In point of fact, it was a concession encompassing the whole extent of the Persian Empire. As a result the "Anglo-Persian Oil Company" began to exploit the Iranian substratum. Afterwards, it was the turn of Mesopotamia's petroleum wealth to be exploited. It is noteworthy that the first oil well was drilled there by the "Turkish Oil Company": the drilling started as early as 1902¹⁸⁹. The rich Caucasus deposits were exploited by famous oil-dynasties such as the Rothschild and the Nobel families¹⁹⁰. As a corollary, only the petroleum in Ottoman territory was 'available'. Thus, in the first ten years of the twentieth century the Persian Gulf was actually under British control¹⁹¹: the disintegration, therefore, of the Ottoman Empire was in sight, and in fact the main

¹⁸¹ "Since the preamble of the German Navy Law of 1900 gave... [to the British] deliberate notice of the intention of Germany to attack England with the object of destroying British Sea Power". (Ibid.)

¹⁸² W. S. Churchill, *The World Crisis, 1911–1918*, vol. I (London: Odhams Press [no date given]), p. 102.

¹⁸³ Ibid., p. 101.

¹⁸⁴ Ibid., p. 100.

¹⁸⁵ Ibid., p. 101.

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ *Iraq and the Persian Gulf* (B.R. 524. Naval Intelligence Division, September 1944), pp. 269–280, 493.

¹⁸⁸ Alain Duret, *Moyen-Orient. Crises et enjeux* (Paris: Le Monde-Éditions, 1994), p. 192.

¹⁸⁹ Abdul-Mutalib Hasson Al-Marsoumi, "Petroleum Geology of Mesopotamia (general review)". (Retrieved in <http://www.geologyofmesopotamia.com/p57.htm> on April 30, 2011.)

¹⁹⁰ Simon Sebag Montefiore, *Young Stalin* (London: Phoenix, 2008), p. 92; Vanessa Martin and Morteza Nouraci, "Foreign Land Holdings in Iran 1828 to 1911", *Journal of the Royal Asiatic Society* (April 2011), p. 143.

¹⁹¹ Édouard Driault, *La Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à la paix de Sèvres* (1920), Paris: Félix Alcan, 1921⁸, p. 461.

British desideratum with regard to the 1914–1918 fighting between Britain and Turkey was the “final recognition and consolidation of... [the British] position in the Persian Gulf”¹⁹²; that meant, first of all, “security...for oil production”¹⁹³.

The decision, of course, of the Ottoman Empire’s dismemberment was taken after the end of the 1877–1878 war between Russia and the Porte; yet the definite resolution was not made until February 1897¹⁹⁴. The Great European Powers, namely Britain, France, Russia, Austro-Hungary, Germany, and Italy, were in perfect agreement on that¹⁹⁵. Italy’s share was Tripolitania and Cyrenaica, today’s Libya. Little wonder at that, since Italians were interested in exploiting Libya’s substratum¹⁹⁶, wherein, in Ancient Times, the existence of oil had been witnessed¹⁹⁷. The 1911–1912 Italo-Turkish War notwithstanding, it proved that Arabs were not impatient to have the Sultan’s rule replaced by one of a European Sovereign¹⁹⁸. The Balkan peninsula, therefore – Europe’s powder keg thanks to the

¹⁹² PA, BL/63/2.

¹⁹³ Ibid. Cf. Vanessa Martin and M. Nouraei, “Foreign Land Holdings in Iran 1828 to 1911”, p. 145.

¹⁹⁴ É. Driault, *La Question d’Orient...*, p. 449ff.

¹⁹⁵ Sinan Kunalalp (ed.), *Ottoman Diplomatic Documents on the Origins of World War One. The Turkish-Italian War, 1911–1912*, Part 1 (Istanbul: The Isis Press, 2011), doc. 115: Tevfik Pasha, Ottoman Ambassador in London, to Hakki Pasha, Grand Vizier and acting Foreign Minister, London, September 22, 1911, p. 112; doc. 119: Reshad Hikmet Bey, Ottoman chargé d’affaires at Vienna, to Hakki Pasha, Vienna, September 23, 1911, p. 114; doc. 211: Seifeddin Bey, Ottoman chargé d’affaires at Rome, to Hakki Pasha, Rome, September 29th, 1911, p. 156; doc. 493: Tevfik Pasha to Assim Bey, Ottoman Minister of Foreign Affairs, London, October 27, 1911, p. 284. And also Part 2 (Istanbul: The Isis Press, 2011), doc. 1467: Mavroyeni Bey, Ottoman Ambassador in Vienna, to Assim Bey, Vienna, May 2, 1912, p. 200; doc. 1599: the same to the same, June 22, 1912, p. 276; doc. 1632: Tevfik Pasha to Gabriel Effendi Noradounghian, Ottoman Minister for Foreign Affairs, London, August 1, 1912, p. 302; doc. 837: Tevfik Pasha to Assim Bey, London, November 30, 1911, p. 428; and mainly the doc. 1835: Naby Bey, Ottoman Ambassador in Rome, to Gabriel Effendi Noradounghian, Rome, November 29, 1912, p. 415, where it was mentioned the following: *Tout d’abord, il y a lieu de rappeler que la première idée de s’accaparer de nos deux provinces africaines [Tripolitania and Cyrenaica] fut suggérée à l’Italie dès 1882 par l’Angleterre...*

¹⁹⁶ Ibid., 1, doc. 266: Saïd Pasha, Grand Vizier and acting Foreign Minister, to Tevfik Pasha, Constantinople, October 2, 1911, p. 178: *Affaires d’une mission minéralogique [italienne] envoyée Tripoli. Sur démarche Ambassade [italienne] Sublime Porte [a donné] à Vali ordre autoriser voyage mission qui, ayant déjà terminé ses études, est sur le point de rentrer à Benghazi.* And also doc. 109: Seifeddin Bey to Hakki Pasha, Rome, September 22, p. 108: *Je crois inutile de répéter que cette campagne est l’œuvre des journalistes et des politiciens encouragés par quelques institutions financières, le Banco di Roma en tête, et les brasseurs d’affaires.* As a matter of fact, Italians had taken interest mainly in Libya’s phosphate deposits; see doc. 5: Kiazim Bey, Ottoman Ambassador in Rome, to Rifaat Pasha, Ottoman Foreign Minister, Rome, February 17, 1911, p. 27; doc. 14: the same to the same, Rome, March 25, 1911, p. 37.

¹⁹⁷ Herodotus IV, 195. Paradoxical as it may appear, Italians did not exploit Libya’s oil. See Angelo Iachino, *Tramonto di una grande Marina* (Milano: Mondadori, 1966⁴), p. 41.

¹⁹⁸ T. E. Lawrence, *Seven Pillars of Wisdom. A Triumph* (New York: Doubleday, Doran and Co, 1936), p. 47; S. Kunalalp, *The Turkish-Italian War, 1911–1912*, 1, doc. 485: Fuad Simavi Bey, Ottoman acting chargé d’affaires at Vienna, to Assim Bey, Vienna, October 26, 1911, p. 280; Turkhan Pasha, Ottoman Ambassador in St Petersburg, to Assim Bey, St Petersburg, October 27, 1911, p. 285; doc. 498: Nihad Raif Bey, Ottoman Consul General at Malta, to Assim Bey, Malta, October 27, 1911. And also Part 2, doc. 1557: Rifaat Pasha, Ottoman Ambassador in Paris, to Assim Bey, Paris, June 6, 1912, p. 252; doc. 1599: Mavroyeni Bey to Assim Bey, Vienna, June 22, 1912, p. 276.

irredentist dreams “breaking the hearts” of the Christian populations – was the likeliest place for a new conflict to break out.

I

In the night of August 14/15, 1909, a military coup was triggered in Athens. It was a peculiar one; for, contrary to the ‘conventional’ way a putsch occurs, no ‘sensitive spots’ of the Greek capital were seized by troops. The garrison of Athens (and some naval officers as well) simply gathered in Goudi, a plain outside Athens¹⁹⁹, and demanded that reforms be instigated in the machinery of the State.

The coup was organized by the Military League, founded on July 4, 1909²⁰⁰. The League was doubtlessly inspired by the Young Turks revolution that took place in Salonika in 1908²⁰¹; yet no ideological affinity is to be found between the two revolts. The Young Turks, in fact, aimed at abolishing the Sultan’s autocracy and radically changing the ethos pervading the Ottoman Empire. The Greek Military League’s target, on the other hand, was the strengthening of the King’s authority; for the Crown’s indifference was regarded as being responsible for parliamentary inertia and apathy. Indeed the “Royal Republic”, viz. the parliamentary system established in Greece in 1875 had stripped the Crown of nearly all of its privileges in the domain of domestic politics. Little wonder, therefore, that the 1897 defeat of the Greek Army by the Ottomans was imputed to the incompetence of the ruling stratum of Greek society that cared solely about its privileges being upheld through the operating of the parliamentary government. The King had to intervene between Parliament, the Armed Forces and the populace, for a national consensus to be achieved. It was more than ever necessary for revenge to be taken on the Turks; or else there would be no room for Greek national self-respect.

Such an indictment reflected but a biased view of Greek life whether political or social. It is true that power had been monopolized from the end of the 1821 Revolution onwards by manipulation of a number of wealthy and influential families – the same more or less as those that ran the Christian populations of the Greek lands under Ottoman rule. They were collectively termed *tzakia*²⁰²; and the populace often considered them to be oppressors every bit as cruel as Ottoman officialdom had been²⁰³. The aftermath of the 1897 war, nonetheless, was

¹⁹⁹ Today incorporated into the major Athens area.

²⁰⁰ Nikolaos Zormpas, *Apomnēmoneumata. Hē epanastasē tou Goudi, 1909* (= Memoirs. The Goudi Revolution, 1909), Athens: Metron, 2005², p. 19. Colonel N. Zormpas was the leader of the Military League. See also Pericles I. Argyropoulos, *Anamnēseis. To zētēma tou Nautikou, hē exegersē sto Goudi, ho Dichasmos* (= Memoirs. The question of the Greek Navy, the Goudi uprising, the [Greek National] Divide). Edited by Dēmētrēs Michalopoulos, Athens: Arsenidēs, 1996, p. 34.

²⁰¹ Sir Basil Thomson, *The Allied Secret Service in Greece*. Translated into Greek by Kōstas Barbēs (Athens: Logothetēs [no date given]), p. 36.

²⁰² Plural of the word *tzaki*, meaning “fireplace”.

²⁰³ An explication of this sentiment: Anastasia Kyrkinē-Koutoula, *Hē othomanikē dioikēsē stēn Hellada. Hē periptōsē tēs Peloponnēsou, 1715–1821* (Ottoman administration in Greece. The case of the Peloponnesus, 1715–1821). Athens: Arsenidēs, 1996, p. 142.

something of an awakening. The Crown Prince, Constantine, was embarked on a systematic endeavour to re-organize the Army; and statesmen such as Geōrgios Theotokēs, prime minister from December 8, 1905 to July 7, 1909, backed wholeheartedly him²⁰⁴. Still, the point was that Prince Constantine, in the context of his reforms, did show favouritism; for above all he encouraged and promoted chiefly commissioned officers such as Engineers and the Artillery ones. As a result, those in the Infantry and Cavalry felt scorned by him and considered revolt to be an effectual means for “justice to be done”²⁰⁵.

Yet Prince Constantine was right. For Engineers and Artillery officers needed a solid education in the Sciences in order to meet professional requirements, whilst this did not apply so much to those in the Infantry and Cavalry. What is more, the Greek Army was carrying out police duties throughout the nineteenth century²⁰⁶; for brigands held sway in Greece (especially in her mountainous regions) from the 1830s on, and were not eradicated until the late 1920s. Such a task warranted undeniable and obvious social prestige; that is why Greek officers, NCOs and even privates got were in the habit of displaying a somewhat theatrical bellicosity based on handlebar moustaches, fiery countenances, well-tailored uniforms, clinging swords ready to be drawn in trivial disputes etc.²⁰⁷. Of course, this army was not fit to carry out tactical warfare; and the 1886 Koutra fighting against Ottoman border troops²⁰⁸, and especially the outcome of the 1897 Greco-Turkish war proved Greece to be essentially unprepared for a major armed conflict. Constantine’s reasoning, therefore, that the Army should be staffed by educated officers, was irrefutable; and, of course, those most likely to be educated were in the Engineers and Artillery. But as a rule Infantry and Cavalry officers – and NCOs alike – were scions of the aforementioned *tzakia*, i.e. the families who had monopolized wealth and political power²⁰⁹. Hence the officers of this ilk relied on their family connections and not on professional skills. The Crown Prince, on the other hand, was the centre of attraction of Army officers who were well-educated yet without means, like Iōannēs Metaxas, the future Prime Minister of Greece (1936–1940).

So, there arose a peculiar situation. The coup against the social stratum ruling Greece was engineered by the offspring of that very same social stratum. Those of the military involved in the revolt insisted on King George assuming essential political prerogatives. Seemingly, it occurred because they wished that politicians’ unresponsiveness be halted; yet in practice they aimed at carving out a career for

²⁰⁴ P. I. Argyropoulos, *Anamnēseis...*, pp. 33–38.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 51.

²⁰⁶ See mainly a masterpiece of Modern Greek literature: [Anonymous], *Hē stratiōtikē zōē en Helladi* (= Military Life in Greece), Athens: Galaxias, 1970² (first edition in 1870), p. 147ff.

²⁰⁷ *Ibid.*, pp. 74–78.

²⁰⁸ Panagiōtēs Danklēs, *Anamnēseis-Engrapha-Allēlographia-To archeio tou* (= Memoirs-Documents-Correspondence-his Archives. Edited by X. Leukoparidēs, vol. I (Athens: Vagiōnakēs, 1965), pp. 125–126.

²⁰⁹ *Ibid.*, p.42 (a typical case).

themselves as well – without meeting the educational and competence requirements required by the Crown Prince of Army officering²¹⁰.

The coup, however, did not strike deep roots in the populace²¹¹. And to cap it all, the Naval officers who joined the coup had been thoroughly radicalized: their target was not Prince Constantine but his father the King. For the latter had espoused a plan formulated in the mid-1900s by the French rear admiral François-Ernest Fournier. The Greek Navy was to be re-organized by the French officer, whereupon the British government would back him with money²¹². The point was that in the context of such a “re-organization” the Greek Navy would be merely a ‘subsidiary’ of the French and British ones. As a matter of fact, only submarines and light destroyers were designated for Greece²¹³.

Despite the secrecy surrounding the confabs, a couple of Greek naval officers smelled a rat and launched a press campaign against the King and the French admiral. The so-called “Fournier plan” was subsequently repudiated²¹⁴; and no doubt the coup-de-grace was given to it by the Emperor of Germany Wilhelm II. He paid a visit to his Achilleion Palace, in Corfu²¹⁵ in April 1908, and had an opportunity to discuss the affair with officers of the Greek Navy. He did not mince his words: Greece lacked heavy battleships²¹⁶. Greek officers found him to be right and, after the Goudi coup, they lobbied the government to buy an armoured cruiser, built in the Orlando shipyards, in Leghorn²¹⁷, Italy²¹⁸. The ship was named “Geōrgios Averoff” and it was the only truly important man-of-war that Greece possessed to the outbreak of World War Two.

II

Paradoxical as it may appear, after the Goudi coup prevailed, the troops who had revolted asked to be granted an amnesty by the King²¹⁹, which was done²²⁰. The effect of the rebels asking for an amnesty made them appear somewhat

²¹⁰ It is noteworthy that the prologue to the Goudi coup was written by 300 Army NCOs manifesting against the government in the very centre of Athens in May, 1909. P. K. Enepekides, *Gloria und Spaltung* (Athens: Zacharopoulos, 1992²), p. 86.

²¹¹ N. Zormpas, *Apomnēmoneumata...*, p. 112.

²¹² Édouard Driault and Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, vol. IV (Paris: Les Presses Universitaires de France, 1926), pp. 565–566.

²¹³ P. I. Argyropoulos, *Anamnēseis...*, pp. 42–45.

²¹⁴ *Ibid.*, pp. 43–44; É. Driault and M. Lhéritier, *Histoire diplomatique...*, IV, p. 571.

²¹⁵ He had purchased it after the death of Elisabeth, Empress of Austro-Hungary.

²¹⁶ P. I. Argyropoulos, *Anamnēseis...*, pp. 44–45.

²¹⁷ Livorno in Italian.

²¹⁸ Commodore K. Paizēs-Paradelēs, *Ta ploia tou Hellēnikou Polemikou Nautikou, 1830–1979* (= The ships of the Greek War Navy), Athens: General Staff of the Navy, 1979, pp. 1–4.

²¹⁹ P. I. Argyropoulos, *Anamnēseis...*, pp. 62–63.

²²⁰ *Ephēmeris tēs Kyvernēseōs tou Vasileiou tēs Hellados* (= Official Gazette of the Kingdom of Greece), I, No. 182 (August 19, 1909).

ridiculous²²¹. The Naval officers, therefore, were displeased; and their discontent fuelled fresh sedition, now an exclusively “naval” one. The crucial battle occurred in Salamis Bay in mid-October 1909, in the very waters where the famous battle had taken place nearly 2,500 years earlier²²². The ships of the rebels were defeated by the loyalists; the split, nonetheless, between the moderate Army officers and the radical Naval ones now stood in stark.

The Naval officers of the League, however, had fallen into two of the fatal errors of would-be insurrectionists: they failed to conceal their plans from prying eyes²²³; and were too late in taking action. The defeat they suffered engendered the reconciliation of the King with the “middle-of-the-road” commissioned officers who led the Military League and, by the same token, blacklisted the individuals who were in a position to bring about true betterment in the public life of Greece. Crown Prince Constantine, above all, was dismissed from his post as Commander-General of the Army and fled abroad merely a couple of weeks after the Goudi coup²²⁴. Many Greek people, nevertheless, continued loving him, and did not wish him to leave his post²²⁵. But he was adamant in his decision; for he realized that, had he not left, the crown of his father would be jeopardized. By the same token, Dēmētrios Gounarēs, a right-wing statesman, was cast aside by the new political order prevailing in Greece²²⁶.

Gounarēs is the most tragic character in the Greek Nation’s recent History. He was born in Patras, in the Peloponnese, in 1867, to a self-made, wealthy merchant, of old native stock. He studied Law at the University of Athens and furthered his studies at Leipzig, Heidelberg, Munich, Göttingen, Paris, and London²²⁷. It was soon after he gained a reputation as a barrister in his native city that he was elected a member of Parliament for the first time in 1902, aged 35. His was of an ascetic disposition²²⁸. Unlike his parliamentary colleagues, he did not care about money but was an avid reader of classical and modern Literature. He was the political mentor of the Military League²²⁹; yet he failed to seize power after the Goudi coup. For Constantine’s downfall had had a fatal effect on his political career. By means of a press smear campaign²³⁰, he was falsely bracketed with the Crown Prince and so the bulk of the League officers turned their backs on him.

²²¹ Spyros Melas, *Hē epanastasē tou 1909* (= The 1909 uprising), Athens: Birēs, 1957, pp. 294, 296–297.

²²² *Memoirs of H.R.H. Prince Christopher of Greece* (London: Hurst and Blackett, 1938), p. 113.

²²³ S. Melas, *Hē epanastasē tou 1909*, p. 340.

²²⁴ Daily paper *Kairoi* (= The Times [Athens]), August 26, 1909, p. 3.

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ *Kairoi*, August 29, 1909, p. 3.

²²⁷ Dēmētrēs Michalopoulos, “Dēmētrios Gounarēs. Hē zōē kai to telos henos anthrōpou, 1867–1922” (= Dēmētrios Gounarēs. The Life and Death of a Man, 1867–1922), in *Hē Dikē tōn Oktō kai hē ektelesē tōn Hexi* (= The Trial of the Eight and the Execution of the Six), Athens: Historical Institute for Studies on Eleutherios Venizelos and his Era, 2010², p. 125.

²²⁸ PKP, 1/58/209, Panagiōtēs Pan. Varnakiōtēs (civil servant, born in Patras) to Panagiōtēs Kanellopoulos, Athens (no date given).

²²⁹ *Kairoi*, August 8, 1909, p. 1; newspaper *Patris* (= Fatherland [Athens]), August 20, 1909, p. 1.

²³⁰ *Kairoi*, August 27, 1909, p. 1; August 29, p. 3.

Little wonder at it. For Gounarēs, in his capacity as an MP, had embarked, in the early 1900s, on a campaign against high finance; namely the twenty-year-monopoly of the Greek raisin by a British consortium. Such a monopoly failed; but Gounarēs was, of course, targeted by the capitalists and raisin-producers involved²³¹. Raisins were the main source of income of the peasantry in the Achaia region²³² – the very constituency that Gounarēs represented. Not only did the raisin-producers see in him (at least for the moment) their enemy, but the Greek politicians that regarded the British monopoly as a lucrative business for themselves, feared him. To cap it all, Gounarēs did not attempt to conceal his intention of putting into effect radical changes in Greek society and statehood²³³. He was emerging as the champion of the middle and lower social strata. As such he was good enough to be the adviser of a military conspiracy²³⁴ – but not an individual to be entrusted with real power.

And so the way was paved for Eleutherios Venizelos to reach Athens and assume control of Greek politics.

* * *

The Military League had need of a mentor; for what was going on behind the political scene of Greece was not easily grasped even by the offspring of the Greek ruling social stratum. The Crown Prince, who could have effected the necessary reforms in Greek public life, was forced out of the country; and Gounarēs was brushed aside. Who was to assume the leadership of the radical and amnestied Army officers, who had gained the docility of the Sovereign and the deposition of the Crown Prince? What of the military that wished the Armed Forces to be reformed, but were themselves mired in outmoded patterns of warfare? It was more than an enigma: it was an imbroglio. And little wonder that from this imbroglio an individual like Venizelos came to the fore.

To begin with, nobody among the leading members of the League saw in him the deliverer of Greece. It was no earlier than October 1909, i.e. roughly at the time of the

²³¹ D. Michalopoulos, “Dēmētrios Gounarēs...”, pp. 128–129.

²³² Until 1912 the value of raisins sold abroad accounted for 45% of Greek exports. (Kostas Lourmpas, “Hē stafida tou Aigiou” [= The Aigion raisin], in *Praktika tou ektaktou achaikou pneumatikou symposiou*, 2006 [= Proceedings of the extraordinary symposium on Achaia], Athens, 2009, p. 408. As far as the political impact of the raisin trade is concerned see D. Michalopoulos, *Vie politique en Grèce pendant les années 1862–1869* (Athens: National University of Athens/Saripolcion, 1981), pp. 25–27. Raisins were the unique source of income for the Greek Revolutionary Army in the Peloponnese during the 1821–1829 Greek Revolution. See Theodōros K. Kolokotrōnēs, *Aphēgēsis Symvantōn tēs Hellēnikēs Phylēs* (= Account of Events Concerning the Greek Nation). Edited by Tasos Ath. Gritsopoulos (Athens, 1981), p. 177.

²³³ Aristos Kampanēs, *Ho Dēmētrios Gounarēs kai hē hellēnikē krisis tōn etōn 1918–1922* (= Dēmētrios Gounarēs and the 1918–1922 crisis in Greece). Athens: Pysros, 1946, pp. 17–19; Heracles Malōsēs, *Hē politikhē Historia tou Dēmētriou P. Gounarē* (= The Political Life of Dēmētrios P. Gounarēs), Athens: Nea Epochē, 1926), p. 35.

²³⁴ And trusted by the King as well. (P. K. Enepekides, *Gloria und Spaltung*, p. 36.)

radical-minded Naval officers' coup²³⁵, that the proposal to summon Venizelos from Crete to Athens took place; yet this proposal was rejected out of hand. Such a rebuff was quite natural. The political ascendancy of the League was largely the product of the latent but effective toleration of King George; and the Sovereign had little – if any – sympathy for Venizelos. The latter had forced the High Commissioner of the Four Powers in Crete, i.e. a son of King George and cousin of Tsar Nicholas II, out of the island. The result was that the dynastic association of Crete with the Kingdom of Greece vanished for ever. In addition, the slap in the face of Tsardom was not easily forgotten. As foretold, Olga, Consort of the King of the Hellenes, was née Russian Grand Duchess; and King George had a good sense of balance. He was ostensibly a professed Anglophile yet tacitly pro-Austrian; the British, nonetheless, were – if the need arose – the so-to-speak supreme protectors of his family²³⁶. The Crown Prince, married to Sophia, sister of the German Emperor Wilhelm II, was considered to be pro-German. And last but not least the King enjoyed holidays in France, where his son George, after having been driven out of Crete, lived in holy wedlock. Venizelos' intrusion into Greek politics was to cloud the whole of the Greek politics; and this time the Crown of the Hellenes would be deliberately jeopardized.

In point of fact, kingship had not struck deep roots in Greece. King Otho, the first Sovereign of Greece, was overthrown in 1862, after nearly thirty years on the throne. This 'precedent' haunted King George till his death in 1913. So, he told and retold his siblings that they must always bear in mind that they were foreigners in Greece; yet they must make Greeks forget it²³⁷. Nonetheless, it was his very obsession of being an "adopted" King that would soon serve as an instrument for his siding totally with the British.

III

Whatever the facts of the matter, public opinion whether in Greece or in Crete still saw in Venizelos an openly pro-Turkish politician. His 1893 *cause célèbre*, detrimental to innocent people who were sent to the gallows, had obscured his reputation; a large part of his political clientele in Crete was Moslem²³⁸; and Greek nationalists resented his idea that the Ottoman Empire be transformed into a Greco-Turkish statehood²³⁹.

²³⁵ Sp. V. Markezinēs, *Politikē Historiā tēs Neōteras Hellados, 1828–1964* (= Political History of Modern Greece, 1828–1964), vol. III (Athens: Papyrus, 1966), p. 95.

²³⁶ Cf. *Memoirs of... Prince Christopher of Greece*, p. 113.

²³⁷ *Ibid.*, p. 29.

²³⁸ Sinan Kunceralp [ed.], *Ottoman Diplomatic Documents on the Origins of World War One. The final Stage of the Cretan Question, 1899–1913* [Istanbul: The Isis Press, 2009], doc. 312: Rifaat Bey, Ottoman minister at Athens, to Tevfik Pasha, Ottoman Minister for Foreign Affairs, Athens, May 25, 1906, p. 171.

²³⁹ EVP, I/28/3, El. Venizelos to Stephanos Provatakēs, Canea, August 12, 1908.

Of course he was now trying to become Crete's parliamentary dictator; for the new High Commissioner, Alexandros Zaīmēs (appointed by King George²⁴⁰) was all but a shadowy figure in politics. Upon arrival at Canea, on September 18, 1906, he stated that his main concern was to "toe the line of the Four Protective Powers of the Island"²⁴¹. On February 8, 1907, moreover, the new Constitution of the State of Crete came into effect²⁴². The island was now proclaimed a "totally autonomous State"²⁴³, under the joint protection of Great Britain, France, Italy and Russia²⁴⁴. Though the Sultan's suzerainty was preserved²⁴⁵, the High Commissioner was to be nominated by the King of the Hellenes. Nonetheless the prerogatives of both Sovereigns, Ottoman Emperor and King George, in the rule of Crete would be all but nominal. Last but not least, the new Constitution actually restricted the High Commissioner's authority: it was a parliamentary system that was being imposed on Crete²⁴⁶. No wonder that the standard-bearer of such a régime was Venizelos; for he was given the portfolio of Justice and Foreign Affairs on the Executive Committee appointed by the Assembly²⁴⁷. But thanks to his previous policies his Cretan well was seemingly running dry²⁴⁸.

In terms of International Relations, furthermore, the Cretan issue was now a chaotic one²⁴⁹. What did the Protective Powers have in store for Crete? The restoration of the Sultan's rule? Was Greece going to annex the island? Or was Crete to be an independent Republic? To cap it all, on April 28, 1908, it was officially announced that the troops of the Four Protective Powers were to withdraw from the

²⁴⁰ A reward for having consented to Prince George's ousting from the post of High Commissioner in Crete. (S. Kunalp, *The final Stage of the Cretan Question...*, doc. 338: Sadreddin Bey to Tevfik Pasha, Athens, August 25, 1906, p. 182.)

²⁴¹ *Episēmos Ephēmeris tēs Krētikēs Politeias* (= Official Gazette of the State of Crete), I, Eighth Year, No. 53 (September 18, 1906).

²⁴² *Episēmos Ephēmeris tēs Krētikēs Politeias*, I, Ninth Year, No. 7 (February 8, 1907).

²⁴³ Art. 1.

²⁴⁴ Ibid.

²⁴⁵ Albeit the Porte insisted upon the sovereignty of the Sultan. Cf. S. Kunalp, *The final Stage of the Cretan Question...*, doc. 1024: Hakky Pasha, Grand Vizier and Minister for Foreign Affairs, to Ghalib Kemaly Bey, Ottoman chargé d'affaires at Athens, Constantinople, September 24, 1911, p. 524. Regardless of what was implied, the "sovereignty" of the Sultan's was a "platonic one". (Ibid., doc. 477: Pzenny Effendi, Ottoman Consul General at Corfu, to Rifaat Pasha, Ottoman Minister of Foreign Affairs, Corfu, July 24, 1909 [annex], p. 262.)

²⁴⁶ Art. 33ff.

²⁴⁷ Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos, 1864–1910. Hē diaplāsē henos ethnikou hēgetē* (= Eleutherios Venizelos, 1864–1910. The Forming of a National Leader), Athens: Educational Foundation of the National Bank of Greece, 1992, p. 441; Andrew Dalby, *Eleftherios Venizelos* (London: Haus Publishing, 2010), p. 31.

²⁴⁸ P. K. Enepekides, *Gloria und Spaltung*, p. 124.

²⁴⁹ Cf. S. Kunalp, *The Final Stage of the Cretan Question...*, doc. 521: Hakky Bey, Ottoman Ambassador in Rome, to Rifaat Pasha, Ottoman Minister for Foreign Affairs, Rome, August 3, 1909, p. 282: *D'ici là la Crète me paraît destinée à rester un pays unique en son genre: l'Europe maintiendra un « statu quo » mal défini, souveraineté ottomane pour nous, union avec la Grèce pour les Crétois et Dieu sait quel mélange d'espoirs et de désespoirs pour le Royaume [de Grèce].*

island²⁵⁰. The evacuation was accomplished in July 1909²⁵¹; still Suda, near Canea, owing to its high strategic importance²⁵², remained occupied by the Powers' troops with only the Ottoman flag flying²⁵³. It was the last remnant of the rule of the Sultan.

In autumn 1908, accordingly, the Cretan Assembly renamed itself the "Parliament of Crete" and proclaimed that the Island be "indissolubly united with the Kingdom of Greece"²⁵⁴. Hopes were actually raised thanks to the Young Turk Revolution, in July of that same year; and during the subsequent flare-up of the Eastern Question, Crete could be annexed to Greece. Yet the Protective Powers were adamant: no annexation unless the Sublime Porte consented²⁵⁵. The Porte, on the other hand, was resolute: Ottoman "sovereignty" over Crete was non-negotiable²⁵⁶. Should, therefore, Greece annex the island, a fresh Turco-Greek war might be ignited²⁵⁷.

Zaimēs grew tired of this imbroglio and in September 1908, abandoned his post and went back to Athens; yet he had not tendered his formal resignation²⁵⁸. Was now the appropriate time for Venizelos to act. He actually intended Crete to be an independent statehood; and by the same token he was sure of Britain being the dominant Power as far as the Cretan issue was concerned²⁵⁹.

As foretold, the British – overtly or covertly – disapproved of the island's annexation to Greece. They wished Crete to be a protectorate of theirs: independence, therefore, would be a good step towards such a hope being attained²⁶⁰. The point

²⁵⁰ *Episēmos Ephēmeris tēs Krētikēs Politeias*, I, Tenth Year, No. 19 (April 28, 1908).

²⁵¹ S. Kunceralp, *The Final Stage of the Cretan Question...*, doc. 433: Naoum Pasha, Ottoman Ambassador in Paris, to Rifaat Pasha, Paris, June 23, 1909, p. 238; doc. 458: Azarian Effendi, Under Secretary to the Ottoman Ministry for Foreign Affairs, to Rifaat Pasha, Malta, July 8, 1909, p. 251; Naby Bey, Ottoman minister at Athens, to Rifaat Pasha, Athens, July 27, 1909, p. 267.

²⁵² With regard to Suda's importance: *ibid.*, doc. 477: Pzenny Effendi to Rifaat Pasha, Corfu, July 24, 1909 (annex), p. 262.

²⁵³ *ibid.*, doc. 1201: Saïd Halim Pasha, Ottoman Minister for Foreign Affairs, to Tevfik Pasha, Ottoman Ambassador in London, Constantinople, February 16, 1913, p. 603; N. V. Tōmadakēs, entry "Krētē. Historia (= Crete. History) in *Megalē Hellēnikē Enkyklopaideia* (= The Great Hellenic Encyclopaedia), vol. XV (Athens: Pyrsos, 1931), p. 187.

²⁵⁴ *Vasileion tēs Hellados. Parartēma tēs Ephēmeridos tēs Kyverniseōs en Krētē* (= Cretan Annex of the Official Gazette of the Kingdom of Greece), I, No. 1 (September 24, 1908); No. 9 (October 2, 1908).

²⁵⁵ *Vasileion tēs Hellados. Parartēma tēs Ephēmeridos tēs Kyverniseōs en Krētē*, I, No. 14 (October 15, 1908).

²⁵⁶ S. Kunceralp, *The Final Stage of the Cretan Question...*, doc. 412: Rifaat Pasha, to the Ottoman Ambassadors abroad, Constantinople, June 9, 1909, p. 228.

²⁵⁷ *ibid.*, doc. 521: Hakky Bey, Ottoman Ambassador in Rome, to Rifaat Pasha, Rome, August 3, 1909, p. 282; doc. 536: Turkhan Pasha, Ottoman Ambassador in Saint Petersburg, to Rifaat Pasha, Saint Petersburg, August 7, 1909, p. 288; doc. 540: Reshid Pasha, Ottoman Ambassador in Vienna, to Rifaat Pasha, Vienna, August 9, 1909, p. 289; doc. 547: the same to the same, August 11, 1909, p. 292; doc. 550: Hakky Bey to Rifaat Pasha, Rome, August 12, 1909, p. 293.

²⁵⁸ Thomas Ath. Vaidēs, *Eleutherios Venizelos* (in Greek), Athens: Patris, 1934, p. 63.

²⁵⁹ *I. Metaxas. To prosōpiko tou hēmerologio* (= I. Metaxas' diary), vol. II. Edited by Chr. Christidēs (Athens: Govostēs [no date given]), p. 39 (entry of October 29, 1910).

²⁶⁰ Lilē Makrakē, *Eleutherios Venizelos...*, pp. 253, 257–258.

now was to keep the issue open until the right moment – and, if the case arose, to play off the Ottomans against the Greeks. The Greek government was aware of the British goal²⁶¹; yet it was to do very little to counter such tactics. As a matter of fact, Greece was a powerless country and, after King Otho was overthrown, Britain had the upper hand in Greek politics.

In short, by 1909 Crete had become a quasi-independent State. So, Venizelos was in a position to be summoned to Athens to have the King, the Military League and the politicians thoroughly siding with the British. Crete was left in a happy chaos. Nearly two thirds of the population were Christians²⁶², whereas in the early nineteenth century half the population had been Moslems²⁶³. Ottoman officials began considering the partition of the island as a fair solution²⁶⁴. The outcome of the First Balkan War, nonetheless, brought about annexation to Greece. The point is: Why did not Crete become a British protectorate? Although historical scholarship has not provided a definite answer so far, French hostility to such a prospect is a plausible likelihood²⁶⁵.

IV

The Military League was being blackmailed: by means of the British and French press it would be associated with the Young Turks, unless it agreed to be led by an upright politician²⁶⁶. Who was he to be? Venizelos, of course. Emile Joseph Dillon, a noted British publicist and Venizelos' acquaintance, paid a visit to Athens and harped on about his talents²⁶⁷. No sooner did he point to the "Cretan Statesman" as Greece's "Saviour" than influential Athens newspapers showered Venizelos with praise²⁶⁸. The bulk, nonetheless, of the radical-minded military stubbornly refused to hand over to him the League's political leadership. The proposal

²⁶¹ AYE, 1890, AAK, the Foreign Minister of Greece to the Greek Consuls in Crete, April 1890.

²⁶² S. Kunalp, *The Final Stage of the Cretan Question...*, doc. 477: Pzenny Effendi to Rifaat Pasha, Corfu, July 24, 1909 (annex), p. 261; cf. Lilly Macraki, *Eleutherios Venizelos, 1864–1910*, p. 258.

²⁶³ S. Kunalp, *The Final Stage of the Cretan Question...*, doc. 467: Hakky Bey to Rifaat Pasha, Rome, July 12, 1909, p. 255.

²⁶⁴ *Ibid.*, doc. 477: Pzenny Effendi to Rifaat Pasha, Corfu, July 24, 1909 (annex), p. 262.

²⁶⁵ *Ibid.*, doc.1187: Tevfik Pasha to Gabriel Efendi Noradounghian, Ottoman Minister for Foreign Affairs, London, October 1912, pp. 598–599.

²⁶⁶ N. Zormpas, *Apomnēmoneumata*, pp. 62–64.

²⁶⁷ Sp. V. Markezinēs, *Poilitikē Historia tēs Neōteras Hellados...*, III, p. 95; Iōannēs Ēliakēs, *Ho Venizelos kai hē politikē* (= Venizelos and politics), Athens: Kalergēs [no date given], pp. 52–53; Dēmētrēs Pourmaras, *Eleutherios Venizelos*, Athens: "Eleutheros" (no date given), p. 179.

²⁶⁸ Giannēs Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos. Hē agnōstē zōē tou* (= The Unknown Life of Eleutherios Venizelos), Athens: Gnōsē, 1985, p. 250; Helen Gardikas-Katsiadakis, "Venizelos' Advent in Greek Politics, 1909–1912" in Paschalis Kitromilidis (ed.), *Eleftherios Venizelos. The trials of Statesmanship* (Edinburgh University Press, 2008² p. 89. Cf. Steph. I. Stephanou, *Eleutherios Venizelos, plastourgos Historias* (= Eleutherios Venizelos, a History Maker), Athens, 1977²: p. 44.

was submitted to the directory of the League again and again – but every time it was turned down²⁶⁹.

At length, the proposal was adopted thanks mainly to Epameinōndas Zymbrakakēs (nicknamed: *Pamikos*), a hot-tempered military officer of Cretan descent. He was a character typical of the people who had engineered the 1909 Goudi coup. He had volunteered as a private in the Greek Army; soon after that, he became an NCO and in the end he was commissioned in the Cavalry. He lacked education but gained promotion thanks to his political connections. Still, he used to fight duels with anybody he disliked and, amazingly enough, he survived. He was notorious, moreover, for his love affairs and his contacts with the Royal House²⁷⁰. As a result, his prestige among junior officers was enormous. He was the virtual leader of the Military League and by no means the mild-mannered Artillery colonel Nikolaos Zormpas, who was given the conventional command of the 1909 coup by the bulk of the seditious officers. For N. Zormpas had been accused of cowardice in the 1897 Greco-Turkish war and, albeit found innocent²⁷¹ he was besmirched and saw his promotion delayed²⁷².

No wonder, therefore, that Zormpas wanted Crown Prince Constantine ousted from the Army; for he saw in him the very person who had his advancement put on hold²⁷³. By the same token, he wished King George to assume real power in Greek politics – and in military affairs as well²⁷⁴. Zymbrakakēs, on the other hand (thanks to his connections with the Royal Court) did not disapprove of the measures taken by Constantine²⁷⁵, though he was – as aforementioned – a carbon copy of the radical military type. In any case he, the bellicose *Pamikos* was now the pivotal figure within the League. He was informed of Venizelos' policy in Crete – and he disliked both him and it²⁷⁶. After Dillon's campaign, however, he changed his mind and persuaded his colleagues to summon Venizelos to Athens²⁷⁷.

The point however is that the League still did not trust Venizelos. That is why the leading officers composed and signed a letter to him, setting out the conditions of his being summoned and the task to be fulfilled by him in Athens²⁷⁸. Most likely he was invited merely for a meeting in the context of which he was to 'give advice'; in other words, he was to serve, for a while, merely as the mentor of the League. Nonetheless, this document disappeared and nobody has as yet been able to discover

²⁶⁹ G. Aspreas, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados* (= Political History of Modern Greece), vol. II Athens: Chrēsima Vivlia (no date given; second edition), pp. 125–126; D. Pournaras, *Eleutherios Venizelos*, p. 185.

²⁷⁰ P. K. Enepekides, *Gloria und Spaltung*, p. 108.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 108.

²⁷² *Ibid.*

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ *Ibid.*

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ D. Pourmaras, *Eleutherios Venizelos*, p. 176.

²⁷⁷ Sp. V. Markezinēs, *Poilitikē Historia tēs Neōteras Hellados...*, III, p. 95.

²⁷⁸ Steph. I. Stephanou, *Eleutherios Venizelos...*, p. 44.

a copy of it²⁷⁹. As a result, whereas the “Cretan Statesman” was called to Athens merely for co-operation with the League, thanks to the lack of this very document, his coming has largely been seen as the “Beginning of a New Era”²⁸⁰.

V

Venizelos reached Athens on December 26, 1909. He wore “cracked boots” and “frayed trousers”²⁸¹. Yet his programme was quite clear: Greece should prepare for war²⁸². In the framework of her preparation an entente should be accomplished between Greece and the other Christian Powers in the Balkans, namely Bulgaria and Serbia²⁸³.

Such an entente was an old dream. As early as 1867, thanks to Charilaos Trikoupēs, then Foreign Minister of Greece, a Greek-Serbian treaty had been concluded and signed at Bad Voelau, in the environs of Vienna. The treaty stipulated the alliance of the two countries against the Ottoman Empire. Greece and Serbia, accordingly, were to provide an Army 30,000 strong on the Greek side and 60,000 by the Serbs by March 1868 (art. 2). The intention of the alliance was to “wholly free the Christian populations of Turkey’s European lands and of the Archipelago islands as well” (art. 4). If such a grandiose goal could not be achieved, Serbia would annex only Bosnia and Herzegovina, whilst Greece would annex Epirus and Thessaly²⁸⁴.

Nonetheless, a war of Serbia and Greece against the Ottoman Empire did not take place. Yet it was thanks to the outcome of the 1877–1878 Russo-Turkish war and the subsequent Congress of Berlin that Greece annexed Thessaly and, in Epirus, the Arta district²⁸⁵. In 1897, the long-awaited war between the Ottoman Empire and Greece flared up thanks to the Cretan issue. Greek public opinion hoped that the capture of Constantinople and, generally speaking, the *Megaloides*, i.e. the “resurrection” of the Byzantine Empire, were at hand; instead of which the occupation of Thessaly by Ottoman troops occurred. If truth be told, even Crown Prince Constantine, Generalissimo of the Greek Army, was astonished at seeing his troops disbanded almost without a fight. Accordingly, he did not mince his words: the Greek Army was “undisciplined” and “unable to carry on a war”; an army of “cowards, constantly running away from the battlefield”²⁸⁶.

²⁷⁹ Giannēs Manōlikakēs, *Eleutherios Venizelos. Hē agnōstē zōē tou*, p. 251.

²⁸⁰ Steph. I. Stephanou, *Eleutherios Venizelos...*, p. 46.

²⁸¹ *Memoirs of... Prince Christopher of Greece*, p. 113.

²⁸² EVP, I/30/4, El. Venizelos to Vladimēros Bensēs, Halepa, June 7, 1910.

²⁸³ *Ibid.*

²⁸⁴ Édouard Driault and Michel Lhéritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, vol. III (Paris: Les Presses Universitaires de France, 1925), p. 129.

²⁸⁵ The relevant documents were published by the Foreign Ministry of Greece. (Hypourgeion Exōterikōn, *Diplōmatika engrapha aphorōnta eis to methoriakon zētēma* [= Ministry of Foreign Affairs, Diplomatic Documents concerning the Border Question], Athens, S. K. Vlastos, 1882.

²⁸⁶ N. Zormpas, *Apomnēmoneumata*, p. 143.

As foretold, the 1897 war was all but a farce. For King George I of the Hellenes, before the hostilities began, had ventured in Vienna the outcome and aftermath: Greece would be militarily defeated but diplomatically triumphant. And so it was: Crete was declared an autonomous statehood, dynastically associated with Greece. Yet Crown Prince Constantine had no feelings of triumph. Regardless of his father's surreptitious arrangements, he considered himself to be responsible for the defeat and, accordingly undertook to reorganize the Greek Army from top to bottom.

* * *

Constantine was born on July 21, 1868. He was educated within the Royal Palace. He had a good knowledge of History, both Greek and European, and Geography. Moreover, he was fluent in English, German, French – and Classical Greek as well. He had received a tough military training and joined the Army as a sub-lieutenant. Soldiering soon proved to be his passion²⁸⁷.

He furthered his studies at the universities of Leipzig and Heidelberg, Germany, where he followed courses in History, Law, and Archaeology. He attended the German War Academy and served as an officer of the 2nd Regiment of the Imperial Guard. In 1889, he married Sophia, sister of the Emperor of Germany Wilhelm II²⁸⁸. In 1890 Sophia adopted the Greek Orthodox faith; as a result, thanks also to her mild character and organizing talents, she became popular in Greece. The couple had six children and led a happy life. Still, the 1897 debacle was a severe blow to Constantine's prestige and self-esteem. He asked, therefore, the advice of Kaiser Wilhelm II, his brother-in-law; and the latter agreed to have talented, young Greek officers educated in Germany²⁸⁹. One of them was I. Metaxas, Constantine's ardent follower during the First World War.

VI

Meantime, a new foe was emerging for Greece, namely Bulgaria. In 1870, the Bulgarian Orthodox Church was given the right by the Porte to secede from the Ecumenical Patriarchate of Constantinople. The Bulgarians, still under Ottoman rule, wanted their very own 'national' Church to be established, on the grounds that the Ecumenical See in Constantinople was run by Greeks. A precedent did exist:

²⁸⁷ Sp. V. Markezinēs, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados, 1828–1964*, vol. II (Athens: Papyrus, 1966), p.183ff. passim; Th. Vellianitēs, entry "Kōnstantinos, Vasileus tōn Hellēnōn" (= Constantine, King of the Hellenes) in *Megalē Hellēnikē Enkyklopaideia*, vol. XV (Athens: Pirsos, 1931), pp. 577–579.

²⁸⁸ Sp. V. Markezinēs, *Politikē Historia tēs Neōteras Hellados...*, II, p. 196ff.

²⁸⁹ I. Metaxas. *To prosōpiko tou hēmerologio* vol. I. Edited by Chr. Christidēs (Athens: Giovostēs [no date given]), p. 377 (year 1898), p. 461ff.

in 1833²⁹⁰, the Church of the Kingdom of Greece had declared itself to be autocephalous²⁹¹, i.e. independent of the Patriarchate of Constantinople. Since the Greek Orthodox Church had split into two in the first half of the nineteenth century, why were the Bulgarians still required to submit to the spiritual jurisdiction of the Greek Patriarch of Constantinople^{292?}

The Porte agreed to the splitting away but the Ecumenical Patriarchate did not; and the latter, furthermore, proved to be prompt to react. For when the Bulgarians' ecclesiastical independence was officially celebrated in May, 1872, a Synod²⁹³ summoned by the Patriarch Anthimus VI judged the Bulgarian Church "schismatic", and condemned it²⁹⁴.

Truth to tell, the Exarchate²⁹⁵, as the Bulgarian independent Church used to be called, enjoyed less self-rule than the Greek Autocephalous one. Yet the issue had a pronounced political bent; for according to the 1870 arrangement made by the Porte, provinces where two thirds of the Christian Orthodox population formally wished to join the Exarchate, could go over to the latter's spiritual jurisdiction. As far as Bulgaria proper was concerned, no problem existed seeing that it was natural for her people to want to shake off the spiritual yoke of the Greeks. The nub now was Macedonia, i.e. the very heartland of Ottoman dominions in Europe.

An exhaustive study of the Macedonian Issue would be beyond the scope of this essay. Still attention should be paid to the fact that the church feud spilt over rapidly into a political and national one. For those inclining toward the Exarchate were considered to be Bulgarians; whilst those who opted for the Patriarch of Constantinople were regarded as being Greeks²⁹⁶. Both Exarchists and Patriarchists, nonetheless, were of Macedonia the autochthonous people; and this people, namely the Slav-Macedonians, spoke a tongue little different from Bulgarian.

There is no doubt that Slavs had overrun Macedonia during the early Middle Ages²⁹⁷. Yet these "Southern Slavs" were granted statehood by the

²⁹⁰ The independence, nonetheless, of the Church of the Kingdom of Greece was not recognized by the Patriarchate of Constantinople until 1850.

²⁹¹ *Autocephalous* = Self Headed (<Autokephalos [in Greek]).

²⁹² A summary of the issue in Kriste Misirkov, *On Macedonian Matters*. Translated into Greek by Dēmētrēs Karagiannēs (Athens: Petsivas, 2003), p. XIII ff.

²⁹³ Synod = Council of the Church.

²⁹⁴ In September 1872.

²⁹⁵ Exarchate<*Exarchus*<*Exarchos* = the ecclesiastical head of a province.

²⁹⁶ A typical case made known to Iōannēs Metaxas in 1940 by the retired colonel Chrēstos Pipsos, retired colonel of the Greek Army. (AYE, 1940, 60.1.)

²⁹⁷ Georges Ostrogorsky, *Histoire de l'État byzantin* (Paris: Payot, 1969), p. 122ff.; Louis Bréhier, *Vie et mort de Byzance* (Paris: Albin Michel, 1969²), pp.40, 122; Dion. A. Zakythēnos, *Ἡ Βυζαντινὴ Αυτοκρατορία, 324-1071* (= The Byzantine Empire, 324-1071), Athens, 1969, pp. 82-85, 110-113. See also George C. Soulis, "On the Slavic Settlement in Hierisos in the Tenth Century", *Byzantion*, XXIII (1953), pp. 67-72; idem, "The Legacy of Cyril and Methodius to the Southern Slavs", *Dumbarton Oaks Papers*, XIX (1965), pp. 19-43.

Bulgarians²⁹⁸; hence *Bulgari, qui Sclavi appellantur*, viz. the “Bulgarian Slavs”²⁹⁹ were to be a commonplace in Macedonia’s History not only in the Middle Ages but in Modern Times as well. For “Bulgarian”³⁰⁰ was now the common ‘currency’ of Macedonian Slavs³⁰¹.

It is with just reason that the foundation of the Exarchist Church is regarded as the spiritual and cultural emancipation of the Bulgarians³⁰². Still the struggle was to continue at the political level; and the apple of discord of course was Macedonia. For, as aforementioned, if the autochthonous Slav populations declared themselves to be Exarchists, Macedonia would be annexed to Bulgaria some day. But in the late 1890s the so-called “Exarchist movement” in Macedonia split in two, namely the pro-Bulgarian Verhovists and the Centralists. The latter uttered the slogan “Macedonia for the Macedonians”, whilst the former proclaimed “Two nations [Macedonians and Bulgarians, but] one People”³⁰³. Be that as it may, on July 20, 1903, an uprising against Ottoman rule – organized by the Centralists – broke out in Macedonia³⁰⁴, but it failed; and terrible were the reprisals of the Sublime Porte³⁰⁵. Since, furthermore, a pronounced social character was given to the Centralist movement (landless peasantry against propertied people), Greece had to counter this; for, as a rule, wealthy people were either Moslems or Greek-speaking at least. Had the Slavic-speaking peasants, thanks to the Centralists’ organization and guidance, gained the upper hand, Macedonia would have been lost to Greece.

Such a loss was not a point to be sanctioned in the late nineteenth century. The Greek political leadership wavered with regard to Greece’s future enlargement. Should the Kingdom expand northward into Epirus wherein compact Greek populations lived? Or eastward into Macedonia? The true interest of Greece, however, as regards the “Macedonian Affairs” became evident only in the 1890s³⁰⁶. And this ‘oscillation’ was to assume a violent character in the second decade of the twentieth century; for it was to culminate in the 1916–1917 National Divide of the Greeks.

²⁹⁸ D. A. Zakythēnos, *Hē Vyzantinē Autocratoria...*, p. 110; G. Ostrogorsky, *Histoire de l’État byzantin*, p. 157.

²⁹⁹ George C. Soulis, “On the Slavic Settlement in Hierissos in the Tenth Century”, p. 72.

³⁰⁰ In Modern Greek: *Voulgarēs*.

³⁰¹ See mainly K. Misirkov, *On Macedonian Matters*, p. xi.

³⁰² The Bulgarians’ struggle for spiritual and cultural independence, began in the eighteenth century. For it was in 1762 that the monk Paisij Hilendarski, wrote his *Istorija Slavenobolgarskaja*, which brought about the national awakening of the Bulgarians. (The *Istorija Slavenobolgarskaja* by Paisij has been translated into Greek by Vaïtsa Iianē and published by the “Kyriakidēs Bros”, Salonika, in 2003.)

³⁰³ K. Misirkov, *On Macedonian Matters*, pp. xv–xx.

³⁰⁴ The *Iinden* Uprising.

³⁰⁵ Albert Londres, *Comitadjis ou le terrorisme dans les Balkans*. Translated into Greek by Dēmētrēs Michalopoulos (Athens: Petsivas, 2008), pp. 28–30.

³⁰⁶ Spyros Brekēs, *Historia tēs Neōteras Hellados. Dekatos enatos aiōnas* (= A History of Modern Greece [Nineteenth Century]), Athens, 2001⁴, p. 293 ff. *passim*. (mainly p. 348).

Whatever the facts of the matter, in the early 1900s Greek leadership was unanimous in stating that Macedonia was the overriding national priority: proselytism of the Macedonian peasantry to the Exarchist Church must be halted. True, such a proselytism was fuelled by the work of the “Bulgarian”, i.e. Exarchist armed bands. As a result, gangs of Patriarchist irregulars – staffed nonetheless by officers and NCOs of the Greek Army – were dispatched to and throughout Macedonia in order to fight Exarchists (whether Verhovists or Centralists)³⁰⁷. Greek gangs enjoyed the silent quasi-toleration of the Ottoman authorities, and fought effectively against the “Bulgarians”. A bloody imbroglio ensued brought to an end only by the 1908 Young Turkish revolt. The point, nonetheless, is that for the first time Greek Army officers were taking part in real – and furthermore irregular warfare, with more or less effective results.

Abbreviations

AYE	Archives of the Foreign Ministry of Greece (Athens)
EVP	Eleutherios Venizelos Papers (Athens)
PA	Parliamentary Archives (London)

BCU Cluj / Central University Library Cluj

³⁰⁷ See mainly Geōrgios Tsontos-Vardas, *Ilo Makedonikos Agōn* (= The Macedonian Struggle). Edited by Giōrgos Petsivas, vols. I–III, Athens: Petsivas, 2003; Iōannēs Karavitēs, *Ilo Makedonikos Agōn. Apomnēmoneumata* (= The Macedonian Struggle. Memoirs). Edited by Giōrgos Petsivas, vols I–II, Athens: Petsivas, 1994

LE RÔLE DU DANUBE DANS LA POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TRANSPORTS DE L'UNION EUROPÉENNE

AGNIESZKA KASTORY
(Cracovie)

En 1952, Franz Gschnitzer, professeur à la Faculté du Droit de l'Université d'Innsbruck, a illustré la situation de l'Europe à l'époque de la Guerre froide en se référant à l'histoire de fleuves européens : « *L'Europe ne peut pas exister sans deux grands fleuves européens : le Rhin et le Danube. Si la perte de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe est pour l'Europe une blessure dangereuse, la perte du Rhin et du Danube serait pour elle un coup mortel... La destruction de l'Europe a commencé sur le Rhin pour s'achever sur le Danube. Sa reconstruction peut aussi bien commencer sur le Rhin mais ne pourra pas être accomplie sans le Danube. L'Europe ne peut pas être défendue sur le Rhin, elle doit être défendue sur le Danube... L'Autriche avec Vienne sont des clés pour le Danube et l'Europe. Les perdre signifierait perdre aussi bien le Danube que l'Europe... Si l'on veut faire revivre l'Europe, le Rhin ne peut pas continuer à opposer les nations et le Danube devrait les unir* ».

Ces mots ont soulevé une vague d'indignation dans la presse communiste en Autriche, ce qui ne doit pas étonner, vu que le professeur Gschnitzer a considéré les fleuves coulant entièrement ou partiellement à travers des pays de la démocratie populaire comme perdus pour le continent¹.

Au moment où Franz Gschnitzer proclamait ces paroles, les deux fleuves en question étaient déjà internationalisés. La liberté de navigation sur le Rhin avait été instaurée par le Traité de Paris du 30 mai 1814 et confirmée par l'Acte final du Congrès de Vienne (9 juin 1815), la Convention de Mayence de 1830 (ratifiée le 31 mars 1831) et la Convention de Mannheim du 17 octobre 1868. La Convention de Mannheim a institué la Commission centrale du Rhin (actuellement la Commission centrale pour la Navigation du Rhin)².

¹ Extrait du discours prononcé par F. Gschnitzer à la réunion de l'Institut européen pour la région du Danube qui s'est tenue du 9 au 13 juin 1952, rapport de Roger Lalouette, de Vienne, en date du 13 juin 1952, Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Europe 1949-1955. Généralités. Fleuves internationales, juillet 1949-décembre 1953, n°123, p. 95.

² A. Kastory, *Żegluga dunajska w polityce międzynarodowej w XX wieku*, Cracovie 2011, p. 25.

La liberté de navigation sur le Danube avait été garantie par le Traité de Paix du 30 mars 1856 et confirmée par le Traité de Versailles (28 juin 1919) et les Conventions du Danube, du 23 juillet 1921 et du 18 août 1948. Cependant, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale au-delà de la frontière austro-hongroise, le Danube restait presque exclusivement un fleuve interne des pays du bloc soviétique. Cet état des choses était dû d'une part à la division de l'Europe provoquée par la Guerre froide et, d'autre part, par les dispositions de la Convention de 1948. Celle-ci avait été établie lors de la Conférence de Belgrade (30 juillet – 18 août 1948) à laquelle ont participé, outre les pays limitrophes du Danube, les États-Unis, la France et la Grande Bretagne. La Convention de Belgrade a été acceptée et signée par tous les pays du Danube sauf l'Autriche, qui n'avait qu'un statut d'observateur, et l'Allemagne qui n'a pas été invitée à cette conférence.

La Convention de 1948 protégeait dans une plus grande mesure que les actes internationaux précédents, les intérêts des pays danubiens. Ils étaient les seuls à composer la Commission du Danube dont les prérogatives étaient limitées. C'étaient les pays riverains, et non la Commission, qui exécutaient les travaux nécessaires sur le fleuve, prélevaient les taxes de navigation, établissaient la réglementation fluviale et la faisaient respecter. C'étaient leurs tribunaux qui examinaient les différends inévitablement occasionnés par le trafic fluvial. En outre, deux secteurs du Danube, les Portes de Fer et l'Embouchure, ont pratiquement été mis hors du contrôle de la Commission du Danube pour être confiés aux organes de gestion composés de représentants des pays riverains. Les bateaux voulant naviguer sur le fleuve sous la bannière d'un tiers pays devaient obtenir le permis d'utiliser les équipements portuaires des pays danubiens concernés. La République fédérale d'Allemagne n'était pas représentée dans la Commission du Danube et l'Autriche y a été admise seulement en 1959³.

L'ACTUEL STATUT JURIDIQUE ET POLITIQUE DU DANUBE

Les événements qui ont eu lieu en Europe, dans les années 1989–1991, avaient une influence décisive sur le changement de la situation du Danube. Le régime communiste dans les pays riverains s'est effondré, l'Union Soviétique, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ont éclaté. Par contre, l'Allemagne s'est unifiée. En conséquence, de nouveaux pays ont vu le jour sur les rives du Danube : la Croatie, la Moldavie, la Slovaquie, l'Ukraine, la République fédérale de Yougoslavie et, après son éclatement en 2006, la Serbie. La Russie s'est retrouvée

³ Convention relative au régime de la navigation sur le Danube, „Zbiór dokumentów”, sous la rédaction de Julian Makowski, 1948/1949, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, n°57, p. 635–661.

dans une situation délicate ayant perdu l'accès au fleuve. Par contre, le rôle de l'Allemagne a augmenté, surtout après l'ouverture, en 1992, du canal reliant le Rhin et le Danube.

Dans cette situation la révision de la convention du Danube de 1948 s'est imposée. Il fallait redéfinir le statut de la Russie et admettre les nouveaux pays, parmi lesquels seule l'Ukraine était membre de la Commission du Danube, depuis 1948, mais n'avait pas de délégué. En fait, en 1948 le représentant de l'URSS à la conférence de Belgrade, Andrzej Wyszynski, a déclaré que l'URSS et l'Ukraine seraient représentées dans la Commission par un délégué commun⁴.

La nécessité d'amender la Convention résultait également de la position de l'Allemagne unifiée qui voulait adhérer à la Commission du Danube par la signature d'un protocole additionnel à la Convention de 1948 et, à l'occasion, retirer du contrôle de la Commission le secteur du Danube en amont de Kelheim. Pour répondre aux postulats allemands, en 1993 s'est constitué un comité préparatif avec des représentants de l'Allemagne, de la Commission du Danube et de l'Union européenne qui, depuis 1993, jouissait du statut d'observateur dans la Commission. Les travaux sur le Protocole additionnel se basaient sur le projet allemand⁵.

La signature du Protocole additionnel a eu lieu le 26 mars 1998, à Budapest. Ont apposé leur signature les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Bulgarie, de la Croatie, de l'Hongrie, de la Moldavie, de la Roumanie, de la Slovaquie, de l'Ukraine, de la République fédérale de Yougoslavie et de la Russie. En vertu du Protocole additionnel, l'Allemagne a adhéré à la Convention du Danube de 1948. L'Autriche, la Slovaquie, la Hongrie, la Croatie, la Roumanie, la République fédérale de Yougoslavie, la Bulgarie, la Moldavie, l'Ukraine et la Russie ont été considérés comme pays signataires de la Convention ou leurs successeurs. La Convention du Danube a cessé d'être obligatoire pour le secteur du Danube entre Ulm et Kelheim. Les signataires de la Convention sont devenus membres de la Commission du Danube et non, comme auparavant, les pays riverains. La notion de « pays membres » a été remplacée par celle de « pays signataires ». L'allemand est devenu langue officielle de la Commission à côté du français et du russe. La procédure de modification de la Convention a été changée. Désormais les amendements étaient soumis à l'accord de tous les signataires et devaient entrer en vigueur le premier jour du mois suivant celui où les instruments de ratification seraient présentés au gouvernement yougoslave. Le Protocole additionnel devait entrer en vigueur de la même façon. Les instruments de ratification devaient être déposés auprès du gouvernement yougoslave. En même temps l'Allemagne a déclaré que son adhésion à la Commission du Danube

⁴ Zsuzsanna Nagy, *Aspect juridique, au niveau communautaire, de la navigation fluviale, illustré par la situation de la liaison Rhin-Main-Danube*, École Nationale d'Administration, ne portant pas de date, <http://www.ena.fr/index>, p. 27, sans date d'accès.

⁵ Z. Nagy, op. cit., p. 29.

n'affectait nullement ses obligations de membre de l'Union européenne. Les Allemands ont obtenu la garantie que les navires participant aux manœuvres militaires sur le secteur allemand du Danube ne seraient pas traités comme bâtiments de guerre. Ils ont confirmé qu'à l'intérieur de l'Union européenne les questions douanières relèvaient de son unique compétence⁶. Ainsi le Danube a-t-il été rendu à l'Europe.

LA PLACE DU DANUBE DANS LE RÉSEAU TRANSEUROPEEN DE TRANSPORT

Le titre 12 du Traité de Maastricht : « Les réseaux transeuropéens de transport » contient le postulat de créer un réseau européen de liaisons, condition de la mise en œuvre de la libre circulation des marchandises et des personnes. Ce réseau devait être composé des principales voies de communication des pays membres de l'Union européenne, soit les routes, les chemins de fer, les voies fluviales, les ports aériens, fluviaux et maritimes. La nouveauté de cette idée consistait à admettre que désormais le réseau européen de transport serait traité comme un ensemble. Cette approche devait permettre de définir les priorités pour assurer son développement et de diversifier les moyens de transport autant que possible⁷.

Devant les changements dans les pays de l'Europe centrale, il a été décidé de prendre d'abord en compte leurs réseaux de transport parce que le système de transport des pays du marché unique était déjà stabilisé, contrairement au réseau de transport de l'Europe centrale qui pouvait et même devait changer d'orientation après la chute des régimes communistes. Au cours de la 2^e Conférence paneuropéenne sur les transports qui s'est déroulée en Crète, en mars 1994, un *Rapport sur les axes de développement de la future infrastructure paneuropéenne de transport* a été adopté. Il définissait neuf couloirs de transport qui devaient faciliter les contacts commerciaux et la circulation des personnes. Le couloir numéro 7 longeait dans son ensemble le Danube et ses ports⁸.

En décembre 1994, au sommet de l'Union européenne à Essen, 14 projets d'investissement ont été adoptés en vue de mettre en place le réseau européen de transport. En 1996, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe ont adopté les *Directives pour le développement du réseau transeuropéen de transport* pour empêcher les lacunes dans les liaisons entre les zones frontalières. Les pays de l'Union s'engageaient à veiller à ce que leurs voies de transport soient connectées aux réseaux des autres pays membres.

⁶ Z. Nagy, op. cit., p. 28-30, texte du Protocole additionnel du 26 mars 1998, <http://www.danubecommission.org>, consulté le 13 décembre 2010.

⁷ Tadeusz Pokusa, *Integracja infrastruktury transportowej Unii Europejskiej a położenie Polski w realizacji przewozów transportowych*, www.pko.wszia.opole.pl, consulté le 13 avril 2012.

⁸ T. Pokusa, op. cit., www.pko.wszia.opole.pl.

La volonté de diversifier les moyens de transport a amené l'Union européenne à s'intéresser davantage aux voies fluviales. L'Union s'était engagée dans l'élaboration, en coopération avec l'ONU, de la *Convention européenne sur les voies navigables* qui a été signée le 19 janvier 1996. Elle déterminait le cadre juridique permettant aux pays de développer les voies navigables de manière cohérente. Elle appliquait le classement des voies navigables élaboré par la Conférence des Ministres des Transports de l'Union européenne en distinguant les voies régionales et nationales (classes 1, 2, 3, 4) et internationales (classes 5 et 6). Elle qualifiait de non navigables les voies de moins de 2 mètres de profondeur. La Commission centrale du Rhin a également apporté sa contribution au texte de cette convention⁹.

L'ÉLABORATION PAR L'UNION EUROPÉENNE D'UNE STRATÉGIE POUR LA RÉGION DU DANUBE

L'augmentation du rôle du Danube comme voie navigable européenne est devenue l'objectif de nombreux projets autonomes de l'Union européenne ou des projets tiers auxquels l'UE a participé. Dans les années 2000–2006, a été réalisé le projet INTERREG III B CADSES avec un budget de 286,8 mln euros, financé par le Fonds européen de Développement régional et les pays participants. C'est dans le cadre de ce projet, sur l'initiative de Vienne et des villes bavaroises proches du Danube, qu'en 2005 a été créée la Ligue hanséatique du Danube (Donauhanse) avec un budget de 1,9 mln d'euros, afin de développer la coopération entre les villes et les ports situés sur les rives du Danube¹⁰.

L'ouverture de la voie navigable du Danube reliant la mer Noire avec les ports dits ARA (Anvers, Rotterdam, Amsterdam) a fait l'objet du projet ALSO Danube (Advanced Logistic Solutions for Danube Waterway), réalisé dans les années 2000–2003, dans le cadre du 5^e programme cadre de l'Union européenne¹¹.

⁹ Z. Nagy, op. cit., p. 42–44; La Conférence des Ministres des Transports a été instituée le 17 octobre 1953. Son secrétariat se trouvait à Paris. Dès le début elle a été liée avec l'Organisation européenne de coopération économique, transformée en 1960 en Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE).

¹⁰ Au programme INTERREG III B CADSES ont participé les pays suivants: l'Autriche, la Grèce, l'Albanie, la Bosnie-et-Hérzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, la Slovaquie, la Serbie, le Monténégro, la Macédoine, la Hongrie, la Pologne, la Moldavie, la Roumanie, la Slovénie et des régions choisies de l'Ukraine et de l'Allemagne, <http://www.interreg+IIIB/INTERREG+IIIB+CADSES/>, consulté le 13 avril 2012; Jean Marie Gauthey, *La coopération internationale sur le Danube: Géopolitique de l'intégration du fleuve au continent européen*, „Revue d'études pluridisciplinaires”, vol X, n° 1–2, mai 2008, <http://balkanologie.revues.org/index409.html>, consulté le 12 juillet 2011, p. 8.

¹¹ J.M. Gauthey, op. cit., p. 8; site du projet ALSO Danube, www.alsodanube.at, consulté le 13 avril 2012.

Dans les années 2003–2006, a été mis en œuvre le projet européen «Marco Polo» qui envisageait la création d'un réseau paneuropéen de liaisons de communication durables. Le 24 octobre 2006, a été instauré le projet «Marco Polo» II pour la période 2007–2013. Il prévoyait la suppression des surcharges dans le transport routier et l'amélioration de la protection de l'environnement. Dans ce but il promouvait la redistribution du volume des marchandises transportées par la route vers les transports ferroviaire, fluvial et maritime sur les distances courtes.

Cependant ces actions ne pouvaient pas endiguer la croissance de la disproportion entre le rythme de développement de la navigation sur le haut et le bas Danube. Dans les années de changements démocratiques et de réformes économiques, dans les pays de l'ancien bloc soviétique, le volume des marchandises transportées par la voie du Danube a rapidement diminué. Les infrastructures portuaires étaient mal entretenues et la main d'œuvre partait vers d'autres métiers¹².

L'adhésion, au 1er janvier 2007, de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne a suscité de nouveaux projets européens dans la région du Danube. Le 11 avril 2007 la Commission européenne a publié la stratégie pour la région de la mer Noire¹³.

La stratégie pour la mer Noire visait de nombreux domaines de coopération avec les pays de la région, et entre autres les transports. Elle prévoyait d'adapter la réglementation régionale au régime européen et d'intégrer les voies de transport régionales au réseau des liaisons entre l'Asie centrale et l'Europe, en utilisant toutes les « possibilités offertes par la navigation maritime sur les distances courtes et la navigation fluviale, surtout sur le Danube »¹⁴.

Le Parlement européen a émis l'avis favorable sur le projet de la stratégie pour la mer Noire et dans la résolution du 17 janvier 2008 a appelé la Commission à préparer une étude sur les initiatives possibles de développement durable de la région du Danube et de son intégration avec les pays de l'Union européenne. Le 19 juin 2009, le Conseil de l'Europe a demandé à la Commission de préparer, avant la fin de 2010, une stratégie pour la région du Danube¹⁵.

¹² Davantage sur la politique de transport, T. Pokusa, op. cit., www.pko.wszia.opole.pl; *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil du Comité économique et social européen et au Comité de Régions* du 8 décembre 2010, KOM (2010) 715, version définitive, www.eur-lex.europa.eu, consulté le 4 avril 2012, p. 4.

¹³ *Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen* du 11 avril 2007, (Synergie de la mer Noire) COM (2007) 160, www.ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07_160_pl.pdf, consulté le 10 février 2012.

¹⁴ *Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen* du 11 avril 2007, COM (2007) 160, p. 6.

¹⁵ *Résolution du Parlement européen du 17 janvier 2008 relative à l'approche de la politique régionale dans la région de la mer Noire* (2007/2101 (INI)), www.mpp.org.pl/21/21_4.html, consulté le 10 février 2012, p.7; *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité de Régions* du 8 décembre 2010, KOM (2010) 715, version définitive, www.eur-lex.europa.eu, consulté le 4 avril 2012, p. 4.

Le Parlement Européen a autorisé la Commission à élaborer une telle stratégie par la résolution du 21 janvier 2010. Les travaux ont été officiellement inaugurés à Ulm, le 2 février 2010, et achevés le 8 décembre 2010¹⁶.

La stratégie pour la région du Danube consacrait beaucoup de place à l'augmentation du rôle du Danube comme couloir principal du système transeuropéen de transport. On soulignait que le transport sur le Danube représentait à peine 10–20% du transport sur le Rhin. Il était donc nécessaire de le stimuler, de moderniser les infrastructures portuaires et de construire des terminaux pour relier la voie fluviale aux réseaux de transport ferroviaire et routier¹⁷.

L'un des objectifs de la stratégie en question consistait à intégrer au mieux le Danube à l'économie des pays de l'UE. La Commission a relevé le besoin d'amplifier l'emploi, de chercher de la main d'œuvre qualifiée, d'améliorer l'infrastructure de navigation et d'augmenter le débit du fleuve. Elle prévoyait que, dans les années 2010–2020, la quantité des marchandises transportées sur le Danube devrait augmenter de 20%, et ceci sans recours aux nouveaux financements ni mise en place de nouvelle législation. Les auteurs de la stratégie envisageaient de mobiliser les fonds européens déjà débloqués pour la région ainsi que les ressources internationales, nationales, régionales et privées. Les propositions détaillées pour la mise en place de la stratégie pour la région du Danube ont été décrites dans le *Plan d'action* accompagnant la stratégie¹⁸.

Dans le domaine du transport, le *Plan d'action* prévoyait le développement durable des liaisons ferroviaires et fluviales, le déchargement des voies routières et une protection de l'environnement plus efficace. La Commission a montré que les possibilités de la voie fluviale du Danube n'étaient pas suffisamment exploitées à cause du sous-investissement des équipements portuaires et des moyens de transport fluvial, du nombre insuffisant de capitaines, de bateliers et de la proportion croissante des personnels âgés de plus de 50 ans¹⁹.

La Commission a en même temps souligné que l'Union européenne s'était fixée l'objectif de développer les transports économes en énergie, favorables à l'environnement, fiables, dont le transport fluvial fait partie. La Commission a

¹⁶ *Rusząją przygotowania do Strategii Dunajskiej*, service d'information du Centre d'Etudes Orientales (Ośrodek Studiów Wschodnich) du 10 février 2010, www.osw.waw.pl/pl/print/publikacje/best/2010-02-10/, consulté le 10 février 2010; *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité de Régions* du 8 décembre 2010, KOM (2010) 715, version définitive, www.eur-lex.europa.eu, consulté le 4 avril 2012.

¹⁷ *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité de Régions* du 8 décembre 2010, p. 5–6.

¹⁸ *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité de Régions* du 8 décembre 2010, p.7–9, 14; *Action Plan, accompanying document to the Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions*, SEC (2010) 1489 version définitive du 8 décembre 2010, www.eur-lex.europa.eu/ consulté le 3 avril 2012.

¹⁹ *Action Plan* du 8 décembre 2010, p. 10.

considéré comme insuffisantes les actions menées jusqu'alors dans le cadre du Programme européen d'action en faveur du transport par voie d'eau (European Action Programme for Inland Waterway Transport, NAIADES) qui d'ailleurs devait expirer en 2013.

Dans une perspective plus lointaine, la Commission a préconisé les actions plus larges de longue durée, conformément aux principes du système transeuropéen de transport. Dans un premier temps, elles devaient se concentrer sur la modernisation des infrastructures et le renforcement économique de la navigation fluviale. La Commission recommandait d'examiner les possibilités de l'amélioration des conditions de navigation en respectant l'environnement. Ces travaux devaient déboucher sur l'ouverture du Danube, en 2015, aux navires et convois poussés dont le tirant d'eau ne dépasse pas 2,5 m.

Dans un deuxième temps, il s'agissait de développer les infrastructures sur le Danube et ses affluents et les lignes de transport desservant le fleuve. La Commission a préconisé de nettoyer le fleuve des épaves, de la ferraille des ponts bombardés et des obus qui encombraient son lit depuis l'opération de l'ONU contre la Serbie en 1999. Elle a également proposé d'entamer les travaux visant à relier le Danube à Bucarest par voie d'eau. Cet investissement devrait faire partie du système protégeant 11 localités et 30 mille hectares de terres arables contre les inondations et en même temps favorisant la protection de l'environnement, et notamment de l'eau potable, ainsi que le développement du tourisme. La Commission a aussi remarqué la nécessité de moderniser les bâtiments de navigation. À cet effet elle a présenté le projet WANDA (Projet de gestion des déchets de navigation fluviale sur le Danube, Waste Management for Inland Navigation on the Danube Project)²⁰.

La Commission a également recommandé d'améliorer la gestion de la navigation et des ressources humaines sur le Danube. Les pays devaient intégrer le transport par voie d'eau à leurs réseaux de transport respectifs, en réalisant ainsi le projet NAIADES. Les ports limitrophes du Danube devaient être transformés en nœuds de communication. La commission a également conseillé d'appuyer la révision de la Convention de 1948, afin de permettre à l'Union européenne de devenir membre de la Commission du Danube. La Commission a relevé la nécessité d'une coopération plus étroite entre les institutions responsables des infrastructures fluviales et de l'environnement. Dans ce but, elle a proposé de mettre en place le projet de gestion de la voie fluviale du Danube (Network of Danube Waterway Administrations Project, NEWADA) afin de favoriser les échanges d'informations et d'expériences et de consolider la coopération sur le Danube. Dans la suite, la Commission préconisait une coordination progressive des transports fluvial et ferroviaire ainsi que l'harmonisation des services

²⁰ *Action Plan* du 8 décembre 2010, p. 11–12.

d'information du fleuve (River Information Services) sur tout le cours du Danube et ses affluents²¹.

Afin d'augmenter les ressources humaines pour les services de navigation intérieure, la Commission a lancé le projet NELI, complémentaire au projet EDINNA (Education in Inland Navigation). Il concernait uniquement le Danube et prévoyait la formation de personnel dans le domaine de la navigation et de la logistique pour le couloir du Danube²².

La stratégie préparée par la Commission pour la région du Danube a été approuvée par le Conseil des Ministres à la réunion qui s'est tenue le 13 avril 2011, à Luxembourg.

Le Commissaire de l'UE pour la politique régionale, Johannes Hahn, a considéré la décision du Conseil comme un grand pas vers l'amélioration de la qualité de vie pour toute la région. Il a attiré l'attention sur le caractère novateur de la stratégie. Elle a été élaborée pour une macrorégion (la première stratégie macrorégionale avait été élaborée pour la région de la mer Baltique) et concernait 14 pays : l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la République Tchèque, la République slovaque, la Slovénie, la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie, la Serbie, la Bosnie-et-Herzégovine, le Monténégro, l'Ukraine et la Moldavie. En outre, l'Union européenne s'attribuait uniquement un rôle de coordinateur pour les organisations déjà opérant dans cette région²³.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LES OBSTACLES À LA RELANCE DE LA NAVIGATION SUR LE DANUBE

Malgré l'engagement de l'Union européenne dans la relance de la navigation sur le Danube, certains expriment des doutes que le fleuve peut jouer le rôle d'axe dans le commerce international. Il y a des conditions naturels et politiques qui s'y opposent. Le Danube est bâclé pendant 60 jours par an. Son chenal n'est pas bien aménagé. Dans son cours il y a de multiples hauts-fonds et d'autres obstacles à la navigation, comme des ponts assis bas. En outre, les pays riverains depuis de longues années investissaient en transport routier en négligeant les infrastructures portuaires²⁴.

La voie fluviale du Danube peut se développer uniquement dans les conditions de la paix universelle en Europe. Chaque conflit, même local, peut paralyser la navigation. C'était le cas à l'époque de l'intervention de l'ONU contre la Yougoslavie (24 avril – 9 juin 1999). Quand la Roumanie a ouvert l'accès à ses

²¹ *Action Plan* du 8 décembre 2010, p. 12.

²² *Action Plan* du 8 décembre 2010, p. 13–14, sur le projet NELI, <http://www.neliproject.eu/neli/>, consulté le 16 avril 2012.

²³ *La Commission se félicite du feu vert du Conseil à la Stratégie de l'Union européenne pour la région Danube*, Bruxelles, 13 avril 2011, <http://europa.eu/rapid/>, consulté le 12 juillet 2011.

²⁴ J. M. Gauthey, *op. cit.*, p. 8.

ports aériens à l'ONU, la Yougoslavie a fermé la navigation sur son secteur du Danube. De plus, le fleuve a été barré à Novi Sad par les ponts détruits dans les bombardements. En avril 1999, la Commission du Danube a créé une entité technique spéciale pour préparer le projet de déblocage du fleuve. La réouverture du Danube a absorbé 26 millions d'euros, dont 85% ont été alloués par l'Union européenne et 15% par les membres de la Commission du Danube. Pour gérer cette allocation un compte spécial a été ouvert à la Banque nationale d'Autriche.

À la place des ponts détruits ont été installés des ponts de bateaux dont les heures d'ouverture ont été négociées avec les autorités serbes. Cependant, la circulation des bateaux continuait à se heurter à de graves obstacles²⁵.

La rentabilité des investissements sur le Danube n'était pas évidente non plus. Otto Schwetz, chef du projet Couloir 7, en 2004, a émis des réserves sur les perspectives de développement de la navigation sur le Danube. Il prévoyait que sans investissements supplémentaires la navigation sur le Danube croîtrait de 1,4% par an. L'amélioration du dispositif institutionnel et la modernisation des équipements portuaires (pour environ 450 millions d'euro) pourraient porter cet indice à 6% par an. Le développement de la voie intérieure du Danube s'avérait donc très onéreux. En outre, les pays du Danube ne soutiennent pas le développement de la navigation avec le même engagement. L'Allemagne, l'Autriche et la Roumanie affirment leur appui ferme, les autres pays s'adapteront s'ils le trouvent nécessaire, c'est-à-dire « suivent le courant » sans faire preuve d'initiatives²⁶.

LES DIFFICULTÉS D'INTÉGRATION DE LA NAVIGATION SUR LE RHIN ET SUR LE DANUBE

Depuis 1992, deux fleuves les plus importants pour la navigation en Europe : le Rhin et le Danube sont reliés par le canal Rhin-Main-Danube. C'est une voie intérieure qui joint la mer du Nord et la mer Noire.

L'histoire de cette liaison remonte aux temps de Charlemagne où un tronçon de Fossa Carolina, long de 2 kilomètres, a été creusé pour relier Schwäbische Rezat du bassin du Rhin (à Bamberg il se jette dans Regnitz, affluent de Main) avec Altmühl, affluent du Danube²⁷.

²⁵ Anne-Marie Cassoly, *Une flotte danubienne sous pavillon français au XX^e siècle*, „Revue Roumaine d'Histoire”, t. XL–XLI 2001/2002, București 2004, p. 272, 274; site de la Commission du Danube <http://www.danubecom-intern.org/FRANC/flag?flagsommaire.htm>, consulté le 8 octobre 2007; Mieczysław Tanty, *Balkany w XX wieku. Dzieje polityczne*, Warszawa 2003, p. 362; Jean-Marie Wochrling, (secrétaire général de la Commission centrale du Rhin), *La coopération internationale dans le domaine de la navigation fluviale européenne: les instances de coopération pour la navigation rhénane et danubienne*, www.apr-strasbourg.org/detail-document-478.html, consulté le 12 juillet 2011, p. 4–5.

²⁶ J. M. Gauthey, op. cit., p. 8.

²⁷ Marian Milkowski, *Trzecie w historii połączenie żeglugowe Ren-Men-Dunaj*, „Przegląd komunikacyjny”, n°10/1992, p. 9.

La tentative suivante de créer une telle liaison a été entreprise aux temps de Louis 1^{er} de Bavière. Dans les années 1836–1845, a vu le jour le canal reliant Altmühl et Regnitz. Il était profond de 1,40 mètre et pouvait accueillir les navires jusqu'à 125 tonnes. Ce canal n'a pas résisté à la concurrence des chemins de fer et, depuis 1865, reste plutôt un monument de génie civil. Cependant, en 1867, un voyageur hongrois, le comte Ödön Szèchenyi, parti de Budapest, avait réjoint Paris le 18 mai 1867, en accostant le quai de la Seine dans le centre ville²⁸.

Au début du 20^e siècle, en Allemagne, plusieurs projets de liaisons fluviales avec le Danube ont été conçus. En 1921, le gouvernement de la République de Weimar a signé avec la Bavière et plusieurs villes et banques allemandes une convention qui prévoyait la construction d'un nouveau canal utilisant le Neckar. Les travaux ont démarré la même année, mais en 1938 ont été arrêtés, car le gouvernement a décidé de soutenir la construction d'une liaison par Main²⁹.

La construction du canal Rhin-Main-Danube a été confiée à la société Rhin-Main-Donau A. G. avec le siège à Munich, créée en 1921. Le canal en question devait pouvoir accueillir les barques jusqu'à 1200 tonnes. Il a été tracé parallèlement au canal de Louis de Bavière qui devait, quant à lui, être partiellement utilisé. La société a obtenu une concession (valide jusqu'à 2050) pour l'exploitation hydroélectrique du Main avec ses affluents et du Danube en aval de la ville d'Ulm et du Lech. Pendant 15 ans la société finançait les travaux avec les revenus des ventes de l'énergie électrique. Ce canal non seulement devait faciliter l'approvisionnement de l'industrie bavaroise en charbon et minerai de fer et permettre la production de l'énergie électrique (40 centrales électriques devaient être construites) mais aussi avait pour vocation de devenir l'axe de transport avec l'Europe centrale. En 1938, le gouvernement du Troisième Reich a décidé de soutenir la société pour finir ce projet avant 1945. La guerre a arrêté le chantier³⁰.

La société Rhin-Main-Donau A.G. a repris les travaux en 1949. Elle se heurtait pourtant à des difficultés financières croissantes. Jusqu'en 1971, elle supportait 68% des coûts d'investissement, en 1976 seulement 58% et en 1992, 20%. L'augmentation des coûts résultait des difficultés du terrain et des dépenses

²⁸ Mémoire rédigé par Maximilian Despard pour Foreign Office en date du 5 décembre 1938, National Archives, ci-après NA, FO 371/22 388, p. 261/5; la note sur le canal Rhin-Danube faite au Ministère britannique des Transports et de l'Aviation civile, 30 octobre 1956, NA, FO 371/121177 (K.GR2/66); M. Milkowski, op. cit., p. 9; plaque commémorative sur la rive de la Seine incrustée le 4 avril 1997 par les soins de l'Association hongroise de Natation et de Yachting du comte Ödön Szèchenyi.

²⁹ G. Datury, *Zagadnienie Ren-Men-Dunaj*, Archiwum Akt Nowych w Warszawie, Ambassade de Pologne, Bucarest 280, p. 53.

³⁰ La note sur le canal Rhin-Danube faite au Ministère britannique des Transports et de l'Aviation civile, 30 octobre 1956, NA, FO 371/121177, K.GR2/66; M. Milkowski, op. cit., p. 9; Stanisław Wajda, *Magistrala wodna Bałtyk -Morze Czarne. Studium z prawa międzynarodowego publicznego*, Opole 1982, p. 91; G. Datury, op. cit., p. 52, 55, 57; Mémoire rédigé par Maximilian Despard pour Foreign Office en date du 5 décembre 1938., NA, FO 371/22 388, p. 261/5; Extrait de *Die Deutschen Wasserstrassen* F. Markmanna, NA, FO 371/23089, p. 196–197.

pour l'environnement (qui représentaient 14% des coûts). Dans les années '50, la maîtrise d'ouvrage a été confiée à la Conférence européenne des Ministres des Transports, et le 16 septembre 1966, le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a conclu avec la société la convention de Duisbourg, en vertu de laquelle les travaux étaient financés par des crédits sans intérêt consentis par l'État. Le gouvernement fédéral y contribuait à hauteur de 64%, la Bavière à 33% et Nuremberg avec les autres créanciers à 3%. C'est alors que le canal a été appelé européen. Le secteur reliant Bamberg et Kelheim, long de 171 kilomètres, a été officiellement inauguré le 25 septembre 1992, sous le mot d'ordre « le rêve européen s'est accompli »³¹.

Au moment de l'ouverture du canal, l'Allemagne comptait obtenir le retour sur cet investissement (la construction a coûté 4,7 milliards de marks allemands, actuellement estimés à 2–3 milliard euros) grâce à l'augmentation de l'importance des voies fluviales. En 1992, le déficit des chemins de fer allemands était estimé à 14 milliards de marks, donc 3 fois plus que le coût de construction du canal Main-Danube. Le canal avait cependant des ennemis jurés parmi les écologistes, qui l'ont qualifié de la plus stupide entreprise depuis la construction de la Tour Babel. Suite à leurs protestations, la section du Danube entre Straubing et Vilshofen n'a pas été finie ce qui n'a pas permis d'obtenir la capacité maximale du canal. En outre, les Allemands n'ont pas consenti à internationaliser le canal. Malgré qu'il relie deux fleuves internationaux, il reste sous contrôle unique de l'Allemagne. La liberté de navigation est garantie par la législation européenne³².

Quand les travaux de construction étaient déjà très avancés, dans les pays du marché unique a éclaté le débat au sujet de l'ouverture du canal aux pays du bloc soviétique. On craignait avant tout la « conquête » du Rhin par les batelleries nationalisées des pays de l'Europe centrale, subventionnées par l'État. Ainsi les pays membres de la Commission centrale pour la navigation du Rhin ont-ils modifié la convention de Manheim de 1868, pour limiter le droit de navigation sur le fleuve aux pays membres et pays riverains. Ces amendements ont été inscrits au Protocole additionnel n°2 d'octobre 1979. Ils réservaient le libre cabotage sur le Rhin (commerce entre les ports situés sur les côtes du fleuve) aux pays riverains et aux membres du marché unique. Les autres navires devaient obtenir un permis de navigation délivré par la Commission centrale pour la Navigation du Rhin. En outre, ils pouvaient participer aux échanges commerciaux entre un port du Rhin et un port situé ailleurs uniquement en base des accords internationaux³³.

³¹ M. Milkowski, op. cit., p. 8, 10; S. Wajda, op. cit., p. 92; la note sur le canal Rhin-Danube faite au Ministère britannique des Transports et de l'Aviation civile, 30 octobre 1956, NA, FO 371/121177, K.GR2/66.

³² Projet de mémorandum relatif aux perspectives de navigation intérieure après l'ouverture du canal Rhin-Danube, sans date, créé autour du 22 janvier 1975, NA, FCO 76/1136; rapport de l'Ambassade de GB à Belgrade pour FO en date du 18 août 1967, NA, FCO 14/281, K. GLR 1/5; M. Milkowski, op. cit., p. 8, 12; J. M. Woehrling, op. cit., p. 12.

³³ J. M. Woehrling, op. cit., p. 11–12.

Actuellement, il n'y a pas de doute que le canal Rhin-Main-Danube a une dimension européenne ; il a permis de créer un grand bassin fluvial s'étendant entre la mer Noire et la mer du Nord reliées par la navigation intérieure. La vivification de cette liaison rencontre des difficultés. Les orientations traditionnelles de commerce sont toujours prédominantes et la navigation sur le Rhin reste tournée vers le nord et dessert les ports maritimes ARA³⁴.

En 2006, le tonnage des navires empruntant le canal européen constituait environ 2,5% du tonnage présent sur le Rhin. Les navires danubiens sur le Rhin constituaient environ 2% de la batellerie rhénane, tandis que les navires rhénans sur le Danube environ 15% de l'ensemble des navires opérant sur le Danube³⁵.

Non seulement le changement d'orientation du commerce rencontre des difficultés. L'intégration de la navigation sur le Danube et sur le Rhin n'est pas plus facile. La législation du Rhin et celle du Danube sont différentes. Les deux commissions fluviales devraient s'entendre afin d'harmoniser les réglementations. Déjà à la fin des années '80 leurs secrétariats respectifs ont entamé une coopération. En juin 2001, les représentants des deux commissions se sont rencontrés à l'occasion de la signature, à Budapest, de la Convention relative au transport des marchandises par voies intérieures (CMNI). La Commission centrale pour la navigation du Rhin, en collaboration avec la Commission du Danube, a joué un rôle très important à la préparation de cette convention³⁶.

Après cette date, les contacts entre les deux commissions sont devenus réguliers. Une commission spéciale mixte devait préparer une proposition d'harmonisation des régimes de navigation sur le Rhin et le Danube. Le nombre des permis de navigation mutuellement reconnus ne cessait de croître³⁷.

Les compétences différentes de chaque commission continuent à poser problème. La Commission centrale pour la navigation du Rhin peut créer des règles pour l'ensemble du fleuve, tandis que la Commission du Danube a seulement le droit de recommander certaines solutions. Sur le Danube chaque pays riverain établit ses règles de façon autonome, d'où le manque d'un système réglementaire cohérent. Le renforcement de la coopération des pays riverains du Danube est difficile, vu leur nombre et une grande disparité dans tous les domaines³⁸.

En outre, la Commission du Danube est peu disposée à s'inspirer du modèle de système élaboré par la Commission centrale pour la navigation du Rhin et préfère appliquer les solutions proposées par l'Union européenne et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) même si celles-ci profitent largement des solutions élaborées par la Commission du Rhin. Le rapprochement des règlements en vigueur sur les deux fleuves se fait notamment grâce à l'action

³⁴ Ibidem, p. 13.

³⁵ Ibidem, p. 13.

³⁶ Ibidem, p. 9.

³⁷ Ibidem, p. 10.

³⁸ Ibidem, p. 10.

de l'Union européenne, qui transpose sur les territoires de nouveaux États membres sa réglementation³⁹.

En 2003, a été entamé le processus d'amendement de la Convention du Danube de 1948. Deux groupes de travail ont été créés : l'un en charge de la navigation, coordonné par la Roumanie ; l'autre pour les affaires institutionnelles et juridiques, coordonné par l'Autriche. Le 18 août 2008, le président de la Commission du Danube a informé de l'adoption du principe de prise des décisions exécutoires pour les pays membres, afin de rapprocher les règles de navigation sur le Danube aux standards et règlements en vigueur sur les autres voies fluviales en Europe. La Commission du Danube participe activement à ce processus d'harmonisation avec l'acceptation des pays membres⁴⁰.

CONCLUSION

La relance de la navigation sur le Danube est importante non seulement pour la région limitrophe, mais aussi pour les pays de l'Europe centrale susceptibles de se connecter à cette voie. Il est vrai que l'élargissement des voies fluviales en Europe est une entreprise longue et onéreuse mais c'est indéniablement un élément durable et important pour l'unité du continent.

BCU Cluj / Central University Library Cluj
Traduction : Anna Leszczyńska-Wojno

³⁹ Ibidem, p. 11.

⁴⁰ J. M. Gauthey, *La coopération internationale sur le Danube...*, p. 12; extrait de l'allocation du Président de la Commission du Danube à sa 71^e session, 18 août 2008, <http://www.danubecommission.org/index>, consulté le 13 décembre 2010.

INTORNO ALLA BIOGRAFIA DI RAMIRO ORTIZ: ELEMENTI INEDITI

VERONICA TURCUȘ

Ramiro Ortiz (1 luglio 1879, Chieti – 25 luglio 1947, Padova) filologo romanista formatosi all'Università di Napoli negli anni a cavallo tra l'Ottocento ed il Novecento sotto la guida dello specialista in letteratura italiana Bonaventura Zumbini, del linguista Michele Kerbaker e del romanista Francesco D'Ovidio, in seguito a Firenze, presso il Reale Istituto di Studi Pratici e Perfezionamento dove ebbe come professori il noto romanista Pio Rajna ed i storici della letteratura Ernesto Giacomo Parodi e Guido Mazzoni, segnò con la sua presenza scientifica di spicco il periodo difficile degli esordi nella storia dell'insegnamento dell'italiano all'Università di Bucarest. Raccomandato dal Rajna, a cui Ion Bianu aveva chiesto di fare il nome di un giovane filologo italiano per il corso di lingua e letteratura italiana istituito alla Facoltà di Lettere della capitale romena nel 1909, Ramiro Ortiz, in quel momento professore al Liceo "Vittorio Emanuele II" di Napoli, accettò di trasferirsi a Bucarest, dove dedicò la sua intera attività didattica – fino al 1933, l'anno della sua nomina a ordinario di lingue e letterature neolatine all'Università di Padova – all'ambito universitario bucarestino¹.

Professore associato di lingua e letteratura italiana alla Facoltà di Lettere di Bucarest dal 1909 al 1913 e professore di italiano al Liceo "Matei Basarab" della capitale romena negli stessi anni, Ramiro Ortiz ricevette il 17 dicembre 1913 la nomina a professore ordinario della Cattedra di lingua e letteratura italiana organizzata il 15 maggio 1913 all'Università bucarestina. La sua nomina a capo della

¹ Sulla vita e l'opera scientifica di Ramiro Ortiz vedi Angelo Monteverdi, *Ricordo di Ramiro Ortiz*, „Cultura Neolatina. Bollettino dell'Istituto di Filologia romanza dell'Università di Roma”, VIII, 1948, pp. 91–94; Carlo Tagliavini, *Ramiro Ortiz (1879–1947). Commemorazione tenuta il 16 dicembre 1948*, „Annuario dell'Università di Padova”, 1948–49; estr. Padova, Tip. del Seminario di Padova, 1949, 36 p.; Rosa del Conte, *Profilo di Ramiro Ortiz*, „Cultura Neolatina”, XXVII, 1967, pp. 152–172; Nina Façon, *În amintirea profesorului Ramiro Ortiz*, „Analele Universității din București. Literatură universală și comparată”, a. XVIII, nr. 1, 1969, pp. 11–24; Dumitru D. Panaitescu, *Ramiro Ortiz, prietenul din Italia*, „Analele Universității din București. Literatură universală și comparată”, a. XXII, nr. 1, 1973, pp. 51–65; Carmen Bucea, *Ramiro Ortiz*, Bucarest, Ed. Noua Alternativă, 2004, 140 p.; Lorenzo Renzi, *Ramiro Ortiz*, „Padova e il suo territorio”, a. XX, 113, 2005, pp. 45–46; Doina Condrea Derer, *Ortiz – Façon. Carteggio/Correspondență*, Bucarest, Ed. Jurnalul Literar, 2007, 173 p.; Lorenzo Renzi, *Ramiro Ortiz tra Italia e Romania*, in Idem, *Le piccole strutture. Linguistica, poetica, letteratura*, Bologna, Il Mulino, 2008, pp. 529–537 (Collezione di Testi e di Studi); Doina Condrea Derer, *Ramiro Ortiz. Tabel cronologic*, in *Un secol de italianistică la București I. Cătorii*, coord. Doina Condrea Derer, Ilanibal Stănculescu, Bucarest, Ed. Universității di Bucarest, 2009, pp. 86–92.

predetta cattedra fu fatta in seguito alla proposta del 14 novembre 1913, firmata da 8 professori della Facoltà di Lettere di Bucarest (I. Bianu, I. Bogdan, D. Evolveanu, V. Pârvan, S. Mândrescu, D. Onciul, C. Rădulescu Motru e N. Iorga), proposta sostenuta dal Senato universitario e dal Consiglio dei professori della Facoltà di Lettere nella seduta del 20 novembre dello stesso anno, dove la sua raccomandazione ricevette 11 voti pro, 3 contro e fu registrata una assenza². Come professore ordinario d'italiano all'Università di Bucarest, Ramiro Ortiz organizzò il Seminario di Letteratura Italiana e la sua biblioteca, gestita dai suoi studenti e godette dell'appoggio della giovane studiosa Anita Linden-Belciugățeanu in veste di assistente universitario. Questi furono gli anni difficili degli esordi, quando il professore aveva qualche volta un solo studente che seguiva il suo corso (dato che agli inizi la disciplina non aveva uno statuto obbligatorio). Una volta che la cattedra fu istituita, l'insegnamento dell'italiano all'Università di Bucarest conobbe un notevole crescendo ed il professore pubblicò un numero significativo di saggi sulla cultura, sulla letteratura romena e sui rapporti culturali italo-romeni (dai primi contributi, del 1911, intitolati *Per la fortuna della tragedia alferiana in Rumania* – uscito sul “Giornale Storico della Letteratura Italiana” di Torino – o *Un'imitazione rumena dal Gessner e dal Vigny* – apparso a Firenze negli *Studi Letterarii e Linguistici dedicati a Pio Rajna* –, alla sintesi *Per la Storia della Cultura Italiana in Romania*, stampata nel 1916 a Bucarest). I suoi scritti degli anni 1911–16, pubblicati tanto nella surriferita rivista torinese, quanto, grosso modo, sulla “*Noua Revistă Română*”, “*Flacăra*” e “*Convorbiri Literare*”³ misero la prima pietra ad un'opera grande, dedicata alla promozione ed alla divulgazione della cultura italiana in Romania, opera continuata dal professor Ortiz dopo la ripresa dell'attività didattica a Bucarest, attività interrotta alla fine del 1916 a causa della Grande Guerra⁴.

² Corina Anton, *Documente din arhive românești*, in *Un secol de italianistică la București I. Cătorii*, pp. 23–26, 43–50.

³ Vedi Ramiro Ortiz, *Lucrări publicate*, in *Un secol de italianistică la București I. Cătorii*, pp. 94–95.

⁴ Nell'autunno del 1916, l'attività dell'Università bucarestina fu gravemente compromessa, nel periodo dell'occupazione tedesca, dalla guerra e dalla situazione statale disperata del vecchio Regno, in rifugio all'oriente dei Carpazi, in una Moldavia affamata e alla mercé del tifo. Alcuni professori stranieri di stanza a Bucarest furono obbligati a tornare nei paesi d'origine, nell'attesa di tempi migliori per riprendere l'attività universitaria. Tale contesto di crisi generata dalla guerra sarà descritto dal professor Ramiro Ortiz in una breve relazione, con parole semplici ma emozionanti: “Gli esami d'ottobre (1916) furono tenuti sotto i continui micidiali bombardamenti degli aeroplani nemici, Bucarest fu evacuata, e, poco dopo, occupata dall'invasore. Dopo qualche mese di permanenza a Iassy, l'eroica capitale dei giorni tristi, partii diretto in Italia, ma fui costretto a fermarmi in Russia e a interrompere il mio viaggio per via della campagna dei sottomarini e poi della rivoluzione che scoppiò una settimana appena dopo il mio arrivo a Petrograd. Dopo otto mesi di peregrinazioni dalla Finlandia al Caucaso, riuscii finalmente a partir per l'Italia [...] nell'autunno del 1919 tornai finalmente a Bucarest, dove, memore dell'«io dissi seguitando» di Dante, mi piacque continuare il corso dantesco interrotto sotto la minaccia del cannone tedesco, quasi a mostrare che la forza bruta può bensì interrompere momentaneamente non però arrestare il divino fluire della vita dello spirito”. Ramiro Ortiz, *Una cattedra di lingua e letteratura italiana all'Università di Bucarest*, “L'Europa Orientale. Politica, Economia, Cultura, Bibliografia. Rivista mensile pubblicata a cura dell'Istituto per l'Europa Orientale”, Roma, a. III, no. IX–XI, settembre–novembre 1923, pp. 829–830.

Negli anni 1917–18, quando fu nuovamente professore in Italia, al Liceo “G. B. Vico” di Napoli ed al Liceo “Cutelli” di Catania e nel 1918–19, quando si trovava a Digione, in veste di professore associato ed organizzava, per incarico del Ministero degli Esteri italiano, l’insegnamento dell’italiano in Francia, Ramiro Ortiz si mostrò interessato nel continuare la sua attività didattica universitaria in Italia, cercando cattedra a Messina e Cagliari. Solo dal 1920 in poi decise di seguire il suo destino in Romania, stimolato anche dalla grande onorificenza che gli veniva conferita il 10 giugno 1920, quando fu eletto socio corrispondente dell’Accademia Romena⁵. Per quasi un decennio e mezzo, R. Ortiz sviluppò il suo cospicuo progetto di diffondere la lingua e la cultura italiana in Romania: insegnò all’Università di Bucarest, dove formò un gruppo di giovani italianisti che lo secondavano nella sua attività⁶, pubblicò saggi sulla cultura italiana⁷ e fondò una rivista ed un istituto di cultura, i principali strumenti di lavoro su cui appoggiare il suo progetto.

Nacque così nel 1921, con il sostegno materiale del ministro d’Italia a Bucarest, Martin Franklin, la rivista di cultura italiana “Roma”, periodico mensile il cui primo numero uscì a gennaio (a. I, no. 1, gennaio 1921). L’iniziativa del professor Ortiz di pubblicare una rivista di cultura italiana in Romania, rivista a carattere divulgativo ma che, però, offrì ai lettori romeni, che non conoscevano l’italiano, traduzioni di buona qualità di opere dei grandi scrittori italiani, accompagnate obbligatoriamente da una presentazione documentaria della loro vita ed attività e da una loro collocazione nella cultura italiana, una rivista che informasse il pubblico romeno sulle più recenti pubblicazioni di libri italiani, libri che trovavano una strada difficile fino a noi nel contesto della crisi del dopoguerra, e, finalmente, una rivista che tenesse informato il pubblico romeno sulle principali manifestazioni italiane si imponeva come una necessità indispensabile per promuovere la cultura italiana in Romania⁸. Per mettere in atto la sua iniziativa, il professor Ortiz contava sull’appoggio dei conoscitori e degli innamorati della cultura italiana tra gli intellettuali del tempo, ma anche, e piuttosto, sui giovani preparati proprio da lui nell’ambito del Seminario d’Italiano dell’Università di Bucarest, e che, con pazienza

⁵ Dorina N. Rusu, *Dicționarul Membrilor Academiei Române. 1866–2010*, 4 ed. rivista e completata, Bucarest, Ed. Enciclopedică, 2010, p. 757.

⁶ Alexandru Marcu, insieme ad Anita Linden-Belciugățeanu e George Călinescu, furono tra i suoi più cari discepoli. Questo gruppo fu chiamato più tardi, dal grande professore, con l’orgoglio della personalità che gode della bellezza della sua opera intellettuale, “la mia scuola”, la scuola di letteratura comparata dell’Università di Bucarest. Alexandru Marcu ha completato – similmente al suo professore e maestro Ramiro Ortiz, il quale, dopo il periodo degli studi universitari a Napoli, ottenuta una borsa di studio al Reale Istituto Superiore di Studi Pratici e di Perfezionamento di Firenze, diventò specialista in filologia romanza – l’interesse per la cultura neolatina al Reale Istituto di Studi Superiori e di Perfezionamento, con i professori Pio Rajna, Ernesto Giacomo Parodi e Guido Mazzoni, ottenendovi il dottorato in lettere nel 1922, con una tesi su Ippolito Nievo (*Dal Romanticismo al Naturalismo: Ippolito Nievo*). R. Ortiz, *Școală veche, casă nouă*, “Viața Literară”, București, a. I, no. 36, 5 febbraio 1927, p. 1; *Ramiro Ortiz*, “Romana. Rivista degli Istituti di Cultura Italiana all’Estero”, a. VI, no. 8–9, agosto–settembre 1942, p. 607.

⁷ Per la bibliografia di R. Ortiz vedi *Ramiro Ortiz. Lucrări publicate*, in *Un secol de italianistică la București I. Citorii*, pp. 93–103.

⁸ *Ce vrem*, “Roma. Revistă de cultură italiană”, Bucarest, a. I, no. 1, gennaio 1921, p. 1.

certosina e con dedizione, talvolta tenendo il corso anche con un solo studente come se l'avesse fatto di fronte ad un'affollata platea, aveva indirizzato negli anni di studio. Giovani come Alexandrina Mititelu, Leon Diculescu, George Călinescu, Al. Popescu-Telega o Alexandru Marcu, per nominarne solo alcuni tra gli studenti di Ortiz, firmano, insieme ad Emanoil Bucuța, Anita Linden, l'assistente del professore, e dello stesso Ortiz, i saggi, le traduzioni e le cronache sulle pagine di "Roma".

Nell'aprile del 1924, con il contributo del professor Ortiz, fu fondato l'Istituto di Cultura Italiana di Bucarest, sorto come iniziativa personale e finanziato dallo stato italiano solo dal 1933, quando diventò uno dei suoi organismi ufficiali.

C'è tanto da parlare sull'attività del professor Ortiz, ma l'intenzione è di proporre un frammento di corrispondenza epistolare tra il titolare della Cattedra d'Italiano all'Università di Bucarest ed un altro noto filoromeno, l'archeologo e lo storico dell'antichità Giuseppe Lugli (18 luglio 1890 – 5 dicembre 1967), docente di topografia antica all'Università di Roma, coinvolto dall'accademico Vasile Pârvan nel progetto di fondazione della Scuola Romena di Roma, che aprì le sue porte nel novembre del 1922 annoverando tra il suo personale anche il Lugli in veste di segretario permanente.

La lettera, mandata dal professor Ortiz l'11 febbraio 1923 dal suo Seminario di Italiano dell'Università di Bucarest, interessa la storia dell'insegnamento della lingua italiana in Romania e quella del romeno in Italia almeno da due motivi: primo, *perché accenna al progetto della fondazione di una Cattedra di lingua romena all'Università di Roma qualche anno prima dell'iniziativa promossa dall'ex-borsista della Scuola Romena di Roma, Claudiu Isopescu* – il quale iniziò un corso di romeno presso la suddetta Università nel 1926 – e secondo perché fa un po' di luce sul modo in cui Ramiro Ortiz vedeva la possibilità di tornare ad insegnare in Italia, mostrando la volontà del professore italiano di rientrare nel suo paese a tutti i costi, anche in qualità di professore di liceo. Nello stesso tempo, l'epistola mostra il costante appoggio che tanto il Lugli, quanto il giovane Alexandru Marcu – in quel periodo alunno della Scuola Romena di Roma – e gli organismi che promuovevano i rapporti italo-romeni, diedero al buon andamento della pubblicazione di cultura italiana, la rivista "Roma".

Gli esordi dell'insegnamento della lingua e letteratura romena all'Università di Roma sono legati all'attività di diffusione della nostra cultura in Italia, promossa dal filologo Claudiu Isopescu⁹. Originario della Bucovina, egli partecipò alla prima guerra mondiale combattendo sul fronte italiano e si annoverò tra i fondatori della Legione romena d'Italia. Nel primo dopoguerra si laureò in lettere a Bucarest sotto la guida di Ramiro Ortiz, conseguì gli studi dottorali a Napoli e diventò – a cominciare dal 1923 – borsista della Scuola Romena di Roma¹⁰. Claudiu Isopescu iniziò ad insegnare la lingua e la letteratura romena presso l'ateneo romano dal dicembre 1926 e da una sua lettera indirizzata al nostro ministro a Roma di allora, Alexandru

⁹ Mario Ruffini, *L'insegnamento del rumeno in Italia*, "Il Veltro. Rivista della civiltà italiana", Roma, a. XIII, no. 1–2, febbraio–aprile 1969, p. 306.

¹⁰ Claudiu Isopescu, *mesager al spiritualității românești în Italia. I. Corespondență (1926-1942)*. Edizione, prefazione ed introduzione di D. Vatamaniuc, Bucarest, Ed. Academici Române, 2006, pp. 10-11.

Emanuel Lahovary, risulta che il progetto apparteneva al giovane filologo, non essendo però estranea l'accoglienza favorevole che la sua proposta ricevette nell'ambito delle alte istituzioni governative dello stato italiano¹¹. Nel suo *cursus honorum*, Claudiu Isopescu ebbe il sostegno del professore di letteratura italiana Vittorio Rossi – in quegli anni preside della Facoltà di Lettere dell'Università di Roma – tanto per diventare incaricato (nel 1929), quanto per l'istituzione della Cattedra e la sua nomina a ordinario (nel 1936)¹². Ciò che emerge dal carteggio di Ramiro Ortiz con il Lugli è appunto il fatto che il progetto d'istituzione di una Cattedra di romeno all'Università di Roma risale agli inizi degli anni '20 e che nel 1923 il professor Ortiz era ben disposto di occuparla, desiderando a tutti i costi di tornare in patria. Di più, Ramiro Ortiz chiedeva a Giuseppe Lugli informazioni su eventuali cattedre libere, anche se d'italiano e nell'insegnamento secondario, mostrandosi propenso verso un possibile rientro a casa come insegnante di liceo. Questa sua volontà, espressa nel circolo ristretto degli amici, conduce al secondo problema che emerge dalla lettera, cioè la discussione che perdurò a lungo nell'ambito accademico bucarestino, sulla partenza non veramente desiderata dal professor Ortiz per Padova, avvenuta nell'autunno del 1933.

Il ritiro di Ramiro Ortiz dalla Cattedra e dal paese per occupare la Cattedra di lingue e letterature neolatine della Facoltà di lettere e filosofia in seguito alla scomparsa del noto filologo Vincenzo Crescini¹³ – il suo posto di titolare della Cattedra di lingua e letteratura italiana dell'Università di Bucarest fu occupato subito, il 1 dicembre 1933¹⁴, da Alexandru Marcu e la direzione dell'Istituto di Cultura Italiana di Bucarest spettò a Bruno Manzone – ha fatto circolare voci che hanno accusato il Marcu di opportunismo e anche di presupposti intrighi propensi ad allontanare il maestro dall'Università della Capitale romena. Nelle sue memorie, Alexandru Ciorănescu descrive questo avvenimento in colori bui: "Ortiz è partito

¹¹ "Sono stato autorizzato a fare il corso di lingua e letteratura romena all'Università di Roma – scriveva C. Isopescu il 1 giugno 1927 – dal Magnifico Rettore dell'Università con la comunicazione ufficiale no. 5865 del 22 maggio 1926 in base al voto espresso in unanimità dal Consiglio della Facoltà di Lettere del 25 gennaio 1926. Questo in seguito alla mia richiesta presentata per impulso dell'ex ministro dell'Istruzione, sig. senatore Giovanni Gentile, al quale ho espresso il mio dolore di romeno che all'Università s'insegna lingua e letteratura polacca dal dott. Romano Pollak, professore al liceo di Poznan, e il romeno invece no. Voglio sottolineare che proprio il ministro dell'Istruzione Fedele si è interessato personalmente dell'autorizzazione del mio corso [...] Faccio 24 lezioni al mese, dunque 6 lezioni alla settimana, tra cui una di letteratura, 4 di lingua e una di seminario. I miei studenti hanno fatto progressi inattesi, hanno cominciato a leggere i giornali romeni, e adesso traducono pezzi scelti della nostra letteratura contemporanea. Il corso dura normalmente dall'ottobre fino a luglio; io l'ho iniziato quest'anno soltanto a dicembre poiché solo a novembre mi è stata data la valuta e solo a novembre sono venuto a Roma". Vedi dati sul problema in Otilia-Ștefania Pop Damian, *Nuove testimonianze su Claudiu Isopescu (1894–1956) e la fondazione della cattedra di lingua e letteratura romena all'Università "La Sapienza" di Roma*, "Annuario dell'Istituto Romeno di Cultura e Ricerca Umanistica di Venezia", VI–VII, no. 6–7, 2004–2005, p. 552.

¹² *Ibidem*, pp. 552–553.

¹³ Ramiro Ortiz, *Despărțire*, "Roma", a. XIII, no. 3, luglio-settembre 1933, pp. 3–4 (lettera indirizzata al giornale "Universul", pubblicata nel rispettivo giornale del 26 agosto).

¹⁴ "Anuarul Universității din București, 1933–1934", p. 73.

in Italia in situazioni molto spiacevoli per lui. La sua Cattedra d'italiano disponeva, oltre ad un assistente, di un posto di professore aggregato, occupato da Alexandru Marcu, una persona molto bene preparata, ex-alunno della Scuola di Roma, autore di saggi seri ed interessanti, un buon traduttore di Dante e Papini, però di carattere esecrabile. E siccome era anche ambizioso, ha fatto tutto il possibile per obbligare Ortiz a partire, e alla fine ci è riuscito. Quando ho saputo che la partenza di Ortiz era imminente, sono andato a salutarlo [...]. Partiva a Padova, dove gli era stato offerto un posto di professore di filologia romanza, credo grazie agli interventi di Tagliavini. Non era più l'uomo vivace e tondo che credevo di conoscere. Ho parlato con lui, però non si è lamentato di nessuno e niente. Mi disse solo che gli rincresceva il cambiamento del luogo e della vita"¹⁵. Allo stesso tempo, e sempre in relazione a questo evento, il Ciorănescu traccia un ritratto sfavorevole al Marcu: "Non gli posso rimproverare qualcosa, non ho mai avuto motivi per lamentarmi di lui; anzi, l'ho apprezzato sinceramente al suo vero valore di italianista, però non mi sono accontentato del suo modo di essere, orgoglioso ed intrigante, benevolo ed attento con superiorità, condiscendente piatto di bilancia a due faccie, fiorentino e machiavellico dalla testa ai piedi"¹⁶.

Consideriamo, al di là di una normale aspirazione del Marcu di arrivare, in prospettiva, alla direzione della Cattedra che sarà ammirevolmente rappresentata da lui, con tutta la sua attività didattica e scientifica, che le critiche sono infondate, soprattutto se teniamo presente che ottenere una cattedra in Italia, ad un'Università rinomata come quella di Padova, era un importante riconoscimento dell'attività e dell'opera scientifica di un'intera vita per il professor Ortiz. Di più, la lettera del 1923 che Ramiro Ortiz mandò al Lugli indica il fatto che il professore d'italiano dell'Università di Bucarest desiderava tanto di rientrare in patria, essendo disposto a funzionare anche come professore ad un liceo italiano. Allo stesso tempo, anche se ci sono stati alcuni momenti tensionati tra il professor Ortiz e Marcu, forse nel contesto delle preferenze del professore per uno o altro dei suoi discepoli, oppure per motivi scientifici, il rispetto per quello che l'ha iniziato nel campo dell'italianistica è rimasto costante al Marcu. Perché, per quanto riguarda le relazioni col professor Ortiz, non si deve dimenticare che Marcu si è annoverato tra i principali iniziatori del volume in omaggio a Ramiro Ortiz, realizzato dai suoi collaboratori nel 1929, quando il maestro compiva vent'anni di attività in Romania; Marcu ha curato il volume, dall'arrivo dei manoscritti fino alla stampa¹⁷, parlando caldamente ai festeggiamenti in onore del professore¹⁸. Per quanto riguarda l'atteggiamento del

¹⁵ Alexandru Ciorănescu, *Amintiri fără memorie. I. 1911-1934*, Bucarest, Ed. Fundației Culturale Române, 1995, pp. 104-105.

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ Il volume è intitolato *Omagiu lui Ramiro Ortiz cu prilejul a douăzeci de ani de învățământ în România*, comparso a Bucarest nel 1929; relativamente allo stesso problema G. Călinescu și contemporanii săi (*Correspondență primită*), vol. II, a cura di Nicolae Mecu, Bucarest, Ed. Minerva, 1987, pp. 148-149.

¹⁸ Si veda anche il discorso di A. Marcu in occasione ai festeggiamenti del Prof. Ortiz, pubblicato su "Roma", a. X, no. 2, aprile-giugno 1930, pp. 31-33.

professor Ortiz verso Marcu, è da ricordare un altro momento dei rapporti tra i due, della primavera del 1940. In occasione della vincita del premio italiano “San Remo” destinato agli autori stranieri che hanno coltivato e diffuso nei loro paesi la cultura italiana, Alexandru Marcu ha compiuto, insieme alla moglie, un viaggio in Italia, partendo dal nostro paese nel periodo 18–20 marzo, fermandosi a Venezia e Milano, e presentandosi a San Remo il 30 marzo 1940 per prendere il premio. In seguito sono partiti per Roma, per arrivarci all’inizio d’aprile e trascorrervi l’intera vacanza pasquale. In quest’occasione sembra che Alexandru Marcu avesse voluto visitare Ramiro Ortiz, i cui meriti nella diffusione della cultura italiana in Romania proprio allora erano stati riconosciuti dall’Accademia d’Italia, però il professore si era rifiutato di accoglierlo. In una lettera spedita da Roma il 25 aprile 1940, Claudiu Isopescu scriveva a Liviu Rebreanu: “Ho sentito alla radio, qui, che è arrivato un gruppo romeno numeroso, insieme a dei giornalisti, a Milano, gruppo che visiterà più città. Sarà venuto anche Lei? Non ci credo! [...] Ho visto Ortiz, che ha avuto «una lauda solenne» da parte dell’Accademia d’Italia per il lavoro svolto da noi, a favore della cultura italiana. Era contento però ha considerato il gesto normale, perché si tratta della sua stirpe che apprezza nel più alto grado il lavoro a favore dell’Italia oltre i confini. [...] Marcu è andato a fare una visita ad Ortiz, però questi non ha voluto accoglierlo”¹⁹. L’informazione, o almeno le sue sfumature devono essere prese con cautela, dato che si conosce l’atteggiamento di Claudiu Isopescu verso Marcu nei rispettivi anni, un’opinione fortemente influenzata dalla gelosia accademica per il successo dell’ultimo²⁰.

¹⁹ Claudiu Isopescu, *mesager al spiritualității românești în Italia. I. Corespondență (1926–1942)*, pp. 215–216.

²⁰ È rilevante in tal senso una lettera di Claudiu Isopescu, rivolta sempre a Liviu Rebreanu, datata 13 aprile 1940, una lunga epistola in cui espone l’amarrezza per il non riconoscimento dei suoi meriti in Italia: “Vi convincerete anche Voi quanto è difficile lavorare in un paese grande per un paese piccolo. È facile lavorare da noi per una grande cultura, perché tutte le culture hanno lunghe tradizioni, sia per traduzioni (a cominciare dal secolo XVI, come succede con quella italiana), sia per l’insegnamento. Qui, traduzioni nostre sono state fatte solo nel XX secolo, e l’insegnamento del romeno è esistito un anno o due, nel 1864 a Torino e nel 1883 a Venezia, poi basta. Io non ho trovato tradizione per la nostra cultura qui, ho dovuto iniziare l’insegnamento del romeno qui a Roma, dove prima non ce n’era, l’ho fondato poi a Torino, a Milano, a Firenze e a Napoli. Ho pubblicato più di 35 volumi di traduzioni dalla nostra letteratura, migliaia di articoli; e invece, qual’è stata la mia soddisfazione: sono stato sempre colpito!! Il vincitore del premio a S. Remo, di cui si è detto qui sulla stampa che è «una delle più luminose figure della letteratura romena» (ha, probabilmente, romanzi, poesie, drammi, che io non conosco), non ha fatto altro se non colpire nelle traduzioni i suoi studi italiani, che hanno solo il merito di non essere molto letti. Marcu a tradotto Papini, a cui l’anno scorso è stato proposto un elogio dall’Accademia d’Italia per la propaganda della cultura italiana da noi; anche se grandi personalità italiane riconoscono che il mio lavoro è stato estremamente difficile qui, dovendo aprire strade nuove e creare tutto, non trovandoci alcuna tradizione, ho avuto forse la minima attenzione da parte della Società degli Scrittori Romeni o dell’Accademia Romena?”. *Ibidem*, p. 213. Attraverso questa prospettiva, della naturale invidia scientifica, si devono guardare le frequenti critiche che Isopescu faceva all’attività di Marcu, inclusivamente all’attività che questi svolgeva, a cominciare dal 1941, a capo della Propaganda Nazionale. In una lettera di Isopescu a Liviu Rebreanu del 6 aprile 1942 compaiono critiche vaghe all’attività di traduttore di Alexandru

La lettera del professor Ortiz al Lugli, malgrado il fatto che fu scritta dieci anni prima, rispecchia la forte e costante volontà del romenista abruzzese di tornare a casa. Tant'è vero che Ramiro Ortiz aveva ottenuto durante i dieci anni che separano cronologicamente i due momenti della sua vita, numerose soddisfazioni professionali in Romania, tra le quali lo sviluppo della rivista "Roma" e dell'Istituto di Cultura Italiana. Però informazioni presenti nei documenti dall'Archivio del Ministero degli Affari Esteri italiano mostrano che anche nel 1929 Ramiro Ortiz era scontento, nel contesto delle difficili condizioni economiche del tempo, della sua situazione finanziaria a Bucarest e chiedeva il suo stipendio di professore italiano ordinario di liceo, in cambio al suo lavoro – svolto fino a quel momento senza compenso – di propaganda culturale italiana in Romania²¹.

Invece, uno scambio di lettere e telegrammi tra il nuovo ministro d'Italia a Bucarest, Ugo Sola, ed il ministro Pietro Parini²², incaricato della Direzione delle Scuole nel Ministero degli Affari Esteri italiano, carteggio che risale ai primi mesi del 1933, mostra l'indecisione di Ramiro Ortiz nel partire per Padova. Il professore pensava di rimanere a Bucarest a capo dell'Istituto di Cultura Italiana riorganizzato dall'inizio dell'aprile dello stesso anno come istituzione di stato con chiari fini di propaganda, pertinenti al secondo decennio del Ventennio. Difatti, dallo stesso carteggio diplomatico emerge il fatto che le autorità italiane, in particolar modo il ministro Sola, desiderarono il rientro di Ramiro Ortiz in Italia ed influirono sulla rapida sistemazione del professor Ortiz alla Cattedra di letteratura romanza di Padova. Il professor Ortiz veniva considerato dal Sola una persona di "mentalità troppo invecchiata e uomo che non ha più larga presa in nessun ambiente", cioè non conforme alle nuove esigenze della propaganda fascista. In cambio, il Sola voleva Alexandru Marcu – "uomo attivo intelligente e

Marcu: "Su «Meridiano di Roma» ha pubblicato un romeno un articolo su Dante in rom. [l'articolo di Dragoș Vrânceanu, *La traduzione romena della «Divina Commedia»*, sul no. 14 del 1942 della rivista, alla p. 4], in cui si afferma che la traduzione di Marcu è migliore di quella di Coșbuc. [Cornelio] Di Marzio [il presidente della Confederazione dei professori e degli artisti e redattore della rivista «Meridiano di Roma»] mi diceva che se avessi saputo fare propaganda, questo articolo avrebbe dovuto essere scritto da un italiano, «così si sente che l'articolo gli è stato richiesto». Mentre in un'altra lettera del 31 luglio 1942, indirizzata sempre al Rebreanu, Claudiu Isopescu si lamentava dell'attività del ministero guidato dal Marcu: "In ciò che riguarda la propaganda, ti posso dichiarare che, anche se abbiamo dieci propagandisti con stipendi tra 6500-20000 lire mensili, non si è risposto niente ad un libretto di Galdi, ai 4 volumi pubblicati contro di noi, che l'ufficio culturale non ha pubblicato assolutamente niente e non ha stimolato la pubblicazione di alcun articolo. Da quando sono in Italia, mai sono stati così pochi gli articoli sulle riviste e sui giornali italiani. [...] Visto il mancato interesse del Ministero della Propaganda per la cultura di qui, la Sig.ra Silvestri mi ha dichiarato che da adesso non traduce più dal romeno; le ho detto che i nostri vogliono arricchire e non lavorare per il paese". *Ibidem*, pp. 221, 225.

²¹ Anamaria Gebăilă, *Documente din arhive italiene, in Un secol de italianistică la București I. Citorii*, pp. 28, 31–32.

²² Pietro Parini (1894–1993) venne nominato, nel 1929, segretario generale dei Fasci all'Estero, nel 1930 direttore generale degli Italiani all'Estero e Scuole e console generale di prima classe, mentre nel 1932 venne nominato ministro plenipotenziario e direttore generale del Lavoro Italiano all'Estero.

che ha fatto della propaganda italiana articolo di fede²³ – alla direzione dell’Istituto di Cultura Italiana e probabilmente questo fu il vero motivo per cui in alcuni circoli politici e culturali bucarestini si parlò di un allontanamento di Ramiro Ortiz dalla vita culturale della capitale romena, il pomo della discordia essendo infatti la direzione dell’Istituto di Cultura Italiana e la sua politica e non la Cattedra di italiano²⁴.

Non per l’ultimo, la lettera del professor Ortiz a Giuseppe Lugli mostra anche un altro aspetto interessante sull’evoluzione dell’organizzazione della Scuola Romena di Roma. Nell’epistola, Ramiro Ortiz si congratula con Lugli per il “vicediretorato” che quest’ultimo aveva ottenuto per interessamento diretto dell’accademico Pârvan, il direttore dell’istituzione. A norma di legge, la funzione del Lugli era quella di segretario permanente della Scuola, incaricato tanto della parte amministrativa e burocratica dell’Istituto Romeno di Roma, quanto della parte scientifica, guida dei borsisti, cura delle pubblicazioni, gestione della biblioteca e dei contatti e legami con l’ambito accademico italiano²⁵. La sua mansione era quindi una che superava da lontano i limiti di un lavoro di segreteria, essendo il Lugli il vero rappresentante scientifico della Scuola nei mesi in cui il direttore era fuori Roma²⁶. La titolatura di vicedirettore che Ramiro Ortiz gli attribuiva era difatti più che giusta ed in accordo con l’attività ed il prestigio professionale di Giuseppe Lugli, e così veniva percepito il suo impiego anche nei circoli universitari italiani. Il titolo a cui faceva riferimento Ramiro Ortiz nella sua lettera rispecchiava una situazione de facto, presente nel funzionamento tanto della Scuola Romena di Roma, quanto di quella di Francia, diretta da Nicolae Iorga e dove il diplomatico Victor Ianculescu aveva assunto la carica di vicedirettore dell’istituzione²⁷. Questa lacuna nella legislazione al riguardo l’organizzazione delle due Scuole romene all’estero – che prevedeva solo le funzioni di direttore e di segretario permanente – fu colmata solo negli anni della seconda guerra mondiale, quando il regime di Antonescu diede una nuova norma organizzativa, a seconda della quale queste istituzioni romene di studi superiori e di perfezionamento godevano anche di vicedirettori, consiglieri scientifici e bibliotecari, salvo le mansioni previste nella legislazione iniziale²⁸.

²³ A. Gebăilă, *op. cit.*, pp. 34–38.

²⁴ Alla fine, la direzione è stata assegnata ad un italiano, Bruno Manzone, ed il Parini ha insistito molto, nell’estate del 1933, per una candidatura italiana alla Cattedra di lingua e letteratura italiana dell’Università di Bucarest, cioè un incarico a contratto sul tipo di quello che aveva l’Università di Cluj con il professore Giandomenico Serra. *Ibidem*, p. 38.

²⁵ Vedi il Regolamento per il funzionamento delle Scuole Romene di Parigi e Roma in „Monitorul Oficial”, no. 105, 13 agosto 1921, p. 4152.

²⁶ Dati al riguardo in Veronica Turcuș, *Din raporturile intelectualității universitare chjene interbelice cu elita academică italiană: Emil Panăițescu în corespondență cu Giuseppe Lugli*, “Anuarul Institutului de Istorie «George Barițiu» din Cluj-Napoca”, tomo I., 2011, pp. 194–195, 202–217.

²⁷ Petre Turlea, *Școala Română din Franța*, Bucarest, Ed. Academiei Române, 1994, pp. 16–17.

²⁸ Vedi la Legge sull’organizzazione delle Scuole Romene di Roma e Parigi del 16 maggio 1941 ed il Regolamento delle Scuole Romene di Roma e Parigi in „Monitorul Oficial”, a. CIX, no. 115, 17 maggio 1941, pp. 2654–2656; a. CX, no. 122, 29 maggio 1942, pp. 4415–4418.

ANNESSO²⁹

Seminar
de
Literatură Italiană
BIBLIOTECA

București, 11 febr.
1923

Caro Lugli,

Grazie a te, al Dott. Marcu e all'intervento della Lega Italiana la questione di ROMA è favorevolmente risolta. Te ne sono gratissimo. Che fai? Perché non mi mandi qualcosa di tuo? P. es. lo studio sull'ipogeo che visiteremo insieme e che tanto m'interessa? È apparso? Congratulazioni per il Vicediretorato dell'*Accademia di Romania*. Il Pârvan non poteva fare una scelta migliore. Dammi tue notizie e dell'Italia dove vorrei proprio tornare. Che ne è della cattedra di rumeno all'Università di Roma? Se si facesse libera qualche cattedra d'italiano a qualche Liceo avvisamene. Voglio proprio tornarmene a casa mia, magari al Liceo per ora. Poi si vedrà. Coi più cari saluti credimi

Tuo
R. Ortiz.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

²⁹ La lettera olografa è scritta su una cartolina postale, indirizzata all'"Ill[ustriss]mo Sig. Prof. Dott. G. Lugli, Via Depretis, 86, Roma, Italia". La cartolina, munita di un contorno rosso a piccole righe bianche su entrambe le parti, reca nella parte dedicata alla corrispondenza l'intestazione stampata „Seminar de Literatură Italiană. Biblioteca. București”, mentre nel retro compare il bollo delle Poste italiane del 18 febbraio 1923 e la riproduzione della prima pagina del periodico „Roma. Revistă de cultură italiană” del maggio 1921 (anno I, numero 5) – rivista pubblicata in Romania a cura del professor Ortiz a partire dal gennaio 1921 – pagina che apre un numero dedicato al centenario di Dante. Un tipo simile di cartolina fu utilizzato dal professor Ortiz anche negli anni Trenta, a Padova, nel carteggio con la sua cara collaboratrice, Ninette Façon (questa volta la cartolina reca un'immagine dall'ambito del Seminario di Rumeno dell'Università di Padova o l'indice della sua *Varia Romanica, uscita a Firenze nel 1932*). Vedi *Un secol de italianistică la București I. Cîtorii*, p. 85. Il documento si conserva alla Biblioteca dell'Accademia di San Luca a Roma, nel Fondo Giuseppe Lugli e fa parte del volume in preparazione *Accademia di Romania. Documente. Corespondența directorilor și elevilor Școlii Române din Roma*, lavoro che presenta tutto il materiale archivistico al riguardo dal Fondo Lugli. La lettera si trova nel suddetto fondo, coll. Corrispondenza, Corrispondenza varia, cartella 04, foglio 190.

SPIRIDON CRISTOCEA

**DIN TRECUTUL MARII BOIERIMI MUNTENE.
MARELE VORNIC STROE LEURDEANU
(DU PASSÉ DE LA GRANDE NOBLESSE VALAQUE.
LE GRAND «VORNIC» STROE LEURDEANU),**

Brăila, Muzeul Brăilei, Editura Istros, 2011, 320 p. + XVI illustrations.

Stroe Leurdeanu a été l'un des plus représentatifs grands boyards valaques du XVII^e siècle. Son père, Fiera, fut grand logothète et il avait réussi d'accumuler une partie de la grande fortune dont bénéficia Stroe, l'un de ses trois fils. Toutefois, Stroe Leurdeanu qui a détenu une très grande fortune, des domaines qui étaient distribués en 14 départements, s'imposa à ses contemporains non seulement par son immense fortune, mais aussi par son comportement et son rôle politique. Il dirigea le parti des boyards qui s'opposait à la puissante et célèbre famille des Cantacuzène qui avait réussi à gagner une situation privilégiée dans les deux principautés pendant le même siècle, en accédant même au trône princier. Après avoir éliminé par ses intrigues Constantin Cantacuzène qui fut exécuté, lors d'un changement de prince régnant, Stroe Leurdeanu fut contraint, pour avoir la vie sauve, à devenir moine.

Précédé d'une introduction de Constantin Rezachevici, le livre de Spiridon Cristocea représente une contribution importante non seulement pour la reconstitution de la biographie de cet important personnage, mais également pour la compréhension de toute une période historique. Le livre est basé sur une ample information en bonne partie inédite et l'auteur a le mérite de l'avoir bien organisée en réussissant une opération de reconstitution remarquable.

Dan Berindei

ZAMFIRA MIHAIL

NICOLAE LE SPATHAIRE MILESCU À TRAVERS SES MANUSCRITS

Bucarest, Maison d'édition de l'Académie Roumaine, 2009, 178 p.

Madame Zamfira Mihail qui s'occupe de la vie et de l'œuvre du spathaire Nicolae Milescu depuis 1980, donc depuis plus de trois décennies, a consacré ce livre à cet illustre personnage qui, ainsi que Constantin Cantacuzène et Démètre Cantemir, reste dans notre mémoire comme un savant notable, l'un des trois Roumains qui s'est affirmé vers la fin du XVII^e siècle, ainsi que les deux autres par son exceptionnelle activité scientifique.

Madame Mihail examine l'œuvre variée de Milescu, qui tout comme Cantemir, s'est exilé en Russie, où il a passé la plus grande partie de sa vie. On lui doit la description minutieuse de son voyage

en Chine, mais aussi des écrits téologiques et philologiques. Il a eu une activité encyclopédique. Madame Mihail ajoute à ses propres remarques concernant Milescu et son œuvre, des écrits sur le savant appartenant aux spécialistes russes M.A.Momina et O.A. Belobrova de Saint-Petersbourg, et aussi une liste des manuscrits de Milescu se trouvant en Russie. C'est un livre utile qui met encore une fois en valeur une personnalité marquante roumaine.

D.B.

CONSTITUȚIILE ROMÂNIEI. STUDII (LES CONSTITUTIONS DE LA ROUMANIE. ÉTUDES)

Volume paru par les soins du professeur Gheorghe Sbârnă, Bucarest,
Institut de la Révolution Roumaine de décembre 1989, Maison d'édition
Cetatea de Scaun, 2012, 349 p.

Dans ce volume sont réunies les études du coordonateur ainsi que celle des professeurs Ioan Bulei, Cezar Stanciu et Teodora Stănescu-Stanciu, dans lesquelles sont présentées et analysées successivement les Constitutions Roumaines. Il s'agit de la Constitution de 1866 et de celle de 1923, mais également de celle du roi Carol II de 1938 et ensuite de celles du régime totalitaire communiste. En ce qui concerne ces dernières, il s'agit de celles de 1948, de 1952 et aussi celle de 1965. La Constitution adoptée en 1991, qui est en vigueur, complète le tableau. Aux études sont annexés les textes intégraux de toutes les Constitutions. Le volume représente un instrument de travail très utile et implicitement un guide de l'histoire constitutionnelle roumaine.

D.B.

IGOR DESPOT

THE BALKAN WARS IN THE EYES OF THE WARRING PARTIES. PERCEPTIONS AND INTERPRETATIONS

Bloomington, iUniverse, 2012

This is a very interesting book, due mainly to the author's impartiality. Igor Despot, Croatian professor of History, born in 1972, graduated from the Faculty of Humanities and Social Science of the University of Zagreb (1998), and obtained his Master's Degree from the same Faculty (2008), with a thesis on *The Balkan Wars (1912-1913) and the Croatian Public*. The present book is his Ph.D. dissertation, defended successfully in 2012. It is the result of extensive research carried out in the Central State Historical Archives of Bulgaria, the State Archives of Macedonia, the Archives of Serbia, the State Archives of Montenegro, and in various libraries as well such as the ones of the Military Academy G.S. Rakovski (Sofia), of the Institute for National History (Skopje), and of the Institute for Balkan Studies (Salonica). It is clear that he is quite familiarized with his topic. And he is right when argues that in spite of the relevant

literature's plethora, the Balkan Wars' issue "is hardly concluded". For though the 1912–1913 Wars were supposed to solve the Eastern Question, this very question remained unsolved up to our days.

Such a development might be blamed on the outcome of the 1913 Bucharest Conference, Igor Despot points out. Still, he hastens to explain that "with so many conflicting natural and historical rights of the Balkan peoples" it was unlikely to work out solutions better than the Bucharest ones. And it is unlikely to disagree with him, of course.

The author's concept of the historical events he studies rests on a "cross-comparison" of the Nations that took part in the Balkan Wars in the main fields of activities, namely ideology, war preparation, propaganda, operations and medical facilities, warfare technology, and diplomacy. The book, therefore, is composed of eleven chapters: Introduction; The Eastern Question at the Eve of the Balkan Wars; Mobilization in the Balkan States; The First Balkan War; The Second Balkan War or the Bulgarian Catastrophe; A Comparative Analysis of the Different Aspects of the Balkan Wars; The Economic Consequences of the Balkan Wars; The Balkan War in Literature and Arts; The Analysis of the Balkan States' Policies; Historiographical Disputes: Views and Interpretations; Conclusion. There are Appendices as well: "An overview of the statistical surveys of the Balkans states concerning the population of Macedonia"; "Memorandum sent to the Ottoman Authorities from the Albanian Assembly in Valone in August 1912"; IMARO [= Internal Macedonian Revolutionary Organization] Constitution (Rila Congress 1905)".

In short, this study based on vast "cross-comparison" opens a fresh "research front". For the time is ripe for historians to reject the somewhat parochial interpretations, based almost exclusively on the so-called "national interests" that have been prevailing to the present. Needless to say that Igor Despot's book has some minor "imperfections" – quite natural for somebody who is not fluent in all of the tongues spoken in the Balkans. Thanks to the Greek Military Archives, for instance, is established now that the main cause of the crushing defeat that the Bulgarians suffered in the Second Balkan War was not only the "lack of any serious planning by the Bulgarian military strategists" but the lack of medical facilities as well. The cholera that has infected the Ottoman troops at Çatalca contaminated the Bulgarians as well and decimated their Army. The Greeks, on the other hand, had an excellent Medical Service available to their troops and the pestilential illness did not affect them. Yet it does not put the great value of this book in the shade.

Dimitris Michalopoulos (Athènes)

MARCU PETCU, ADRIAN PINTILIE, NICOLAE LIHĂNCEANU
et RAMONA-ANCA CREȚU

**PAGINI DIN ISTORIA MONAHISMULUI ORTODOX
ÎN REVISTELE BISERICESTI DIN ROMÂNIA
(PAGES DE L'HISTOIRE DU MONACHISME ORTHODOXE
DANS LES REVUES ECCLÉSIASTIQUES DE ROUMANIE)**

Bucarest et Putna, Éditions de la Bibliothèque Nationale de Roumanie
et Éditions Metropolitane Iacov Putneanul, 2011, vol. I–III, 655 p. + 692 p. + 615 p.

Sous le patronage du métropolitain Pimen de Suceava et Rădăuți, a été réalisée une bibliographie analytique d'une grande utilité. Les trois volumes ayant presque 2000 pages offrent un matériel important à ceux préoccupés de l'histoire de l'Église orthodoxe roumaine. Le premier volume est

consacré aux personnalités, le second comprend les institutions monacales et le troisième regarde la culture et l'art. L'information a été tirée des périodiques ecclésiastiques. Le matériel est classifié selon l'ordre de l'alphabet. Significatif est aussi le fait que les trois massifs volumes ont été réalisés par souscription d'un groupe de bienveillants contributeurs. Dorénavant, ces volumes serviront à tous ceux intéressés de l'histoire des religions et surtout de l'Église orthodoxe, en premier lieu regardant les deux derniers siècles.

D. B.